

# RAPPORT SUR LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA MAURITANIE

Naviguer dans la tempête - Comment l'urbanisation et le changement climatique affectent les risques d'inondation en Mauritanie



Sixième édition

2023 Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement / Banque mondiale  
1818 H Street NW, Washington, DC 20433  
Téléphone : 202-473-1000 ;  
Internet : [www.worldbankgroup.org](http://www.worldbankgroup.org)

#### **Certains droits réservés.**

Ce travail est le produit du personnel du Groupe de la Banque mondiale et de contributions externes. Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans ce travail ne reflètent pas nécessairement les opinions du Groupe de la Banque mondiale, de son Conseil d'administration ou des gouvernements qu'ils représentent. Le Groupe de la Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données incluses dans ce travail. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes de cet ouvrage n'impliquent aucun jugement de la part de la Banque mondiale quant au statut juridique d'un territoire, ni l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

Rien dans le présent document ne constitue ou ne peut être considéré comme une limitation ou une renonciation aux privilèges et immunités du Groupe de la Banque mondiale, qui sont tous spécifiquement réservés.

#### **Droits et Autorisations**

Le contenu de cet ouvrage est soumis à des droits d'auteur. La Banque mondiale encourageant la diffusion de ses connaissances, cet ouvrage peut être reproduit, en tout ou en partie, à des fins non commerciales, à condition d'en mentionner la source. Toute question concernant les droits et les licences, y compris les droits subsidiaires, doit être adressée à World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; fax : 202-522-2625 ; e-mail : [pubrights@worldbank.org](mailto:pubrights@worldbank.org)

**Traductions** - Si vous créez une traduction de ce travail, veuillez ajouter la clause de non-responsabilité suivante à l'attribution : Cette traduction n'a pas été créée par le Groupe de la Banque mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle du Groupe de la Banque mondiale. Le Groupe de la Banque mondiale ne peut être tenu responsable du contenu ou des erreurs de cette traduction.

**Adaptations** - Si vous créez une adaptation de cette œuvre, veuillez ajouter la clause de non-responsabilité suivante à l'attribution : Il s'agit d'une adaptation d'une œuvre originale du Groupe de la Banque mondiale. Les points de vue et les opinions exprimés dans l'adaptation relèvent de la seule responsabilité de l'auteur ou des auteurs de l'adaptation et ne sont pas approuvés par le Groupe de la Banque mondiale.

**Contenu appartenant à des tiers** - Le Groupe de la Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque élément du contenu de l'œuvre. Il ne garantit donc pas que l'utilisation d'un élément ou d'une partie de l'œuvre appartenant à un tiers n'enfreindra pas les droits de ce tiers. Le risque de réclamations résultant d'une telle violation vous incombe exclusivement. Si vous souhaitez réutiliser un élément de l'œuvre, il vous incombe de déterminer si une autorisation est nécessaire pour cette réutilisation et d'obtenir l'autorisation du détenteur des droits d'auteur. Les exemples de composants peuvent inclure, sans s'y limiter, des tableaux, des figures ou des images.

**Attributions** : Veuillez citer le travail comme suit : "Banque mondiale. 2023. Sixième rapport sur la Situation Economique de la Mauritanie : Cartographie et atténuation de l'impact des inondations © Banque mondiale." Tous les droits et licences, y compris les droits subsidiaires, doivent être adressés à Office of the Publisher, The World Bank, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA, fax 202-522-2422, 202-522-2625 ; e-mail : [pubrights@worldbank.org](mailto:pubrights@worldbank.org).

# RAPPORT SUR **LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA MAURITANIE**

---

**Naviguer dans la tempête - Comment l'urbanisation et le changement climatique affectent les risques d'inondation en Mauritanie**

---

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Avant-propos</b>	<b>11</b>
<b>Résumé Exécutif</b>	<b>13</b>
<b>L'Etat de l'économie</b>	<b>14</b>
<b>Naviguer dans la tempête - Comment l'urbanisation et le changement climatique affectent les risques d'inondation en Mauritanie</b>	<b>16</b>
	<b>ملخص 19</b>
	حالة الاقتصاد 20
	التعامل مع الأزمة - كيف يؤثر التحضر وتغير المناخ على مخاطر الفيضانات في موريتانيا 22
<b>Chapitre 1 : L'état de l'économie</b>	<b>25</b>
<b>1.1. Développements économiques récents</b>	<b>25</b>
La forte dynamique de croissance s'est poursuivie en 2022	25
L'inflation s'est accélérée en 2022 en raison de la hausse des prix internationaux des produits de base.	30
Une politique monétaire restrictive a permis d'atténuer les déséquilibres extérieurs et de stabiliser les prix.	32
Une politique budgétaire expansionniste a entraîné une détérioration du solde budgétaire pour la première fois en cinq ans.	33
Le compte courant s'est fortement creusé, reflétant les retombées de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.	40

<b>1.2. Les perspectives macroéconomiques</b>	<b>42</b>
Les perspectives sont favorables malgré les vents contraires mondiaux	42
Les perspectives sont entachées d'une grande incertitude et de risques à la baisse, y compris les risques climatiques.	45
<b>1.3. Spotlight : Rapport sur le climat et le développement au Sahel</b>	<b>46</b>
<b>Chapitre 2 : Naviguer dans la tempête - Comment l'urbanisation et le changement climatique affectent le risque d'inondation en Mauritanie</b>	<b>53</b>
<b>2.1. Introduction</b>	<b>53</b>
<b>2.2. Les facteurs déterminants des inondations</b>	<b>56</b>
L'urbanisation façonnera le risque d'inondation à l'avenir	57
Le changement climatique augmentera la fréquence des événements extrêmes	59
<b>2.3. Aperçu de l'ampleur de l'exposition aux inondations et des pertes potentielles en Mauritanie : population, zones bâties et agricoles, et transport</b>	<b>62</b>
<b>2.4. Options de réforme pour l'adaptation et l'atténuation</b>	<b>67</b>
Mise en place d'un système unifié de préparation et de réponse aux situations d'urgence	67
Renforcer et appliquer une planification urbaine tenant compte des risques climatiques	68
Renforcer la capacité à faire face aux inondations extrêmes dans un climat changeant	69
Renforcer la résilience budgétaire aux risques climatiques et de catastrophes	70
<b>Références</b>	<b>71</b>

# LISTE DES FIGURES

<b>Figure 1 :</b> Evolution récente et perspectives du secteur réel	26
<b>Figure 2 :</b> L'inflation s'est accélérée tout au long de 2022 sous l'effet de la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie	29
<b>Figure 3 :</b> Le resserrement de la politique monétaire a entraîné un ralentissement de la croissance du crédit	31
<b>Figure 4 :</b> La politique budgétaire a été expansionniste, mais l'exécution du budget s'est améliorée	34
<b>Figure 5 :</b> Stabilisation de la dette publique entre 2021 et 2022.	39
<b>Figure 6 :</b> La Mauritanie est à la traîne de ses pairs en termes de bonnes pratiques de gestion de la dette et de transparence	39
<b>Figure 7 :</b> Le compte courant s'est creusé en raison d'une augmentation significative des importations	41
<b>Figure 8 :</b> Des perspectives positives mais des risques de dégradation	44
<b>Figure 9 :</b> La Mauritanie figure dans le trio de tête des pays fortement et régulièrement affectés par les chocs climatiques	54
<b>Figure 10 :</b> L'impact humain des inondations en Mauritanie a considérablement augmenté au cours des deux dernières décennies	54
<b>Figure 11 :</b> Dommages et pertes dus aux inondations de 2022	55
<b>Figure 12 :</b> Mauritanie : évolution de la température moyenne annuelle et climatologie mensuelle, 1901-2021	57
<b>Figure 13 :</b> Urbanisation et croissance économique en Mauritanie et dans d'autres régions	58
<b>Figure 14 :</b> Projection de l'urbanisation en Mauritanie	58
<b>Figure 15 :</b> Projections de la variabilité de la température moyenne en Mauritanie selon différents scénarios	60

<b>Figure 16 :</b> Changement projeté dans la distribution des plus fortes précipitations cumulées sur 5 jours, SSP2-4.5, ensemble multi-modèle	60
<b>Figure 17 :</b> Exposition annuelle attendue de la population à tous les types d'inondations par wilaya	63
<b>Figure 18 :</b> Répartition de l'exposition annuelle attendue de la population par type d'inondation et par wilaya	63
<b>Figure 19 :</b> Courbe de probabilité de dépassement indiquant les zones bâties exposées au niveau national à des inondations de différentes périodes de retour	64
<b>Figure 20 :</b> Bâti exposé par période de retour et par wilaya	64
<b>Figure 21 :</b> Superficie agricole détruite annuellement (en moyenne pluriannuelle) à cause de tous les types d'inondations par wilaya	64
<b>Figure 22 :</b> Répartition des surfaces agricoles détruites annuellement (en moyenne) par type d'inondation par wilaya	65
<b>Figure 23 :</b> Estimation des zones à risque sur le réseau routier de Mauritanie en raison des inondations fluviales et pluviales	66

## LISTE DES ENCADRÉS

<b>Encadré 1 :</b> Impact de l'invasion de l'Ukraine par la Russie sur le budget	36
<b>Encadré 2 :</b> Impact de l'invasion de l'Ukraine par la Russie sur le budget (suite)	37
<b>Encadré 3 :</b> Impact de l'invasion de l'Ukraine par la Russie sur le budget (fin)	38
<b>Encadré 4 :</b> Canaux d'impact - modélisation du lien entre le changement climatique et l'économie	47
<b>Encadré 5 :</b> 2022 inondations en Mauritanie	55

# LISTE DES ACRONYMES

<b>BCM</b>	Banque centrale de Mauritanie
<b>CCDR</b>	Rapport sur le climat et le développement du pays
<b>CA4J</b>	Initiative "Action pour le climat et l'emploi
<b>Cat DDO</b>	Prêt à la politique de développement avec option de retrait différé en cas de catastrophe
<b>DPF</b>	Financement de la politique de développement
<b>DRM</b>	Disaster Risk Management (gestion des risques de catastrophe)
<b>DSA</b>	Évaluation de la viabilité de la dette
<b>EP&amp;R</b>	Préparation et réponse aux urgences
<b>ER</b>	Taux de change
<b>IDE</b>	Investissements directs étrangers
<b>FAID</b>	Fonds d'Assistance et d'Intervention pour le Développement
<b>FX</b>	Change
<b>FAO</b>	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>FCV</b>	Fragilité , Conflit et Violence
<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>GTA</b>	Greater Tortue/Ahmeyim
<b>GES</b>	Gaz à effet de serre
<b>IDA</b>	Association internationale de développement
<b>FMI</b>	Fonds monétaire international
<b>GIEC</b>	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
<b>FICR</b>	Fédération internationale de la Croix-Rouge
<b>LCR</b>	Ratio de Liquidité à Court Terme

<b>MPO</b>	Perspectives macroéconomiques de la pauvreté
<b>MEDD</b>	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
<b>MRU</b>	Monnaie de la Mauritanie
<b>MTBPD</b>	Medium-Term Budget Programming Document (document de programmation budgétaire à moyen terme)
<b>CBMT</b>	Cadre budgétaire à moyen terme
<b>CDMT</b>	Cadre de dépenses à moyen terme
<b>NBS</b>	Nature Based Solutions (solutions basées sur la nature)
<b>NPLs</b>	Prêts non productifs
<b>NDC</b>	National Determined Contribution (contribution déterminée au niveau national)
<b>PAN</b>	Plan national d'adaptation
<b>PDNA</b>	Évaluation des besoins post-catastrophe
<b>SCAPP</b>	Stratégie Nationale de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée
<b>SNIM</b>	Société nationale industrielle et minière - Mauritanie
<b>SSP</b>	Parcours socio-économique partagé
<b>TAAZOUR</b>	Délégation générale à la solidarité nationale et à la lutte contre l'exclusion
<b>PTF</b>	Productivité totale des facteurs
<b>CCNUCC</b>	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
<b>PNUD</b>	Programme des Nations unies pour le développement
<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations unies pour l'enfance
<b>USD</b>	Dollar américain
<b>WASH</b>	Eau et Hygiène Sanitaire
<b>BM</b>	Banque Mondiale



# AVANT- PROPOS

Le Rapport sur la Situation Economique de la Mauritanie (RSEM) est une publication périodique de la Banque mondiale (BM) qui met en lumière les tendances économiques récentes et examine les questions de développement pertinentes pour le pays. Le rapport sur la SEM s'appuie sur les études analytiques existantes de la BM pour présenter les questions économiques et sociales actuelles. Le RSEM est destiné au grand public et sert de véhicule pour lancer un débat factuel sur les choix de politique économique parmi les principaux acteurs nationaux, y compris les décideurs politiques et les citoyens.

Cette sixième édition du RSEM se compose de deux parties. La première partie présente la situation économique en 2022, les perspectives économiques pour 2023-2025, avec une évaluation des risques et des défis. La seconde partie analyse la problématique des inondations en Mauritanie, ses principaux facteurs, son niveau d'exposition et son impact. Enfin, elle propose un ensemble de politiques qui pourraient contribuer à atténuer les conséquences des inondations en Mauritanie.

Ce document a été préparé par une équipe multisectorielle de la Banque mondiale dirigée par Thierry Yogo. Le chapitre 1 a été rédigé par Thierry Yogo et Maria Elkhari. Le chapitre 2 a été rédigé par Thierry Yogo, Landry Kuate et Arthur Essensfelder. L'équipe remercie Daniela Marotta, Edouard Al-Dahdah, Felix Oppong, Oscar Anil Ishizawa, Rafael Van Der Borgh et Joaquin Ignacio Munoz Diaz, ainsi que les évaluateurs Tamoya Christie et Karim Ben Dih pour leurs commentaires et leurs contributions. L'équipe souhaite également exprimer sa gratitude aux autorités mauritaniennes pour leur soutien, en particulier au Ministère des Affaires Economiques et de la Promotion des Secteurs Productifs, au Ministère des Finances et à la Banque Centrale de Mauritanie.

Le rapport a été préparé sous la direction générale de Keiko Miwa, Cristina Santos et Theo Thomas. Nous tenons à remercier Maude Jean-Baptiste, Mohamed Niokane et Micky Ananth pour leur soutien administratif.

Les projections macroéconomiques sont arrêtées au 31 mars 2023. Les analyses produites reflètent les données historiques à date de fin mars 2023.

Des informations sur la Banque mondiale, ses activités en Mauritanie et des copies électroniques de cette publication sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.banquemondiale.org/fr/country/mauritania>.



# RE. O

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

- 1. Alors que la Mauritanie poursuit son redressement après les impacts économiques et sociaux de la pandémie de COVID-19, elle est confrontée à certains défis structurels et conjoncturels qui pourraient la faire dérailler sur la voie d'un développement inclusif et durable.** Tout d'abord, la dépendance excessive de la Mauritanie à l'égard du secteur extractif accroît la vulnérabilité du pays aux fluctuations des prix des matières premières, ce qui induit une volatilité de la croissance et des revenus. Ensuite, le pays est fortement affecté par le changement climatique avec des cycles récurrents de sécheresse et d'inondation qui se traduisent finalement par une insécurité alimentaire et ralentissent le rythme de la réduction de la pauvreté. Enfin, la Mauritanie est confrontée depuis le premier trimestre 2022 aux retombées de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Ces retombées n'ont été surmontées qu'au prix d'une augmentation significative des subventions et des transferts, ce qui a contribué à réduire l'espace budgétaire et à mettre en péril les investissements (principalement dans l'éducation, la santé et les infrastructures) en faveur de la croissance à long terme.
- 2. Cette sixième édition de la situation économique de la Mauritanie aborde l'un des risques susmentionnés et examine les principaux facteurs des inondations et les changements de politique nécessaires pour atténuer leur impact économique et social.** La première partie du rapport présente le développement économique récent couvrant l'année 2022 et le début de l'année 2023 lorsque les données sont disponibles. Elle examine également les perspectives à moyen terme tout en soulignant les principaux risques qui pèsent sur ces perspectives. La deuxième partie examine les causes et les conséquences des inondations et propose des mesures politiques susceptibles d'en atténuer l'impact économique et social.

## L'Etat de l'économie

- 3. La croissance économique de la Mauritanie a montré des signes forts de résilience dans un environnement économique mondial morose.** La croissance s'est accélérée, passant de 2,4 % en 2021 à 5,2 % en 2022<sup>1</sup>, soutenue par une augmentation significative des exportations et une consommation privée résiliente du côté de la demande. Du côté de l'offre, la croissance a été tirée par une augmentation de la production dans le secteur agricole et un fort rebond de la production d'or dans le secteur industriel. Malgré cette forte dynamique, la croissance reste légèrement inférieure au niveau d'avant la pandémie et à la croissance potentielle. Le PIB par habitant a affiché une croissance positive après une contraction en 2020 et 2021. Cependant, une tendance plus générale montre une divergence dans le revenu par habitant entre la Mauritanie et ses pairs aspirationnels (Moldavie, Laos). L'inflation annuelle moyenne est passée de 3,6 % en 2021 à 9,5% en 2022, dans un contexte de hausse des prix internationaux des produits de base.
- 4. L'augmentation du PIB par habitant et l'expansion de l'activité dans le secteur primaire ont été contrebalancées par la hausse de l'inflation qui a pesé sur la consommation et la réduction de la pauvreté.** Les ménages pauvres travaillent principalement dans le secteur primaire et ont été fortement affectés par les augmentations des prix des denrées alimentaires (+15%). L'insécurité alimentaire est restée élevée tout au long de l'année 2022 et le taux de pauvreté de 3,65 USD en Parité des Pouvoirs d'Achat (PPA) de 2017 devrait passer de 23,9 pour cent en 2021 à 26,5 pour cent en 2022. Les estimations suggèrent que l'impact de l'inflation sur la pauvreté a été plus important dans les zones rurales.
- 5. Le déficit des comptes courants s'est fortement creusé, reflétant les retombées de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.** Selon les estimations, le déficit des comptes courants est passé de 7,9 % du PIB en 2021 à 13,8 % du PIB en 2022, sous l'effet d'une augmentation du déficit commercial due à la hausse des prix des importations d'énergie et de denrées alimentaires. Les exportations sont passées de 32,4 % du PIB en 2021 à 40,4 % du PIB en 2022 en raison d'une augmentation significative des exportations d'or. Le déficit de la balance courante a été financé principalement par les Investissements Directs Etranger (IDE) dans l'industrie extractive et le financement des bailleurs de fonds. En conséquence, les réserves de change de la Banque Centrale ont diminué, passant de 7,9 mois d'importations de biens en 2021 à 4,1 mois en 2022.
- 6. La situation budgétaire s'est considérablement détériorée en 2022, sous l'effet de l'augmentation des subventions et des dépenses d'investissement, mais l'exécution du budget s'est améliorée.** Les augmentations de prix liées à l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les mesures d'atténuation mises en place par le gouvernement (voir encadré 1) pour soutenir les pauvres et les personnes vulnérables ont pesé sur le budget en 2022. En conséquence, le solde budgétaire a enregistré un déficit de 3,5 % du PIB en 2022, le premier depuis 2017 et le plus élevé depuis 2008. L'exécution du budget a atteint 94 % de la loi de finances rectificative, une amélioration notable par rapport aux deux dernières années (81 % en 2020 et 85 % en 2021).
- 7. Grâce aux accords de restructuration de la dette conclus avec le Koweït, la Chine et l'Arabie saoudite en 2021 et 2022, le risque de surendettement de la Mauritanie est passé d'élevé à modéré selon l'Analyse de Viabilité de la dette (AVD) de janvier 2023.** En août 2021, la Mauritanie a conclu un accord final avec le Koweït concernant la restructuration d'une dette passive de longue date estimée à 12,4 % du PIB à la fin de 2020. Le 26 janvier 2022, la Mauritanie et la Chine ont

1. Cette estimation est basée sur les chiffres obtenus des autorités à fin mars 2023. Selon l'ANSADE, la croissance économique issue des comptes trimestriels s'élèverait à 7.2% alors que celle issue des comptes rapides se situerait à 6.4%.

signé un accord qui annule 7,5 % de sa dette envers la Chine. Enfin, le 17 avril 2022, la Mauritanie a conclu un accord avec l'Arabie Saoudite convertissant un dépôt non concessionnel à la Banque Centrale en un prêt concessionnel. Ces renégociations ont considérablement réduit la valeur actuelle de l'encours de la dette et le service de la dette associé. En conséquence, l'évaluation conjointe de l'AVD par la BM et le FMI de janvier 2023 a conclu que le risque de surendettement de la Mauritanie était passé d'élevé à modéré, avec une certaine marge de manœuvre pour absorber les chocs. Cependant, la dette publique est vulnérable aux risques de taux de change, car 88 % de la dette est détenue en devises étrangères.

- 8. Les perspectives économiques à moyen terme sont positives, soutenues par une forte expansion de l'industrie extractive, des politiques prudentes en matière d'endettement et de fiscalité et la mise en œuvre de politiques structurelles visant à diversifier l'économie et à attirer les investissements du secteur privé.** La croissance économique devrait légèrement ralentir en 2023 pour atteindre 4,5 %, en raison d'une baisse de la production de minerai de fer et d'or. En 2024-2025, la croissance devrait atteindre une moyenne de 6,2 % avec le début de la production de gaz du champ gazier offshore Greater Tortue/Ahmeyim (GTA) en 2024. L'inflation devrait décélérer mais rester élevée à 8 % en 2023, soutenue par une offre plus importante de denrées alimentaires domestiques, l'atténuation de la hausse des prix des produits de base et le ralentissement de la croissance du crédit à la suite du resserrement de la politique monétaire par la BCM. Le déficit du compte courant devrait s'améliorer, passant de 13,8 % du PIB en 2022 à 10,1 % du PIB en 2023, grâce à la baisse des prix des importations de denrées alimentaires et de pétrole et à la diminution des importations de l'industrie extractive. Le déficit budgétaire devrait se réduire à 2,4% du PIB en 2023 et continuer à se réduire à moyen terme grâce à la baisse des subventions et des transferts, à l'augmentation progressive des recettes fiscales et à la diminution des dépenses courantes.
- 9. Les perspectives macroéconomiques sont soumises à des incertitudes et à des risques de dégradation.** La Mauritanie est confrontée depuis le premier trimestre 2022 aux retombées de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Ces retombées n'ont été surmontées qu'au prix d'une augmentation significative des subventions et des transferts, ce qui a entraîné un rétrécissement de la marge de manœuvre budgétaire du pays. Une guerre prolongée en Ukraine et l'affaiblissement des marchés mondiaux des matières premières pourraient se traduire par une baisse de l'activité économique, des recettes, des réserves de change, des pressions inflationnistes continues et une augmentation de la pauvreté. En outre, le resserrement des conditions monétaires pour contrôler l'inflation pourrait finalement réduire la disponibilité de financements abordables et peser davantage sur les perspectives de croissance. En outre, bien que la construction de la première phase du projet offshore GTA progresse, les deuxième et troisième phases pourraient connaître des retards. Le report du projet GTA ralentirait les entrées d'IDE et pèserait sur la croissance et les perspectives budgétaires à moyen terme. Des IDE moins importants que prévu pourraient peser sur la position extérieure et obliger les autorités à recourir à des emprunts extérieurs non concessionnels pour combler le déficit de financement. Les risques d'insécurité régionale au Sahel et au Sahara occidental restent une préoccupation qui pourrait avoir un effet négatif sur l'économie et conduire à une augmentation des dépenses militaires.
- 10. La Mauritanie est également exposée à des cycles récurrents de sécheresses et d'inondations qui ont un impact sur la production agricole et les revenus des ménages.** Le Rapport Pays sur le Climat et le Développement (CCDR) du Sahel (couvrant le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger) prévoit que d'ici 2050, sans mesures d'adaptation, le PIB annuel comparé à un scénario de base à croissance moyenne serait réduit de 5,7 % dans le cadre d'un scénario

climatique optimiste et de 9,3 % dans le cadre d'un scénario climatique pessimiste. Le CCDR révèle également que, dans le cadre du scénario climatique optimiste humide, les inondations devraient réduire le PIB de (0,4%-0,5%) d'ici 2050, tandis que l'élévation du niveau de la mer réduira le PIB de (2,0%-2,3%). Dans le cadre du scénario climatique pessimiste, les effets négatifs des inondations et de l'élévation du niveau de la mer sur le PIB sont toujours attendus et pourraient même être plus importants.

### Naviguer dans la tempête - Comment l'urbanisation et le changement climatique affectent les risques d'inondation en Mauritanie

- 11. Les catastrophes et les événements extrêmes liés au climat ont eu un lourd impact humain en Mauritanie et posent des défis majeurs pour la durabilité de la croissance.** Au cours de la période 2000-21, la Mauritanie s'est classée au troisième rang des pays d'Afrique subsaharienne où l'impact humain des événements liés au climat est le plus élevé, devancée seulement par la Somalie et l'Eswatini. La Mauritanie est exposée à différents types de risques, principalement les sécheresses, les inondations, les feux de forêt et les chaleurs extrêmes. Alimentées par l'expansion anarchique des villes et l'inadéquation des systèmes de drainage, les inondations sont de plus en plus dommageables et perturbatrices sur le plan économique. De même, la fréquence des épisodes de sécheresse augmente et entrave les efforts de réduction de la pauvreté, en particulier dans les zones rurales. Au cours de la dernière décennie, des inondations meurtrières ont été signalées une fois tous les deux ans en moyenne. La catastrophe la plus récente est une série d'inondations dues à de fortes pluies à partir de la fin juillet 2022 qui ont provoqué de graves inondations dans toute la Mauritanie, détruit plus de 4 000 maisons, affecté plus de 38 000 personnes et causé 19 décès. Selon les estimations préliminaires, les dommages et les pertes s'élèvent à environ 279,5 millions de dollars US (2,7 % du PIB) et les besoins à plus de 306,5 millions de dollars US (2,9 % du PIB).
- 12. Il est essentiel de comprendre les facteurs à l'origine des inondations pour réduire leurs effets socio-économiques dévastateurs et élaborer des stratégies de réduction des risques.** Le risque d'inondation est déterminé par une convolution de facteurs, y compris des facteurs naturels et anthropiques. D'une part, le changement climatique a des répercussions importantes sur le cycle de l'eau et les régimes de précipitations extrêmes, et peut donc affecter directement le ruissellement de surface ainsi que la fréquence et l'ampleur des inondations (Mahmoud et Gan, 2018 ; Yazdanfar et Sharma, 2015). D'autre part, l'urbanisation associée à la croissance démographique et à l'exode rural est l'une des causes les plus courantes de l'augmentation des surfaces imperméables et de la vulnérabilité socio-économique des zones urbaines aux inondations (Huong et Pathirana, 2013 ; Mahmoud et Gan, 2018). D'autres facteurs, notamment la dégradation de l'environnement, la déforestation, la mauvaise gestion des déchets et la prolifération des bidonvilles, peuvent accroître l'érosion des sols et réduire la capacité des terres à absorber les précipitations, ce qui rend les zones plus sujettes aux inondations. Par exemple, dans certaines régions de Mauritanie, les mauvais systèmes de drainage exacerbent le risque d'inondation en empêchant l'eau de s'écouler correctement des zones urbaines.
- 13. Les inondations fluviales sont une source de préoccupation majeure en Mauritanie, en particulier le long de la vallée du fleuve Sénégal et dans des villes comme Rosso, Boghé et Sélibaby.** Les crues soudaines dues à de fortes précipitations constituent une préoccupation majeure dans la capitale, Nouakchott. Les pertes annuelles moyennes ont été estimées à 17,4 millions de dollars US (0,25 pour cent du PIB de 2017), tandis que le pays est confronté à une probabilité annuelle de

1 pour cent de subir des pertes d'au moins 355 millions de dollars US (équivalant à 5,2 pour cent du PIB de 2017, UNISDR 2018). Les inondations peuvent également avoir un impact négatif sur la production agricole. On estime qu'en moyenne, 4 390 ha de zones agricoles sont détruits chaque année à cause des inondations en Mauritanie. Cela se traduit par une réduction de la production agricole annuelle, en moyenne, due aux inondations comme suit : environ 6 300 tonnes de riz (2,2 pour cent de la production annuelle totale), 1 750 tonnes de sorgho (2,5 pour cent), 300 tonnes de maïs (2,3 pour cent), et 44 tonnes de mil (1,5 pour cent). L'analyse de l'exposition du réseau routier aux inondations indique qu'environ 22 km et 4 km de routes sont exposés aux inondations fluviales et pluviales de plus de 0,5 m de profondeur, respectivement, chaque année en Mauritanie. L'exposition du réseau routier aux inondations est particulièrement importante dans la partie sud de la Mauritanie, notamment à Sélibaby, Magtar Lahjar et Boutilimit.

- 14. Plusieurs options de réforme peuvent être envisagées pour soutenir la croissance et atténuer les effets négatifs des inondations.** Ces actions et priorités s'inscrivent globalement dans six domaines : (i) la maîtrise de l'inflation et de son impact sur les plus vulnérables et (ii) la préservation de l'espace budgétaire nécessaire pour les investissements favorisant la croissance et pour faire face à d'éventuels chocs intérieurs ou extérieurs ; (iii) le cadre de préparation et de réponse aux urgences (EP&R) ; (iv) la planification urbaine tenant compte des risques ; (v) le renforcement de la capacité à gérer des précipitations plus irrégulières ; et (vi) la résilience budgétaire face aux risques climatiques et de catastrophe. Le tableau ES1 résume les options de réforme proposées. Certaines d'entre elles sont soutenues par la série en cours de financement des politiques de développement (DPF).

**Tableau ES1.** Options de réforme prioritaires pour renforcer la stabilité macroéconomique et la résilience aux chocs climatiques

Objectifs de la réforme	Options de réforme	Horizon temporel
<b>Renforcer la stabilité macroéconomique et élargir la marge de manœuvre budgétaire (thème central du chapitre 1)</b>		
Accroître la marge de manœuvre budgétaire :	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Passer de l'approche actuelle des subventions généralisées à l'octroi de subventions ciblées.</li> <li>■ Réduire les dépenses fiscales en instituant une analyse coût-bénéfice, des indicateurs de résultats et des clauses d'extinction à annexer comme conditions préalables à toutes les nouvelles demandes d'exonérations fiscales et douanières ainsi qu'à d'autres régimes fiscaux préférentiels.</li> </ul>	CT
Atténuer l'impact des chocs économiques et climatiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Institutionnaliser l'identification, la quantification et la gestion des risques budgétaire.</li> </ul>	CT à MT
<b>Renforcer la résilience aux chocs climatiques (thème du chapitre 2)</b>		
Cadre de préparation et de réponse aux urgences (EP&R)	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Adopter un décret visant à établir un cadre institutionnel consolidé et unifié pour la préparation et la réponse aux urgences (EP&amp;R).</li> </ul>	CT
Urbanisme	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Adopter une nouvelle loi sur l'urbanisme et la construction afin de rendre le développement urbain plus résilient.</li> </ul>	CT
Gérer les précipitations irrégulières	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Élaborer une politique de gestion intégrée des ressources en eau afin de renforcer les capacités de gestion des ressources en eau et d'étendre efficacement les infrastructures d'assainissement et de drainage.</li> </ul>	CT

Source : Personnel de la BM. CT : Court terme ; MT : Moyen terme



# ملخص

15. التحديات الهيكلية والمتكررة التي من شأنها أن تعرقل طريقها نحو التنمية الشاملة والمستدامة. أولاً، يزيد الاعتماد المفرط لموريتانيا على القطاع الاستخراجي من هشاشة البلاد أمام تقلبات أسعار السلع الأساسية، مما يؤدي إلى تذبذب نسب النمو و حجم الإيرادات. ثانياً، يتأثر البلد بشكل كبير بتغير المناخ مع تكرر دورات الجفاف والفيضانات التي تقود، في نهاية المطاف، إلى انعدام الأمن الغذائي وتُبطئ وتيرة الحد من الفقر. وأخيراً، تواجه موريتانيا منذ الربع الأول من عام 2022 تداعيات الغزو الروسي لأوكرانيا. ولم يتم التغلب على هذه التداعيات إلا من خلال الزيادة الكبيرة في الإعانات والتحويلات، مما ساهم في تضيق الحيز المالي ووضع الاستثمارات التي تستهدف النمو طويل الأجل (مجالات التعليم والصحة والبنية التحتية أساساً) في خطر.

16. يتناول هذا الإصدار السادس من التحديث الاقتصادي الموريتاني أحد المخاطر المذكورة أعلاه ويدرس التأثيرات الرئيسية للفيضانات وما يلزم من تغيير في السياسات بغية التخفيف من آثارها الاقتصادية والاجتماعية. يعرض الجزء الأول من التقرير التطورات الاقتصادية الأخيرة التي تغطي عام 2022 وأوائل عام 2023 مما تتوفر حوله البيانات. ويناقش التقرير أيضاً التوقعات على المدى المتوسط، مع تسليط الضوء على المخاطر الرئيسية التي قد تواجه تحقق هذه التوقعات. ويتناول الجزء الثاني أسباب الفيضانات ونتائجها ويقترح تدابير سياساتية يمكن أن تخفف من آثارها الاقتصادية والاجتماعية

# حالة الاقتصاد

17. في الوقت الذي تواصل فيه موريتانيا التعافي من الآثار الاقتصادية والاجتماعية لجائحة كوفيد-19، فإنها تواجه بعض 17. أظهر النمو الاقتصادي في موريتانيا علامات قوية على المرونة وسط بيئة اقتصادية عالمية قائمة. وتسارع النمو من 2.4 في المائة في عام 2021 إلى 5.2 في المائة في عام 2022 مدفوعا بزيادة كبيرة في الصادرات والاستهلاك الخاص المرن من حيث الطلب. وعلى جانب العرض، كان النمو مدفوعا بارتفاع الإنتاج في القطاع الزراعي وانتعاش قوي في إنتاج الذهب في القطاع الصناعي.

وعلى الرغم من هذا الزخم القوي، لا يزال النمو أقل بقليل من مستوى ما قبل الجائحة ومستوى النمو المتوقع. سجل نصيب الفرد من الناتج المحلي الخام نموا إيجابيا في أعقاب انكماشه في عامي 2020 و 2021. ومع ذلك، يُظهر اتجاه أكثر عمومية تباينا في نصيب الفرد من الدخل بين موريتانيا ونظيراتها من البلدان الطموحة. وارتفع متوسط التضخم السنوي من 3.6 في المائة في عام 2021 إلى 9.5 في المائة في عام 2022 وسط ارتفاع أسعار السلع الأساسية على المستوى الدولي.

18. الزيادة في نصيب الفرد من الناتج المحلي الخام وتوسع النشاط في القطاع الأولي قابلهما ارتفاع التضخم الذي أثر على الاستهلاك والحد من الفقر.

19. تعمل الأسر الفقيرة في الغالب في القطاع الأولي ولذلك تأثرت بشكل كبير بالزيادات في أسعار الأغذية (+15 في المائة). وظل انعدام الأمن الغذائي مرتفعا طوال عام 2022، ومن المتوقع أن يكون معدل الفقر لتعادل القوة الشرائية - الذي بلغ 3.65 دولار في عام 2017- قد ارتفع من 23.9 في المائة في عام 2021 إلى 26.5 في المائة في عام 2022. وتشير التقديرات إلى أن تأثير التضخم على الفقر كان أعلى في المناطق الريفية.

20. اتسع عجز الحساب الجاري بشكل حاد مما يعكس الآثار غير المباشرة لغزو روسيا لأوكرانيا. وتشير التقديرات إلى أن عجز الحساب الجاري قد اتسع من 7.9 في المائة من الناتج المحلي الخام، في عام 2021 إلى 13.8 في المائة من الناتج المحلي الخام، في عام 2022، مدفوعا بزيادة في العجز التجاري بسبب ارتفاع أسعار الطاقة واستيراد المواد الغذائية.

ارتفعت الصادرات من 32.4 في المائة من الناتج المحلي الخام، في عام 2021، إلى 40.4 في المائة من الناتج المحلي الخام، في عام 2022، بسبب الزيادة الكبيرة في صادرات الذهب. وقد مَوَّل العجز في الحساب الجاري في معظمه من الاستثمار الأجنبي المباشر في الصناعة الاستخراجية ومن تمويل الجهات المانحة. ونتيجة لذلك، انخفضت الاحتياطيات الأجنبية في البنك المركزي من 7.9 شهرا من واردات السلع، في عام 2021، إلى 4.1 شهرا، في عام 2022.

21. تدهور الوضع بشكل كبير في عام 2022، متأثرا بزيادة الإعانات ونفقات الأصول الثابتة، لكن تنفيذ الميزانية تحسن. وقد أثرت الزيادات في الأسعار المتعلقة بغزو روسيا لأوكرانيا وتدابير التخفيف التي وضعتها الحكومة (انظر الإطار 1) لدعم الفقراء والفئات الهشة على الميزانية في عام 2022. نتيجة لذلك، سجل رصيد الميزانية عجزا بنسبة 3.5 في المائة من الناتج المحلي الخام في عام 2022، وهو الأول منذ عام 2017 والأعلى منذ عام 2008. بلغ تنفيذ الميزانية 94 في المائة من قانون الميزانية المعدل، وهو تحسن ملحوظ مقارنة بالعامين الماضيين (81 في المائة في عام 2020 و 85 في المائة في عام 2021).

22. بفضل اتفاقيات إعادة هيكلة الديون مع الكويت والصين والمملكة العربية السعودية في عامي 2021 و2022، تحسن مستوى مخاطر أزمة الديون في موريتانيا من مرتفع إلى معتدل وفقا لتحليل القدرة على تحمل الديون (DSA) في يناير 2023.

في أغسطس 2021، توصلت موريتانيا إلى اتفاق نهائي مع الكويت بشأن إعادة هيكلة دين حامل طويل الأمد يقدر بنسبة 12.4 في المائة من الناتج المحلي الخام في نهاية عام 2020.

في 26 يناير 2022، وقعت موريتانيا والصين اتفاقا يلغي 7.5 في المئة من ديونها المستحقة للصين.

وأخيرا، في 17 أبريل 2022، توصلت موريتانيا إلى اتفاق مع المملكة العربية السعودية لتحويل وديعة غير ميسرة في البنك المركزي إلى قرض بشروط ميسرة. وأدت عمليات إعادة التفاوض هذه إلى تخفيض معتبر في القيمة الحالية لرصيد الديون وربط خدمة الدين بالإيرادات. ونتيجة لذلك، خلص التقييم المشترك بين البنك الدولي وصندوق النقد الدولي للقدرة على تحمل الديون (DSA) في يناير 2023 إلى أن خطر أزمة الديون في موريتانيا قد تحسن من مستوى مرتفع إلى

متوسط مع "بعض الفسحة" لاستيعاب الصدمات. ومع ذلك، فإن الدين العام عرضة لمخاطر أسعار الصرف حيث أن 88 في المائة منه مسجلة بالعملة الأجنبية.

23. تُعد التوقعات الاقتصادية متوسطة الأجل إيجابية، مدعومة بالتوسع القوي في قطاع الصناعات الاستخراجية، والسياسات الحكيمة للديون والسياسات المالية، وتنفيذ سياسات هيكلية لتنويع الاقتصاد وجذب استثمارات القطاع الخاص.

من المتوقع أن يتباطأ النمو الاقتصادي قليلاً في عام 2023 إلى 4.5 في المائة، بسبب انخفاض إنتاج خامي الحديد والذهب. في الفترة 2024-2025، من المتوقع أن يبلغ متوسط النمو 6.2 في المائة مع بدء إنتاج الغاز من حقل الغاز البحري السلحفات-آحيميم (GTA) في عام 2024. ومن المتوقع أن يتباطأ التضخم، لكنه يظل مرتفعاً عند 8 في المائة في عام 2023، مدعوماً بارتفاع المعروض من الأغذية المحلية، وزيادة تخفيف أسعار السلع الأساسية، وتباطؤ نمو الائتمان في أعقاب تشديد السياسة النقدية من قبل البنك المركزي الموريتاني.

ومن المتوقع كذلك أن يتحسن عجز الحساب الجاري من 13.8 في المائة من الناتج المحلي الخام في عام 2022 إلى 10.1 في المائة من الناتج المحلي الخام في عام 2023 مدفوعاً بانخفاض أسعار الواردات من الأغذية والنفط وانخفاض الواردات في الصناعة الاستخراجية. ومن المتوقع أن يتقلص العجز المالي إلى 2.4% من الناتج المحلي الخام في عام 2023، وأن يتقلص على المدى المتوسط على خلفية انخفاض الدعم والتحويلات، وزيادة التدريجية في الإيرادات الضريبية، وانخفاض الإنفاق الحالي.

#### 24. تُواجه توقعات الاقتصاد الكلي شكوكاً ومخاطر للهبوط.

تواجه موريتانيا منذ الربع الأول من عام 2022 تداعيات الغزو الروسي لأوكرانيا. ولم يتم التغلب على هذه التداعيات إلا من خلال الزيادة الكبيرة في الإعانات والتحويلات، مما أدى إلى تضيق الحيز المالي للبلاد. ومن شأن عوامل إطالة أمد الحرب في أوكرانيا، وضعف أسواق السلع العالمية أن تؤدي إلى انخفاض النشاط الاقتصادي والإيرادات والاحتياطيات الخارجية، واستمرار ضغط التضخم وزيادة الفقر. كما أن التشديد المستمر للشروط النقدية للسيطرة على التضخم يمكن أن يقلل في نهاية المطاف من توافر التمويل الميسور التكلفة ويزيد من التأثير على آفاق النمو. وبالإضافة إلى ذلك، وعلى الرغم من تقدم إنجاز المرحلة الأولى من مشروع السلحفات-آحيميم في عرض البحر، فإن المرحلتين الثانية والثالثة يمكن أن تشهدا بعض التأخير.

من شأن تأخر مشروع السلحفات-آحيميم أن يبطئ تدفقات الاستثمار الأجنبي المباشر وأن يؤثر على النمو والتوقعات المالية في الأجل المتوسط. كما أن انخفاض الاستثمار الأجنبي المباشر عما هو متوقع، من شأنه أن يضغط على الوضع الخارجي وأن يجبر السلطات على الاعتماد على الاقتراض الخارجي غير الميسر لسد فجوة التمويل. ولا تزال مخاطر انعدام الأمن الإقليمي في منطقة الساحل والصحراء الغربية مصدر قلق قد يكون له أثر سلبي على الاقتصاد ويؤدي إلى زيادة النفقات العسكرية. كما تتعرض موريتانيا لموجات متكررة من الجفاف والفيضانات التي يمكن أن تؤثر سلباً على النمو والاستدامة المالية على المدى المتوسط والطويل.

#### 25. استكمالا لتقرير تغير المناخ والتنمية في منطقة الساحل (CCDR)، يحلل الفصل الثاني من هذا التحديث الاقتصادي التأثير الاقتصادي للفيضانات والعوامل المؤثرة فيها.

ويتوقع التقرير القطري حول المناخ والتنمية (CCDR) في منطقة الساحل (التي تغطي بوركينا فاسو، تشاد، مالي، موريتانيا والنيجر) أنه بحلول عام 2050، وبدون تدابير للتكيف، فإن الناتج المحلي الخام السنوي، مقارنةً بسيناريو خط أساس متوسط النمو، سينخفض بنسبة تتراوح بين 5.7 في المائة، في ظل سيناريو المناخ المتفائل، و9.3 في المائة في ظل سيناريو المناخ المتشائم. كما يكشف تقرير CCDR أنه في ظل السيناريو المتفائل لمناخ رطب، من المتوقع أن تخفض الفيضانات الناتج المحلي الخام بنسبة (0.4-0.5) في المائة، بحلول عام 2050، في حين أن ارتفاع مستوى سطح البحر سيؤدي إلى انخفاض الناتج المحلي الخام بنسبة (2.0-2.3) في المائة. وفي ظل السيناريو المناخي المتشائم، لا تزال الآثار السلبية للفيضانات وارتفاع مستوى سطح البحر على الناتج المحلي الخام متوقعة وقد تصل إلى حجم أعلى.

## التعامل مع الأزمة - كيف يؤثر التحضر وتغير المناخ على مخاطر الفيضانات في موريتانيا

26. لقد تسببت الكوارث والأحداث المتعلقة بالمناخ في خسائر بشرية فادحة في موريتانيا وتشكل تحديات كبيرة في وجه استدامة النمو. على مدى الفترة 2000-2021، احتلت موريتانيا المرتبة الثالثة في أفريقيا جنوب الصحراء في لائحة الدول الأكثر تأثراً بالظواهر المناخية، وتجاوزتها فقط الصومال و إيسواتيني.

تتعرض موريتانيا لأنواع مختلفة من المخاطر، وخاصة الجفاف والفيضانات وحرائق الغابات والحرارة الشديدة. وبسبب التوسع غير المخطط للمدن وعدم كفاية أنظمة الصرف الصحي، كانت أضرار الفيضانات تتزايد وتدمرها الاقتصادي يرتفع. وبالمثل، فإن تواتر موجات الجفاف يتزايد ويعيق جهود الحد من الفقر، ولا سيما في المناطق الريفية. وعلى مدى العقد الماضي، أبلغ عن حدوث فيضانات مميتة مرة كل سنتين في المتوسط. وأحدث كارثة هي سلسلة من الفيضانات الناجمة عن هطول الأمطار الغزيرة في أواخر يوليو 2022 والتي تسببت في فيضانات شديدة في جميع أنحاء موريتانيا ودمرت أكثر من 4,000 منزل، وتضرر منها أكثر من 38,000 شخص، وأدت إلى 19 حالة وفاة. ووفقاً للتقديرات الأولية، فإن الأضرار والخسائر تبلغ حوالي 279.5 مليون دولار أمريكي (2.7 في المائة من الناتج المحلي الخام) وتحتاج [البلاد] إلى أكثر من 306.5 مليون دولار أمريكي (2.9 في المائة من الناتج المحلي الخام).

27. إن فهم العوامل الدافعة وراء الفيضانات أمر بالغ الأهمية للحد من آثارها الاجتماعية والاقتصادية المدمرة وإرشاد استراتيجيات الحد من المخاطر. يتم تحديد مخاطر الفيضانات من خلال تضافر العوامل، بما في ذلك العوامل الطبيعية والبشرية المنشأ. فمن ناحية، يؤثر تغير المناخ تأثيراً كبيراً على وضعية المياه والأمطار المتطرفة لهطول الأمطار، ومن ثم يمكن أن يؤثر تأثيراً مباشراً على الجريان السطحي وعلى تواتر الفيضانات وحجمها (محمود وغان، 2018؛ يزدانفار وشارما، 2015).

ومن ناحية أخرى، فإن التحضر المرتبط بالنمو الديمغرافي والهجرة من الريف هو أحد الأسباب الأكثر شيوعاً لزيادة الأسطح غير المنيعية والهشاشة الاجتماعية والاقتصادية في المناطق الحضرية أمام الفيضانات (هونغ وباثيرانا، 2013؛ محمود وغان، 2018). ويمكن لعوامل أخرى، بما في ذلك التدهور البيئي وإزالة الغابات وسوء تسيير النفايات وانتشار الأحياء الفقيرة، أن تزيد من تآكل التربة وتقلل من قدرة الأرض على امتصاص الأمطار، مما يجعل المناطق أكثر عرضة للفيضانات. فعلى سبيل المثال، يؤدي ضعف شبكات الصرف الصحي في بعض مناطق موريتانيا إلى تفاقم مخاطر الفيضانات عن طريق منع تدفق المياه بشكل صحيح بعيداً عن المناطق الحضرية.

28. تعد فيضانات الأنهار مصدراً رئيسياً للقلق في موريتانيا، خاصة على طول ضفة نهر السنغال ومدن مثل روصو، بوي وسيليبياني. تُعد الفيضانات المفاجئة بسبب هطول الأمطار الغزيرة مصدر قلق كبير في العاصمة نواكشوط. وقد قدر متوسط الخسائر السنوية بمبلغ 17.4 مليون دولار أمريكي (0.25 في المائة من الناتج المحلي الخام لعام 2017)، في حين تواجه البلاد احتمالاً سنوياً بنسبة 1 في المائة من الخسائر التي لا تقل عن 355 مليون دولار أمريكي (أي ما يعادل 5.2 في المائة من الناتج المحلي الخام لعام 2017، حسب UNISDR 2018). كما يمكن أن تؤثر الفيضانات سلباً على الإنتاج الزراعي. وتشير التقديرات إلى أن ما متوسطه 4.390 هكتاراً من المناطق الزراعية تدمر سنوياً بسبب الفيضانات في موريتانيا. وينتج عن هذا الوضع انخفاض متوسط إنتاج المحاصيل سنوياً، بسبب الفيضانات على النحو التالي: حوالي 6.300 طن من الأرز (2.2 في المائة من إجمالي الإنتاج السنوي)، و 1.750 طناً من الذرة (2.5 في المائة)، و 300 طن من الذرة الصفراء (2.3 في المائة)، و 44 طناً من الدخن (1.5 في المائة). يشير تحليل تعرض شبكة الطرق للفيضانات إلى أن حوالي 22 كيلومتراً منها و 4 كيلومتراً من الطرق في موريتانيا تتعرض كل عام للفيضانات النهرية التي تزيد على 0.5 متر من عمق المياه. إن تعرض شبكة الطرق للفيضانات مهم بشكل خاص في الجزء الجنوبي من موريتانيا، بما في ذلك سيليبياني ومكطع لحجار وبوتيليميت.

29. يمكن التفكير في العديد من خيارات السياسة العامة للحفاظ على النمو والتخفيف من الآثار السلبية للفيضانات. تندرج هذه الإجراءات والأولويات السياسية عموماً في ستة مجالات: (i) الحد من التضخم وأثره على الفئات الأكثر هشاشة، (ii) الحفاظ على الحيز المالي اللازم للاستثمار المعزز للنمو ومواجهة الصدمات المحلية أو الخارجية المحتملة؛ (iii) إطار التأهب والاستجابة في حالات الطوارئ (EP&R)؛ (iv) التخطيط الحضري القائم على معرفة المخاطر؛ (v) تعزيز القدرة على تسيير التهاطلات غير المنتظمة؛ و (vi) المرونة المالية في مواجهة مخاطر المناخ والكوارث. ويقدم الجدول ES1 موجزاً لخيارات السياسة العامة المقترحة. ويدعم بعضها سلسلة تمويل السياسات الإنمائية الجارية (DPF).

الجدول ES1 خيارات في مجال السياسة العامة لتعزيز استقرار الاقتصاد الكلي وبناء القدرة على مواجهة الصدمات المناخية

الأفق الزمني	خيارات السياسة	أهداف السياسة العامة
<b>تعزيز استقرار الاقتصاد الكلي وتوسيع الحيز المالي (محور الفصل 1)</b>		
المدى القصير	<ul style="list-style-type: none"> <li>التحول من نهج الدعم المعمم الحالي إلى تقديم إعانات محددة الهدف.</li> <li>تخفيض النفقات الضريبية عن طريق إجراء تحليل للتكاليف والفوائد، ومؤشرات النتائج، وشروط انقضاء أجل العمل التي ستدرج كشروط مسبقة لجميع الطلبات الجديدة للإعفاءات الضريبية والجمركية، فضلا عن النظم الضريبية التفضيلية الأخرى</li> </ul>	زيادة الحيز المالي:
المدى القصير إلى المدى المتوسط	<ul style="list-style-type: none"> <li>إضفاء الطابع المؤسسي على تحديد المخاطر المالية وقياسها وتسييرها.</li> </ul>	التخفيف من آثار الصدمات الاقتصادية والمناخية
<b>تدعيم القدرة على مواجهة الصدمات المناخية (محور الفصل 2)</b>		
المدى القصير	<ul style="list-style-type: none"> <li>اعتماد مرسوم لإنشاء إطار مؤسسي مدعم وموحد للتأهب والاستجابة لحالات الطوارئ (EP&amp;R).</li> </ul>	إطار التأهب والاستجابة لحالات الطوارئ (EP&R)
المدى القصير	<ul style="list-style-type: none"> <li>اعتماد قانون جديد للتخطيط العمراني والبناء لرسم تنمية حضرية أكثر صمودا.</li> </ul>	التخطيط الحضري
المدى القصير	<ul style="list-style-type: none"> <li>وضع سياسة متكاملة لتسيير الموارد المائية لتعزيز القدرة على إدارة الموارد المائية بكفاءة مع توسيع البنية التحتية للصرف الصحي والتفريغ.</li> </ul>	تسيير التهاطلات غير المنتظمة

المصدر: موظفو البنك الدولي. ST : المدى القصير؛ MT: المدى المتوسط.





# CH. 1

## L'ÉTAT DE L'ÉCONOMIE

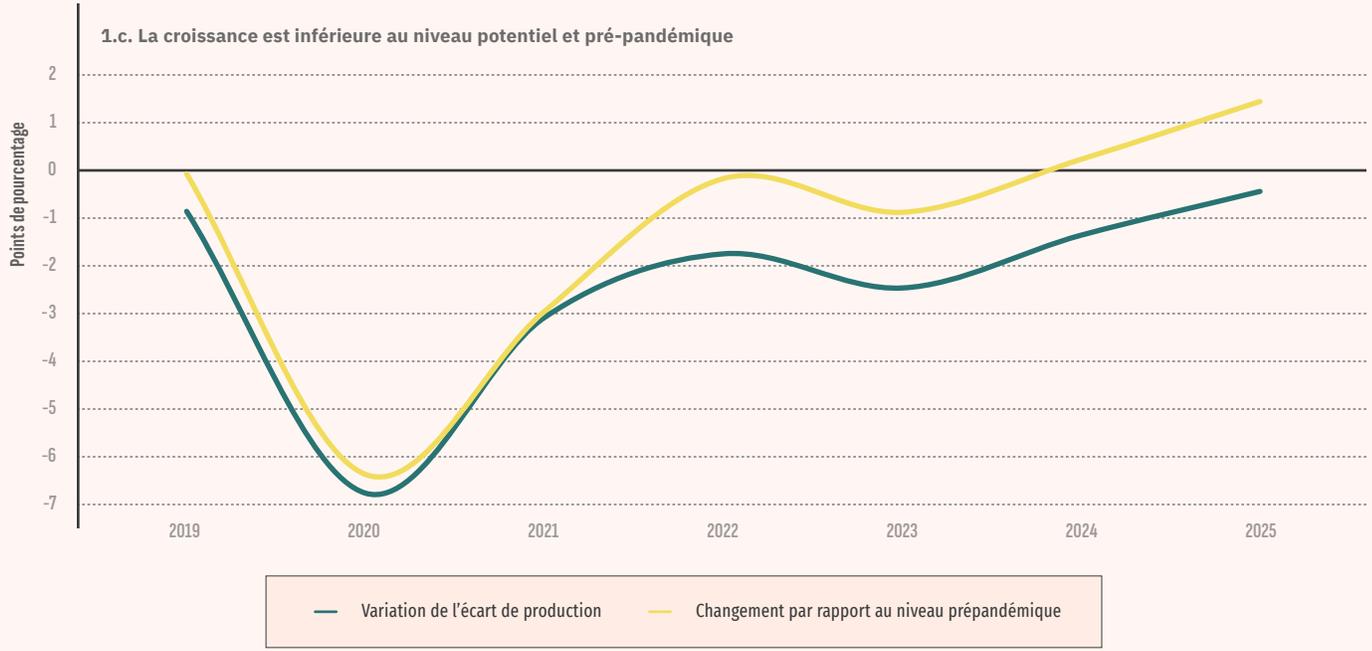
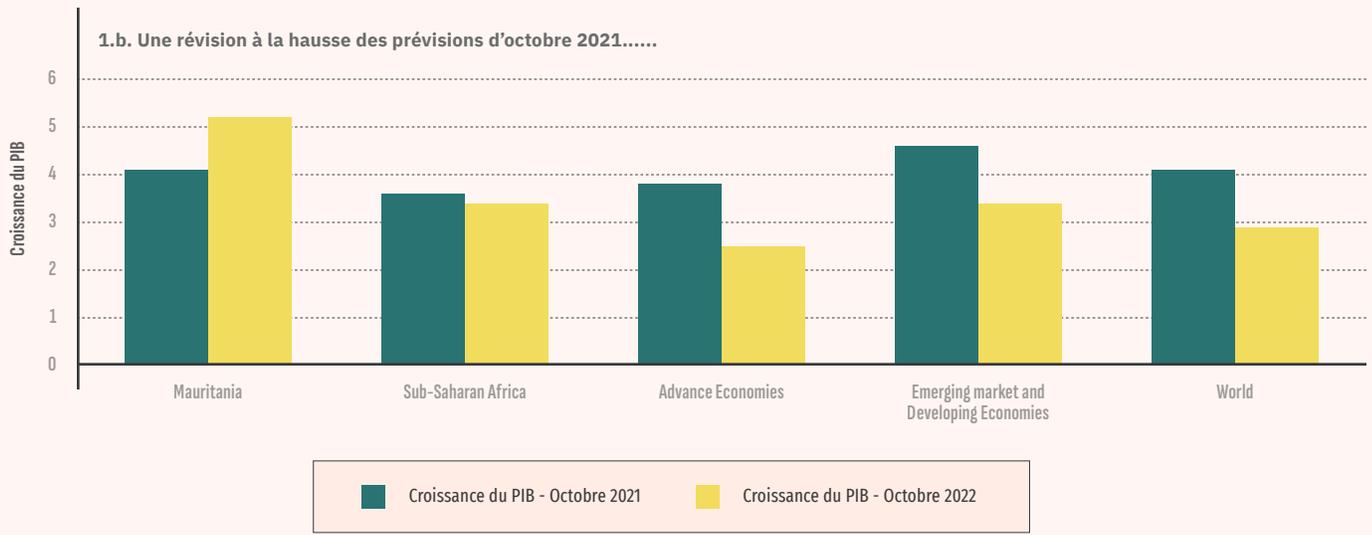
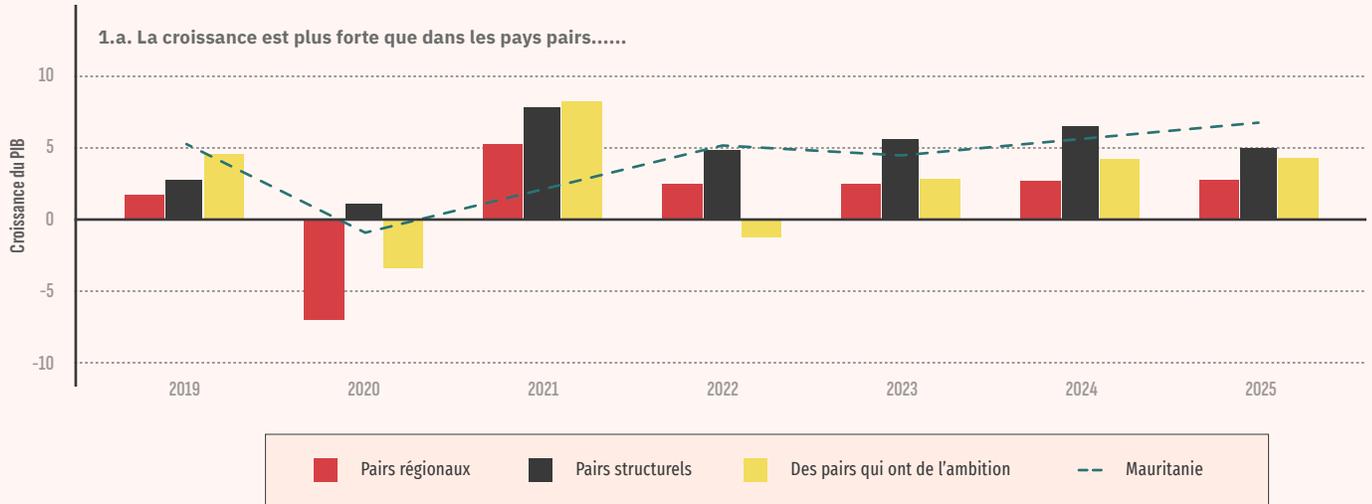
### 1.1. DÉVELOPPEMENTS ÉCONOMIQUES RÉCENTS

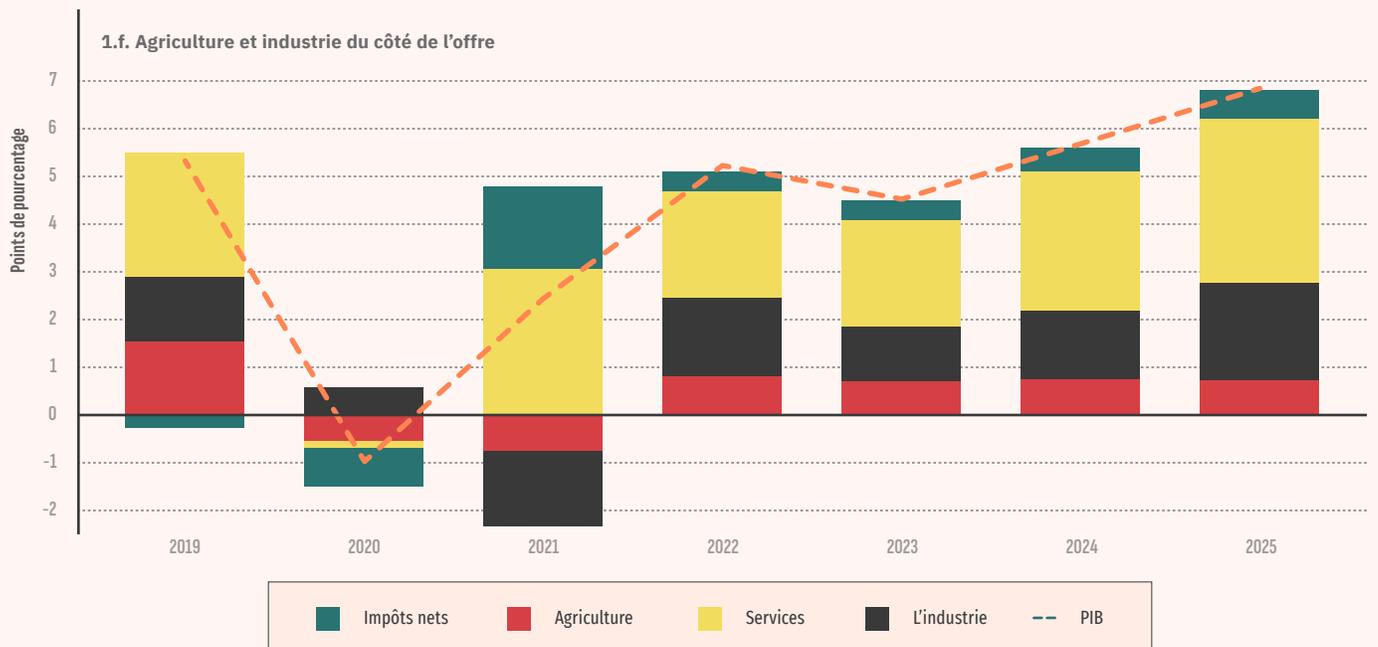
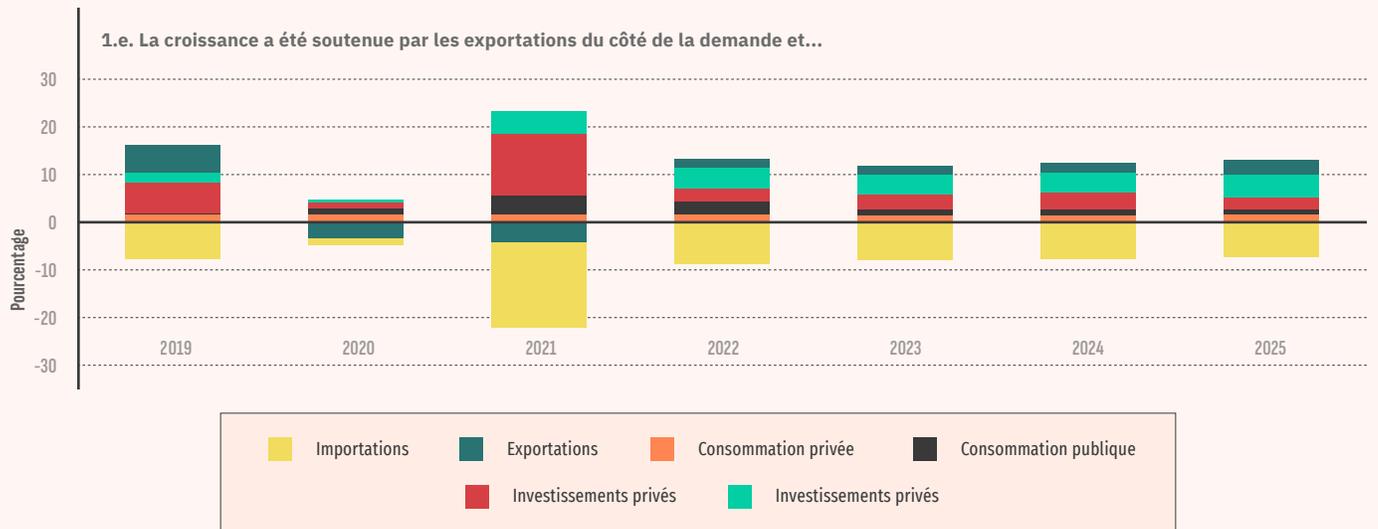
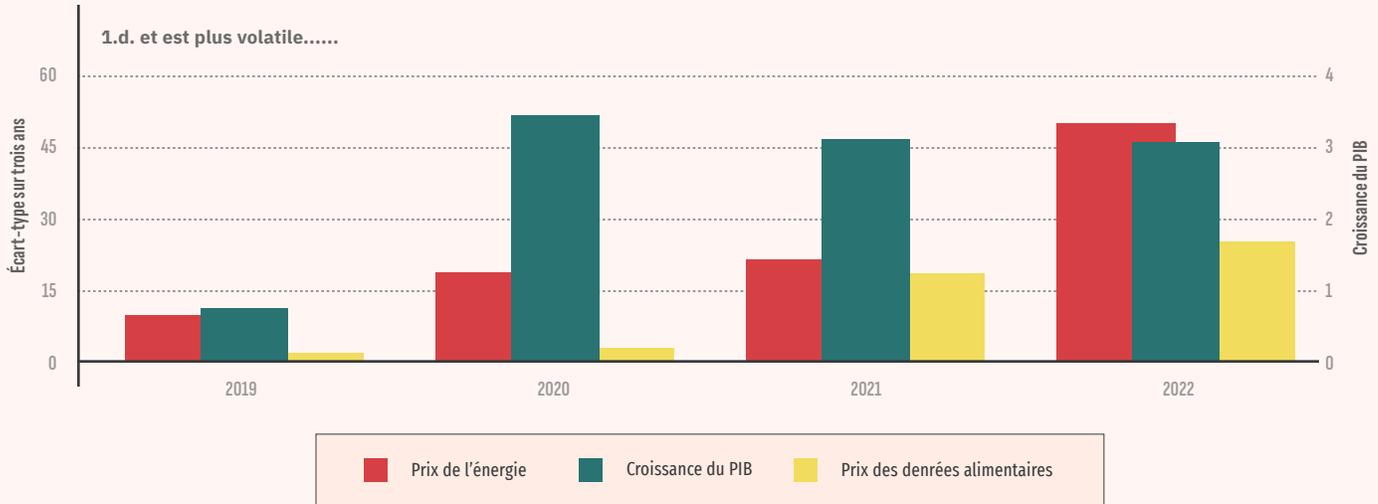
#### La forte dynamique de croissance s'est poursuivie en 2022

- 1. La croissance économique de la Mauritanie s'est affermie malgré des pressions inflationnistes et des perspectives économiques mondiales moroses.** La croissance s'est accélérée, passant de 2,4 % en 2021 à 5,2 % en 2022, grâce à des facteurs liés à l'offre et à la demande. La performance de la Mauritanie en matière de croissance est nettement supérieure à la croissance mondiale (2,9 %), à la croissance moyenne d'Afrique Subsaharienne (3,4 %) et à la croissance parmi les pairs régionaux (1,3 %), les pairs structurels (4,4 %) et les pairs aspirationnels (3,9 %). Contrairement à la révision à la baisse de la croissance moyenne de l'Afrique subsaharienne et du monde en raison de la guerre de la Russie en Ukraine, la croissance économique de la Mauritanie en 2022 a été révisée à la hausse de 1,1 point de pourcentage par rapport à octobre 2021.<sup>2</sup> Cela reflète une consommation privée très résistante, les subventions et les transferts ayant été considérablement augmentés pour protéger les plus vulnérables des retombées de la guerre de la Russie en Ukraine, en plus d'une augmentation exceptionnelle de la production agricole.

2. La croissance du PIB de la Mauritanie en 2022 reflète le dernier MPO préparé pour la réunion de printemps de 2023, tandis que les estimations de la croissance en 2022 pour les autres régions proviennent du GEP de janvier 2023.

Figure 1. Evolution récente et perspectives du secteur réel



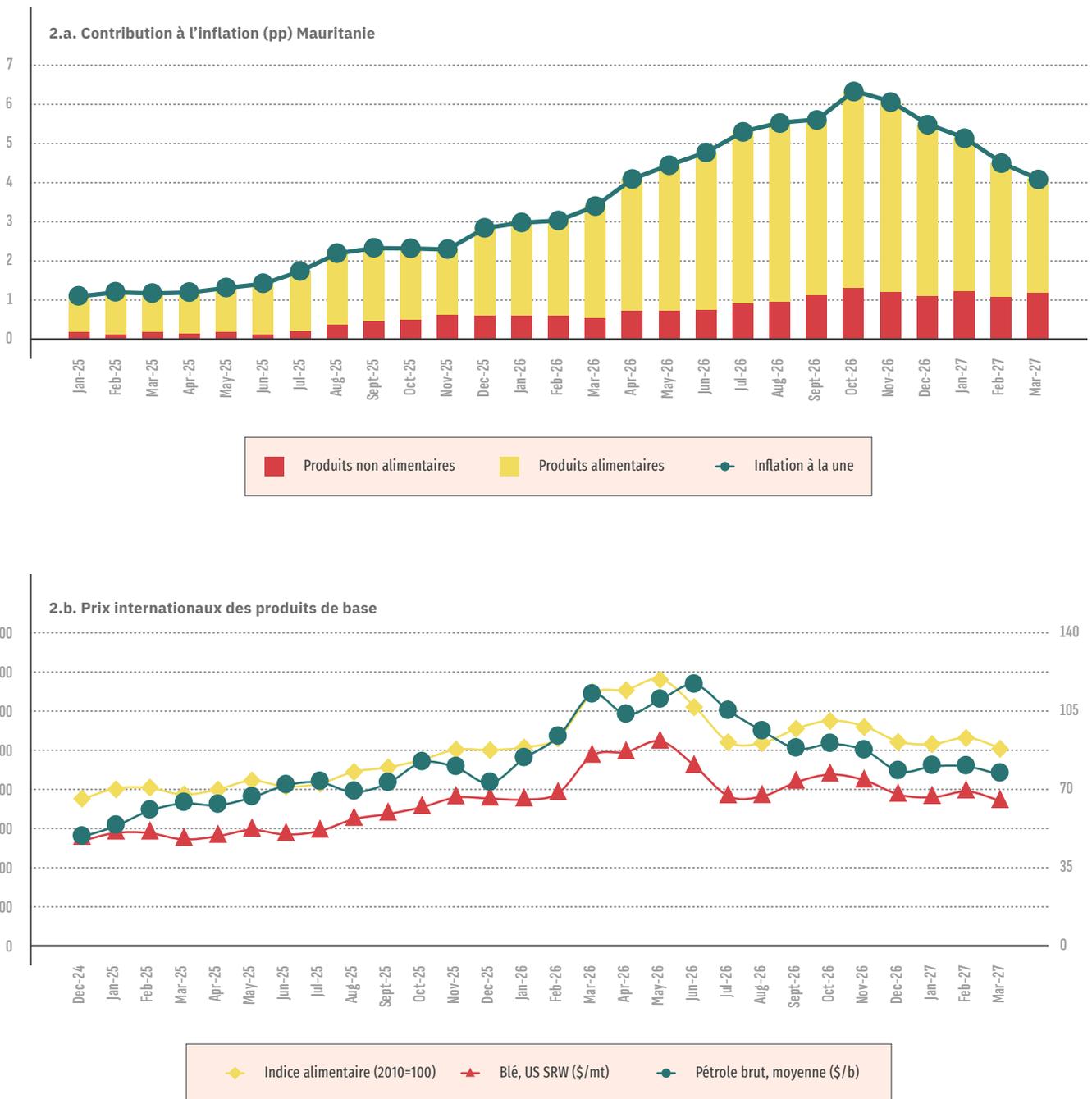


Source : Autorités mauritaniennes, Global Economic Prospect (GEP), 2023 et calculs du personnel de la BM.

- 2. Malgré une tendance ferme à la hausse, la croissance du PIB reste en dessous du potentiel et légèrement en dessous du niveau pré-pandémie.** L'écart entre le PIB mauritanien et sa tendance pré-pandémie se réduit progressivement et devrait se résorber complètement en 2024 (Figure 1.c). Cependant, la croissance reste inférieure à son potentiel, reflétant principalement une productivité totale des facteurs (PTF) faible. La croissance de la PTF est passée de 1,4 % en 2018 à 1,0 % en 2022, reflétant une légère baisse de la PTF dans l'agriculture (1,4 %) entre 2019 et 2020 et un capital humain globalement faible. Avec un indice de capital humain de 0,38 (inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne : 0,40), l'enfant mauritanien né aujourd'hui n'atteindra en moyenne que 38 % de son potentiel de productivité au terme de son cursus scolaire. En outre, la croissance du PIB de la Mauritanie est plus volatile qu'avant la COVID-19. Cela est lié à une plus grande volatilité des prix internationaux des denrées alimentaires et de l'énergie. La volatilité de la croissance pourrait également refléter la faible diversification de l'économie et des exportations, avec une forte concentration des exportations sur les produits extractifs (environ 70 % des exportations).
- 3. Après une contraction en 2020 et 2021, le PIB par habitant a affiché une croissance positive en 2022.** Le PIB par habitant a augmenté de 2,5 % en 2022, contre -0,24 % en 2021. Cette croissance est supérieure à celle du PIB par habitant des pairs régionaux (1,3 %) et des pairs aspirationnels (-1,7 %)<sup>3</sup>. Cependant, une tendance plus générale montre une divergence dans le revenu par habitant entre la Mauritanie et les pays pairs ambitieux. Cela reflète principalement une combinaison de divergences en termes de croissance démographique (2,4 pour cent en 2021 contre 0,3 pour cent pour les pays pairs ambitieux) et de croissance de la PTF (1,0 pour cent en 2022 contre 3,0 pour cent pour les pays pairs ambitieux).
- 4. Du côté de la demande, la croissance a été principalement soutenue par une augmentation significative des exportations et une consommation privée résistante** (Fig 1.e). La contribution des exportations à la croissance est passée de -4,2 points de pourcentage en 2021 à 2 points de pourcentage en 2022, grâce aux exportations d'or. Ceci est à comparer avec une contraction à partir du troisième trimestre de 2021, en partie due à l'incendie de la mine de Tasiast. L'augmentation significative de la valeur des exportations d'or (+183 pour cent) reflète principalement une forte expansion de la production d'or (+123,9 pour cent) et des prix internationaux plus élevés (+1,8 pour cent). En outre, malgré une inflation plus élevée, la consommation privée est restée résistante, contribuant à hauteur de 1,6 point de pourcentage à une croissance équivalente à celle de l'année dernière.
- 5. Du côté de l'offre, la croissance a été tirée par l'expansion des secteurs primaire et secondaire.** En raison de la bonne pluviométrie et des bonnes récoltes, la contribution de l'agriculture à la croissance est passée de -0,8 point de pourcentage en 2021 à 0,8 point de pourcentage en 2022. En effet, la production agricole en termes réels a augmenté de 17% au cours de la campagne 2021/2022 contre -13,1% au cours de la campagne 2020/2021. Ce rebond reflète une augmentation de la productivité agricole ; en particulier, grâce à l'amélioration de l'approvisionnement en intrants, l'utilisation adéquate des machines agricoles, la formation des agriculteurs ainsi que l'amélioration des systèmes d'irrigation agricole. L'expansion du secteur industriel a également contribué à soutenir la croissance, grâce à une augmentation significative de la production d'or qui a plus que compensé le déclin de la production de minerai de fer et la stagnation de la production de cuivre.

3. Pays pairs régionaux : Algérie, Maroc, Tunisie ; pays pairs structurels : Bénin, Nicaragua, Sénégal ; pays pairs ambitieux : Lao PDR et Moldavie.

Figure 2. L'inflation s'est accélérée tout au long de l'année 2022, sous l'effet de la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie

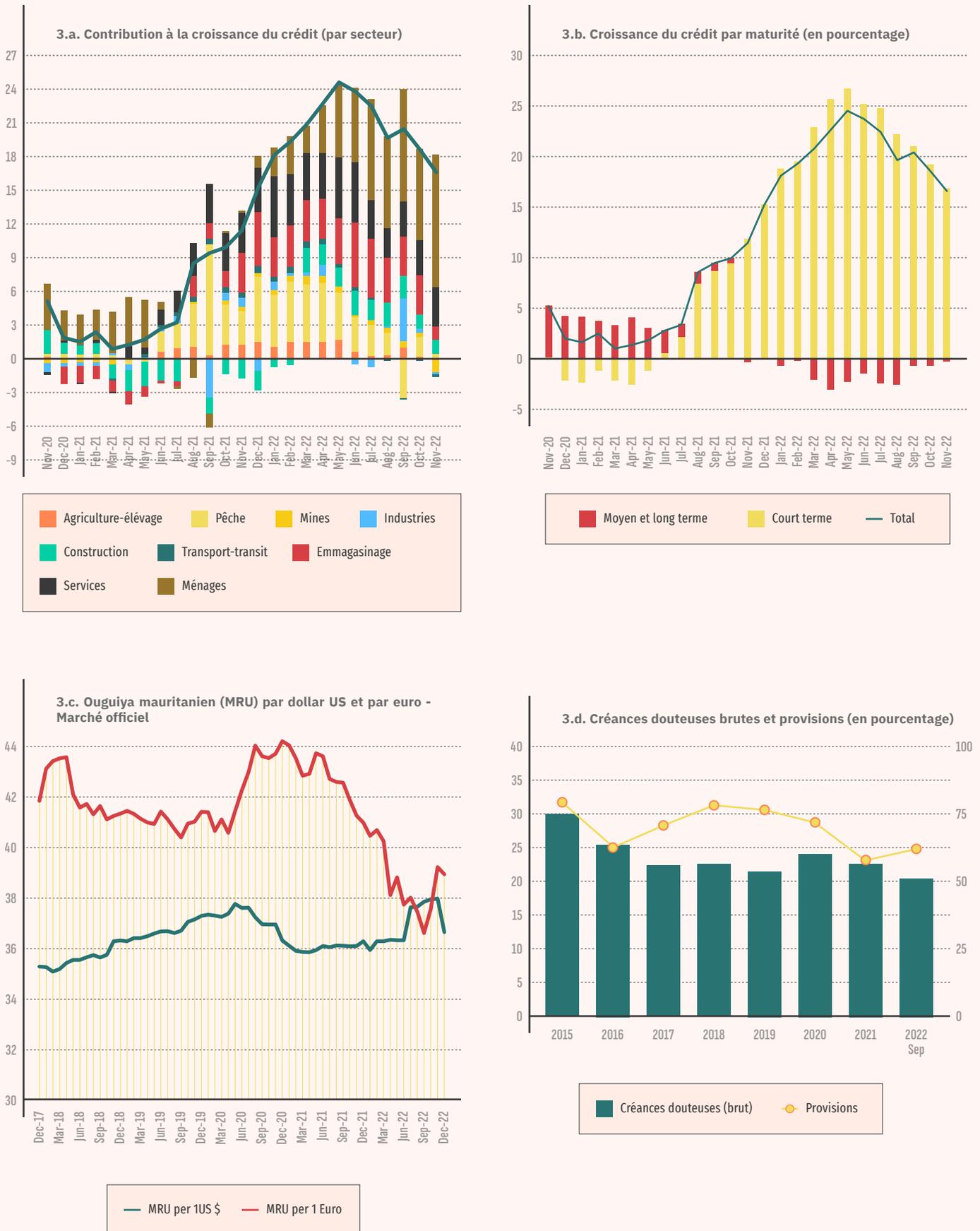


Source : Autorités mauritaniennes, Marchés des matières premières de la Banque mondiale et calculs des services de la Banque mondiale.

## L'inflation s'est accélérée en 2022 en raison de la hausse des prix internationaux des produits de base.

- 6. L'inflation globale a atteint un niveau record en 2022 en raison des prix élevés des denrées alimentaires.** L'inflation annuelle moyenne est passée de 3,6 % en 2021 à 9,5 % en 2022. Cette hausse des prix est due à (i) une augmentation de 15,4 % des prix des denrées alimentaires (contribuant à 7,7 points de pourcentage), et (ii) une augmentation de 3,9 % des prix du logement et de l'énergie (contribuant à 0,6 point de pourcentage). L'inflation reflète à la fois l'accélération des prix intérieurs et des prix importés, qui ont augmenté en moyenne de 9 % et de 10,7 %, respectivement. Sur le plan intérieur, la résistance de la demande due à une politique monétaire accommodante au début de 2022, une offre inférieure à la normale de produits alimentaires locaux et les effets secondaires de l'augmentation des prix à la pompe pour les carburants ont fait grimper les prix. Sur le plan extérieur, l'inflation a été principalement alimentée par la hausse des prix internationaux des denrées alimentaires et du pétrole.
- 7. Pour contenir l'inflation, le gouvernement a pris plusieurs mesures qui ont contribué à ralentir la hausse des prix à partir de novembre 2022.** Ces mesures comprennent l'interdiction des réexportations de blé en mars 2022 afin de garantir un approvisionnement adéquat et la stabilité des prix sur le marché intérieur, ainsi que la distribution et la subvention des produits alimentaires de base. Avec un resserrement de la politique monétaire et une très bonne production agricole qui a augmenté l'offre de produits alimentaires sur les marchés locaux, l'inflation a ralenti pour la première fois cette année en novembre 2022, passant d'un pic de 12,7 % en octobre 2022 à 12,1 % en novembre 2022. Cette tendance à la baisse s'est poursuivie jusqu'en mars 2023, où l'inflation s'est établie à 8,2 %.
- 8. L'augmentation significative de la production dans le secteur primaire n'a pas entraîné de réduction de la pauvreté, en raison de l'effet contraire de l'inflation élevée.** Les ménages pauvres travaillent principalement dans le secteur primaire et ont été fortement touchés par les augmentations des prix des denrées alimentaires (+15%). L'insécurité alimentaire est restée élevée tout au long de l'année 2022 et les estimations suggèrent que le taux de pauvreté de 3,65 USD en PPA de 2017 est passé de 23,9 % en 2021 à 26,5 % en 2022. La pauvreté touche probablement davantage les zones rurales que les zones urbaines. En effet, entre 2021 et 2022, la valeur estimée du taux de pauvreté de 3,65 USD en PPA 2017 est passé de 37 % à 40,4 % dans les zones rurales et de 10 % à 11,7 % dans les zones urbaines. 176 000 personnes supplémentaires devraient être tombées dans la pauvreté, soit 1 335 000 pauvres en 2022. L'augmentation de la pauvreté serait probablement plus importante dans le Brakna et le Gorgol avec respectivement 5 et 4 points de pourcentage d'augmentation contre 0,7 et 1,3 pour Nouadhibou et Inchiri. Les inégalités resteraient inchangées avec un indice de Gini de 30,8 entre 2021 et 2022.

Figure 3. Le resserrement de la politique monétaire a entraîné un ralentissement de la croissance du crédit



Source : Autorités mauritaniennes et calculs des services de la Banque mondiale.

## Une politique monétaire restrictive a permis d'atténuer les déséquilibres extérieurs et de stabiliser les prix.

- 9. En 2022, la BCM a adopté une politique monétaire restrictive visant à ralentir la hausse des prix.** En août 2022, la BCM a augmenté son taux directeur de 200 points de base pour le porter à 7 %. La masse monétaire est passée de 23,1 % en 2021 à 8,5 % en 2022, en raison de la baisse des liquidités en circulation résultant de la diminution des réserves de change, du démarrage de l'activité de banque mobile et du ralentissement des achats d'or par la banque centrale. Pour éviter une nouvelle hausse des prix, la BCM a préventivement augmenté les réserves obligatoires et mené des opérations de gestion de la liquidité pour absorber l'excès de liquidité. Depuis mai 2022, l'augmentation des interventions sur le marché des changes pour financer les importations a conduit à une réduction substantielle de l'excès de liquidité, qui est passé de 11,5 milliards de MRU fin 2021 à 1,5 milliard de MRU en fin juillet 2022.
- 10. La croissance du crédit au secteur privé a ralenti en 2022 mais reste supérieure à son niveau de 2021.** À la suite de l'expansion monétaire en 2021, la croissance du crédit s'est accélérée au cours du premier semestre 2022, atteignant 24 % en mai 2022 (en glissement annuel), contre 15 % en décembre 2021. Cela a partiellement contribué à l'augmentation des pressions inflationnistes observées en 2022. En novembre 2022, la croissance du crédit s'est ralentie pour atteindre 16,6 %, reflétant l'impact du resserrement de la politique monétaire. Le ralentissement de la croissance du crédit est dû à une diminution des prêts à court terme aux secteurs de la pêche et du commerce de détail. La croissance des crédits aux ménages, d'autre part, a maintenu une augmentation significative de 12,3 % et 22,6 % pour les prêts à court terme et les prêts à moyen et long terme, respectivement. La composition des crédits alloués en 2022 montre que les ménages, le commerce de détail et les secteurs des services sont les principaux bénéficiaires, avec 65 % du total des crédits, dont la plupart sont à court terme (73 % du total des crédits) (Figure 3).
- 11. Les banques sont bien capitalisées et la qualité des actifs liquides et le provisionnement se sont améliorés en 2022.** Le ratio global d'adéquation des fonds propres était de 17,7 % en septembre 2022, supérieur au ratio minimum d'adéquation des fonds propres de 10 %, mais inférieur au niveau de 18,1 % à la fin de 2021 en raison de l'augmentation des risques de change. Le ratio moyen de liquidité à court terme (LCR) pour le secteur était de 119 à la fin de septembre 2022, soit 19 points au-dessus du minimum réglementaire. Enfin, après avoir augmenté jusqu'à 24,1 % fin 2020 en raison de l'impact négatif de la pandémie, les prêts non productifs (NPL) sont désormais inférieurs aux niveaux antérieurs à la pandémie, à 20,5 % en septembre 2022, en raison de la radiation de NPL entièrement provisionnés. Les NPL sont également mieux provisionnés, à 62,3 % en septembre 2022 contre 58,4 % à la fin de 2021.
- 12. Les autorités sont intervenues périodiquement sur le marché des changes pour maintenir une marge de fluctuation étroite avec le dollar américain.** Le taux de change bilatéral (ER) du MRU par rapport au dollar américain est resté stable au cours du premier semestre 2022, mais s'est déprécié en juillet 2022 de 3,4 % avant de se stabiliser et de s'apprécier en décembre de 3,4 %. En moyenne, le MRU s'est déprécié de 2,4 % en glissement annuel par rapport au dollar américain en 2022. La BCM est intervenue sur le marché officiel des changes pour les transactions courantes afin de maintenir une marge étroite avec le dollar américain et de limiter ainsi les effets de la dépréciation sur l'inflation. L'amélioration de la réglementation prudentielle du secteur bancaire au cours des trois dernières années, notamment par l'adoption des règles de Bâle III, a contribué à maintenir la solidité du secteur financier.

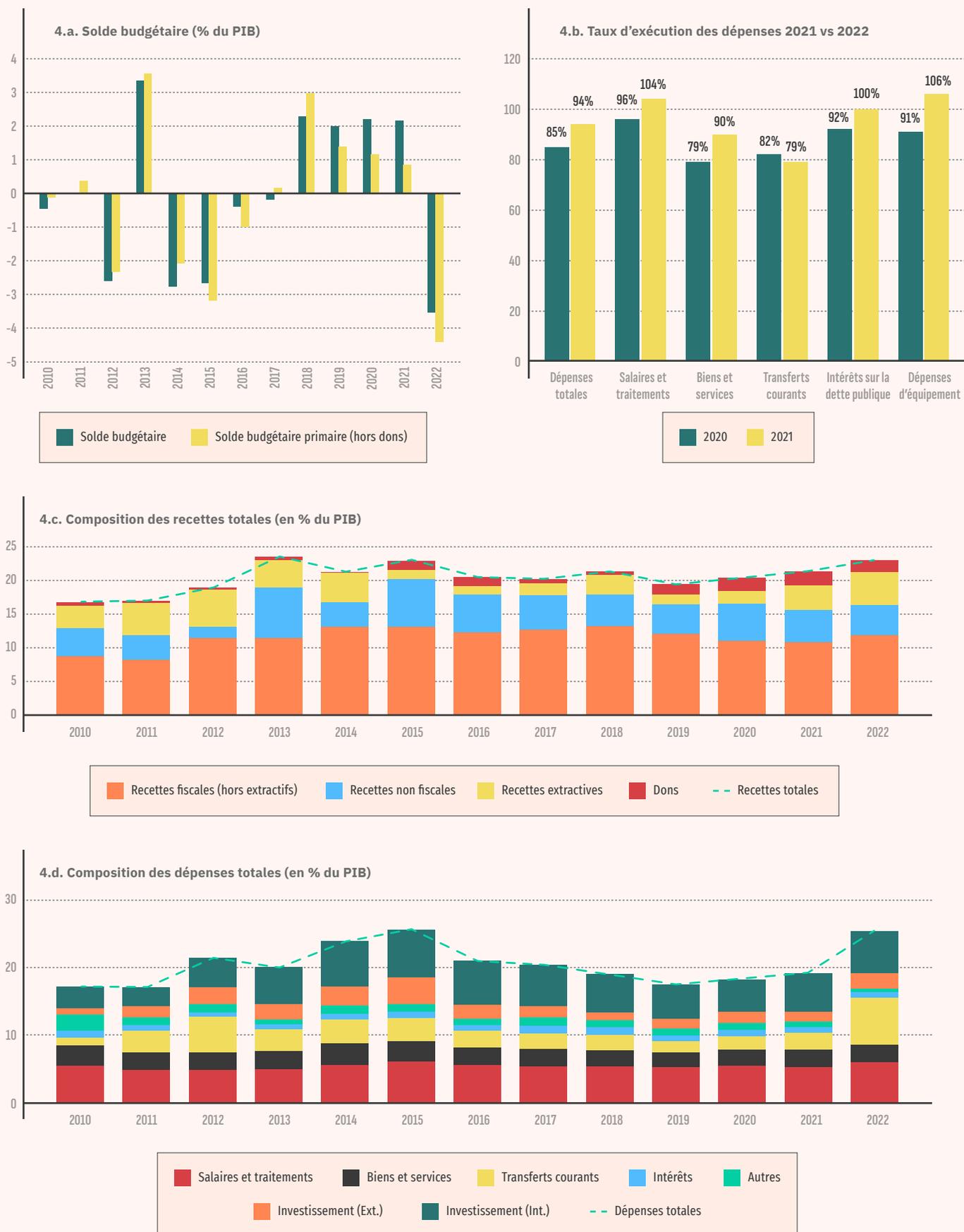
- 13. La BCM continue à travailler sur la réforme du marché des changes (FX) afin d'établir un système d'enchères compétitives et à prix multiples qui soutiendrait le passage à un taux de change déterminé par le marché.** En raison de la crise du COVID-19, les réformes visant à approfondir le marché des changes interbancaire et à mettre en œuvre un cadre alternatif de politique monétaire ont été retardées. En 2022, la BCM a lancé un appel d'offres pour la mise en place d'une plateforme interbancaire de change qui a été déclaré infructueux car les deux propositions reçues se limitaient à des offres de souscription assorties de conditions spécifiques. Un nouvel appel d'offres lancé fin 2022 pour la fourniture d'un abonnement (solutions en ligne) permettra à la BCM de disposer d'une plateforme technique d'un marché interbancaire conforme aux standards internationaux.

### Une politique budgétaire expansionniste a entraîné une détérioration du solde budgétaire pour la première fois en cinq ans.

- 14. La situation budgétaire s'est considérablement détériorée en 2022, sous l'effet de l'augmentation des subventions et des dépenses d'investissement.** Malgré les effets négatifs de la pandémie de COVID-19, le solde budgétaire est resté excédentaire à 2,2 % du PIB en 2020 et 2021<sup>4</sup>. Cependant, les augmentations de prix liées à l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les mesures d'atténuation mises en place par le gouvernement pour soutenir les pauvres et les vulnérables ont pesé sur le budget en 2022. Le solde budgétaire a enregistré un déficit de 3,5 % du PIB en 2022, le premier depuis 2017 et le plus élevé depuis 2008. Le déficit budgétaire et le solde extérieur négatif ont été principalement financés par des prélèvements sur le compte du Trésor d'un montant total de 14 milliards MRU (3,7 % du PIB).
- 15. La bonne performance des recettes a été contrebalancée par des besoins de dépenses plus élevés pour soutenir les ménages.** Du côté des recettes, les recettes totales sont passées de 21,3 % du PIB en 2021 à 22,9 % du PIB en 2022, soutenues par (i) des recettes fiscales plus élevées (+0,6 point de pourcentage) dues principalement à des impôts sur le revenu et les bénéfices plus élevés et (ii) des recettes non fiscales plus élevées (+1,9 point de pourcentage) dues à des paiements de dividendes élevés par la SNIM (+1,7 point de pourcentage) reflétant les prix élevés du fer réalisés en 2021 et dans la première moitié de 2022. Les subventions ont diminué, passant de 2,1 % du PIB en 2021 à 1,7 % du PIB en 2022. Du côté des dépenses, elles ont augmenté pour atteindre 26,5 % du PIB en 2022, contre 19,2 % du PIB en 2021. Cette augmentation est due à la hausse des dépenses d'investissement (+3,5 points de pourcentage du PIB) et des dépenses courantes (+3,8 points de pourcentage), en particulier des transferts courants (+2,9 points de pourcentage) (voir l'encadré sur les subventions énergétiques).
- 16. La réduction des dépenses fiscales offre un potentiel d'augmentation des recettes nationales à court et moyen terme en Mauritanie.** Les dépenses fiscales sont largement utilisées en Mauritanie comme des incitations pour attirer les investissements nationaux et étrangers et créer des emplois. En 2021, 758 mesures d'incitation fiscale ont été identifiées et le manque à gagner associé est estimé à 3,1 % du PIB. Le nombre de dépenses fiscales en Mauritanie est significativement plus élevé que dans les pays pairs comme le Maroc (306-1.9% du PIB), la Côte d'Ivoire (383-1.0% du PIB), et la Moldavie (83-3.6% du PIB). Un nombre relativement élevé de mesures d'incitation fiscale

4. Cette situation s'explique principalement par d'importantes entrées de ressources en provenance des bailleurs de fonds (y compris le FMI et la Banque mondiale) et par la sous-exécution des dépenses.

Figure 4. La politique budgétaire a été expansionniste, mais l'exécution du budget s'est améliorée



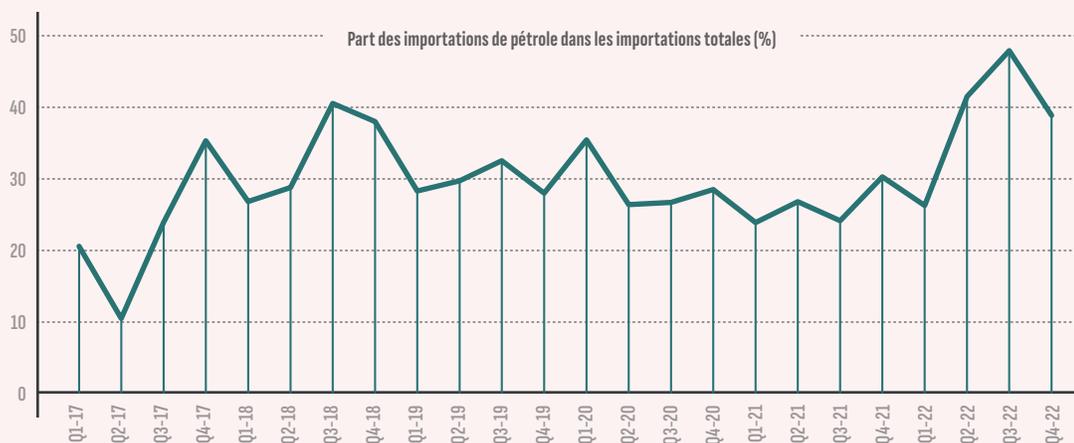
Source : Autorités mauritaniennes et calculs des services de la BM

ne remet pas seulement en question leur efficacité à atteindre les résultats escomptés, mais rend également la gestion et le suivi très complexes. Pour améliorer l'efficacité des dépenses fiscales et réduire les pertes de recettes, la Mauritanie devrait définir des principes clairs de conception des incitations fiscales et instituer une analyse coût-bénéfice, des indicateurs de résultats et des clauses d'extinction à annexer comme conditions préalables à toutes les nouvelles demandes d'exonérations fiscales et douanières ainsi qu'à d'autres régimes fiscaux préférentiels.

- 17. L'exécution du budget a atteint 94 % de la loi de finances rectificative, ce qui représente une amélioration notable par rapport aux deux dernières années.** L'exécution des dépenses en 2022 a atteint 94 % du budget révisé, contre 85 % en 2021. À l'exception des transferts, qui n'ont été exécutés qu'à 79 % en 2022 contre 82 % en 2021, toutes les composantes des dépenses ont été mieux exécutées, en particulier les biens et services et les dépenses en capital. L'amélioration par rapport à l'année dernière s'explique par les efforts du trésor pour augmenter l'exécution des dépenses et notamment des marchés publics, en exigeant le traitement de toutes les demandes dans un délai de deux jours ouvrables dès leur dépôt (physique ou numérique) et la liquidation des ordres de paiement au fur et à mesure qu'ils interviennent. Cette mesure a contribué à une réduction significative des arriérés, à titre d'exemple, les ordres de paiement en attente au Trésor sont passés d'environ 18,6 milliards de MRU en juillet 2019 à environ 0,3 milliard de MRU en juin 2022.
- 18. La loi de finances 2023 prévoit une amélioration du solde budgétaire grâce à la baisse des dépenses courantes.** Adoptée par le Parlement le 18 décembre 2022, la loi de finances 2023 (LFI) prévoit un déficit de 2,3 % du PIB, contre 3,5 % du PIB en 2022. La LFI 2023 vise à réduire la part des dépenses courantes dans le budget et à créer une marge de manœuvre budgétaire pour l'investissement dans les secteurs porteurs de croissance. Les dépenses courantes passeront de 19 % du PIB en 2022 à 16 % en 2023, représentant 58 % du budget contre 65 % en 2022. En revanche, les dépenses d'investissement resteront une priorité dans l'allocation des ressources et passeront de 35 % du budget en 2022 à 42 % en 2023. D'un point de vue sectoriel, les dépenses pour l'éducation primaire et secondaire, les soins de santé primaires, l'accès à l'eau et à l'assainissement, et les dépenses pour les programmes d'assistance sociale restent prioritaires, conformément à la stratégie à moyen terme du gouvernement pour soutenir la croissance. Les besoins de financement seraient couverts principalement par des tirages sur les dépôts du Trésor et par l'émission de nouvelles dettes.
- 19. Dans le cadre de la mise en œuvre du volet programmation pluriannuelle de la loi organique des finances publiques, un document de programmation budgétaire à moyen terme (DPBMT) pour la période 2023-2025 a été publié pour la première fois en septembre 2022.** Ce document, qui comprend un cadre budgétaire à moyen terme (CBMT) et un cadre global de dépenses à moyen terme (CDMT), vise à renforcer le lien entre les lois de finances et les politiques publiques, et à poser les bases d'un dialogue de programmation à moyen terme, qui permettrait aux départements ministériels de mieux identifier les différentes contraintes budgétaires, et in fine d'obtenir une meilleure crédibilité et fiabilité budgétaire.

**Encadré 1.** Impact de l'invasion de l'Ukraine par la Russie sur le budget

La Mauritanie est un importateur de pétrole, les importations de pétrole et de produits raffinés représentant une part importante des importations totales (environ 30 %). Les prix mondiaux du pétrole sont traditionnellement très volatils et ont atteint des niveaux historiques en 2022 à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Cette augmentation a eu un impact majeur sur la position budgétaire du pays.



Source : Calculs du staff de la Banque mondiale

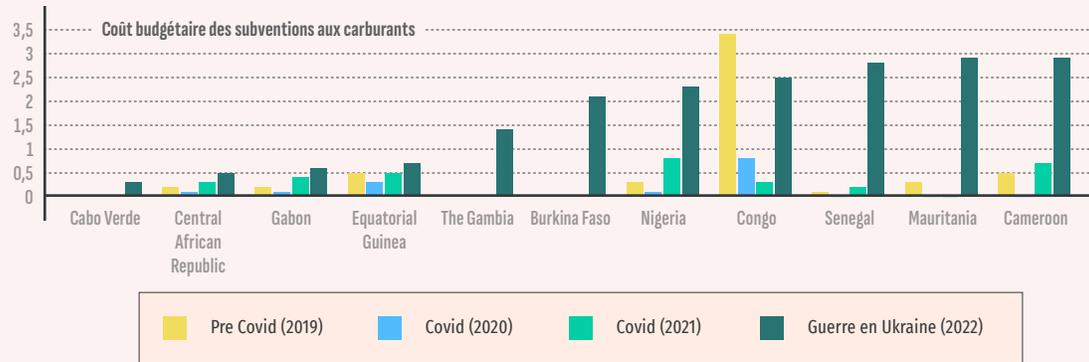
**La hausse des prix du pétrole a eu un impact direct et indirect sur la situation budgétaire du pays par le biais de plusieurs canaux :** (i) l'augmentation des taxes sur les importations et la vente de produits finaux ; (ii) l'augmentation des subventions ; et (iii) l'impact sur la situation financière des compagnies d'électricité et les subventions associées ou l'accumulation de passifs contingents.

**La Mauritanie subventionne le prix des carburants depuis 2011.** Les subventions aux carburants représentent la différence entre les prix fixes à la pompe payés par les consommateurs et les prix internationaux des importations de pétrole. Lorsque le prix de détail est inférieur au prix d'équilibre d'environ 60 USD le baril, le gouvernement réalise des économies qui sont déposées sur un compte spécial du Trésor, le Fonds d'Assistance et d'Intervention pour le Développement (FAID). Cependant, lorsque les prix du pétrole dépassent le prix d'équilibre, le gouvernement supporte des coûts budgétaires liés aux prix subventionnés à la pompe.

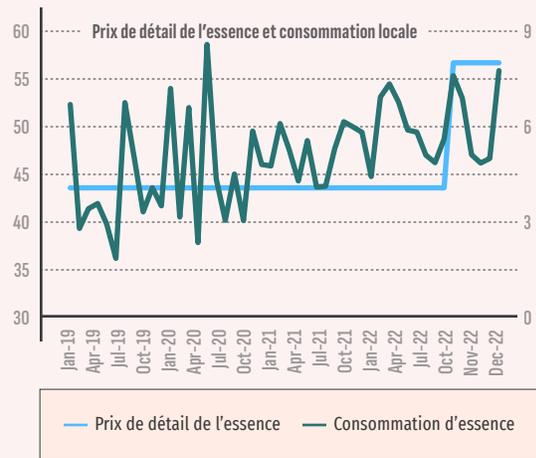
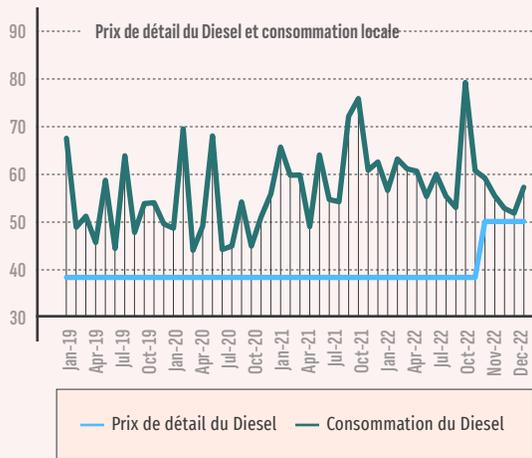
**Avec la flambée des prix de l'énergie, le coût des subventions aux carburants a considérablement augmenté, ce qui a conduit le gouvernement à augmenter les prix des carburants à la pompe.** En raison de la récente flambée des prix internationaux du pétrole, les subventions aux carburants ont augmenté de manière significative et ont coûté 11 milliards de MRU (2,9 % du PIB) en 2022, alors qu'il n'y avait pas de subventions aux carburants en 2020 et 2021. Par rapport à d'autres pays africains, les subventions aux carburants en Mauritanie étaient parmi les plus élevées de la région, plus élevées que celles du Sénégal (2,8 % du PIB) et égales à celles du Cameroun (2,9 % du PIB). Les deux pays ont augmenté les prix des carburants en janvier 2023. En Mauritanie, cette réforme a eu lieu en juillet 2022, lorsque le ministre des Finances a publié un décret augmentant les prix des carburants à la pompe pour la première fois depuis 2011 (essence et diesel) de 30 pour cent. Cette augmentation a entraîné une baisse à court terme de la consommation d'essence et de diesel. L'augmentation des prix de détail, combinée à la baisse prévue des prix internationaux du pétrole, contribuera à ramener le coût des subventions aux carburants à 3 milliards de MRU en 2023, soit 0,7 % du PIB.

5. La plupart des pays dépendent du HFO et/ou du diesel pour la production d'électricité.

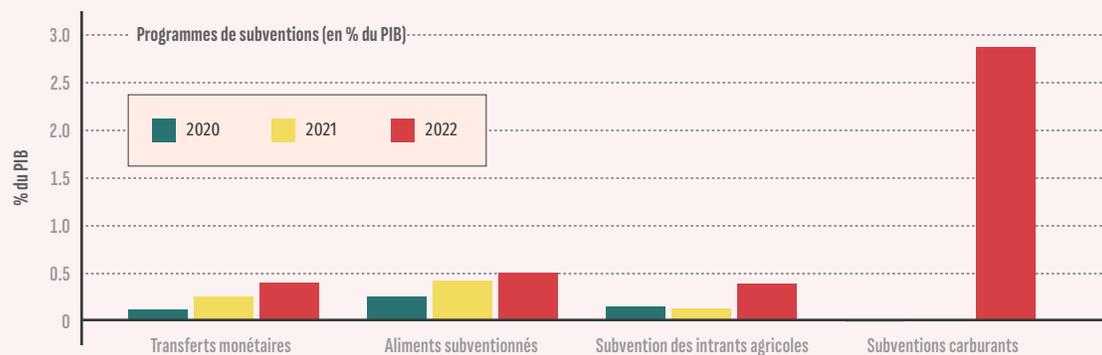
**Encadré 2.** Impact de l'invasion de l'Ukraine par la Russie sur le budget (suite)



Source : Autorités mauritaniennes et calculs des services de la Banque mondiale



Source : Autorités mauritaniennes et calculs des services de la Banque mondiale



Source : Autorités mauritaniennes et calculs des services de la Banque mondiale

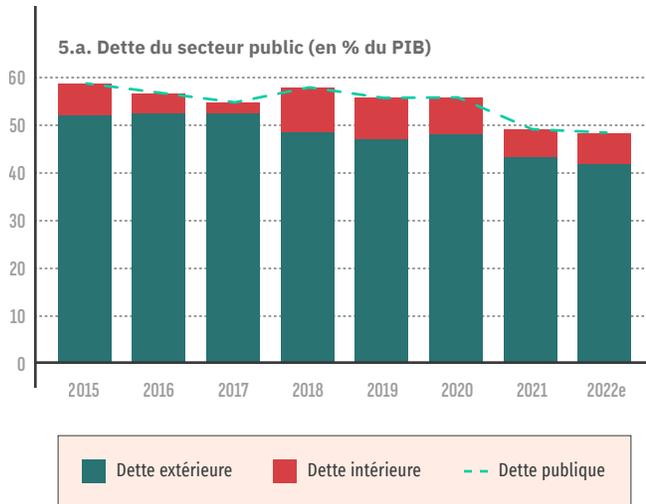
**Encadré 3.** Impact de l'invasion de l'Ukraine par la Russie sur le budget (fin)

**Le gouvernement a augmenté son soutien social aux pauvres et aux personnes vulnérables par le biais de transferts plus ciblés.**

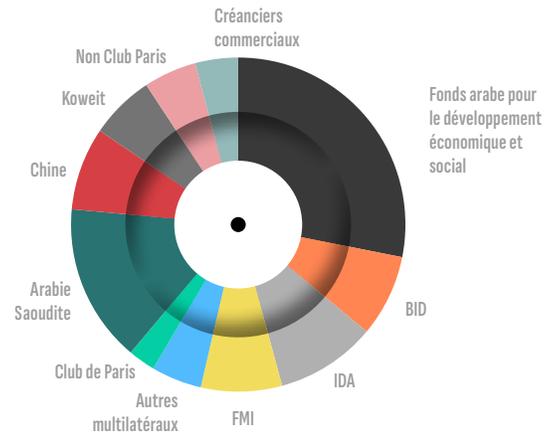
- En 2022, le gouvernement a augmenté les transferts en espèces aux personnes pauvres et vulnérables pour les aider à faire face à la hausse des prix des denrées alimentaires. Les transferts en espèces par le biais du registre social sont passés de 0,95 milliard MRU en 2021 (0,3 % du PIB) à 1,53 milliard MRU en 2022 (0,4 % du PIB).
- **Le 2 avril, le gouvernement mauritanien a lancé une nouvelle initiative visant à contenir l'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires sur les plus vulnérables.** L'initiative a été mise en œuvre par le Commissariat à la sécurité alimentaire, en collaboration avec la Délégation générale à la solidarité nationale et à la lutte contre l'exclusion (TAAZOUR) et a consisté en l'ouverture de plus de 1700 magasins dans différentes régions qui proposent des aliments de base à des prix réduits. L'impact fiscal global du programme d'alimentation subventionné ciblé (Temwine) est estimé à 1,95 milliard de MRU en 2022 (0,4 % du PIB), contre 1,5 milliard en 2021 (0,5 % du PIB).
- **Le 3 octobre, le gouvernement a décidé de subventionner le prix des engrais jusqu'à 65 % afin d'améliorer l'accès et de stimuler la productivité agricole.** Les prix des engrais ont augmenté en moyenne de 187 % en 2022 par rapport à 2021, sous l'effet d'une confluence de différents facteurs, notamment la hausse des coûts des intrants (gaz et charbon), les perturbations de l'approvisionnement causées par les sanctions (contre les principaux producteurs que sont le Belarus et la Russie) et les restrictions à l'exportation (Chine). Cette situation a accru la vulnérabilité d'une grande partie de la population travaillant dans le secteur agricole et s'est traduite par une hausse des prix des denrées alimentaires sur le marché intérieur. En Mauritanie, 20 % de la population est exposée au risque d'insécurité alimentaire et la crise ukrainienne a exacerbé la situation. Le coût total des subventions aux intrants agricoles en 2022 est estimé à 1,5 milliard de MRU (0,4 % du PIB), contre 0,48 milliard de MRU en 2021 (0,1 % du PIB). La baisse des subventions à l'énergie permettra de libérer l'espace budgétaire pour soutenir les plus vulnérables. Le gouvernement prévoit en effet d'augmenter progressivement les transferts en espèces aux ménages pauvres de 63 % entre 2022 et 2024 (de 2200 MRU à 3600 MRU).

- 20. Dans le cadre de ses efforts pour renforcer la viabilité de la dette, la Mauritanie a poursuivi les négociations avec ses créanciers bilatéraux, concluant plusieurs accords au cours des deux dernières années.** En août 2021, la Mauritanie a conclu un accord final avec l'État du Koweït concernant la restructuration d'une dette passive de longue date estimée à 12,4 % du PIB à la fin de 2020. Le 26 janvier 2022, la Mauritanie et la République populaire de Chine ont signé un accord annulant 7,5 % de sa dette envers la Chine. Cette annulation de dette fait suite à une précédente annulation, le 26 octobre 2021, de 59 millions de yuans (9,4 millions de dollars) dans le cadre de la Covid-19. Après le Royaume d'Arabie Saoudite, la Chine est le deuxième créancier bilatéral de la Mauritanie, et la dette totale envers la Chine représente 20 % de la dette bilatérale du pays en 2021. Enfin, le 17 avril 2022, la Mauritanie a conclu un accord avec l'Arabie saoudite pour convertir un dépôt non concessionnel à la Banque centrale en un prêt concessionnel. Ce dépôt, d'un montant de 300 millions de dollars (2,8 % du PIB), avait été déposé par l'Arabie saoudite auprès de la Banque centrale de Mauritanie en 2015 pour aider le pays à faire face au choc des prix des matières premières et à soutenir ses réserves de change. Cette renégociation a permis de réduire de manière significative la valeur actuelle du prêt et le service de la dette associé, puisque la période de remboursement a été portée à 20 ans et que le taux d'intérêt a été ramené à 1 %, contre 3 % initialement. Cette renégociation a également transféré la responsabilité du prêt de la Banque centrale au gouvernement central.

Figure 5. La dette publique s'est stabilisée entre 2021 et 2022.



5.b. Encours de la dette extérieure par créancier (fin 2021)



Source : Autorités mauritaniennes et calculs des services de la BM

Figure 6. La Mauritanie est en retard sur ses pairs en termes de bonnes pratiques de gestion de la dette et de transparence

Debt Reporting Heat Map: 2022

	Accessibilité des données	Couverture des instruments	Couverture sectorielle	Infos sur les derniers emprunts contractés	Périodicité	Durée	Stratégie de gestion de la dette	Plan d'emprunt annuel	Passifs contingents
Bénin	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Jaune
Mauritanie	Vert	Orange	Jaune	Rouge	Jaune	Orange	Rouge	Rouge	Rouge
Nicaragua	Vert	Jaune	Orange	Vert	Vert	Vert	Rouge	Rouge	Rouge
Sénégal	Vert	Vert	Vert	Rouge	Vert	Vert	Vert	Orange	Rouge

Debt Reporting Heat Map: 2021

	Accessibilité des données	Couverture des instruments	Couverture sectorielle	Infos sur les derniers emprunts contractés	Périodicité	Durée	Stratégie de gestion de la dette	Plan d'emprunt annuel	Passifs contingents
Bénin	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Jaune	Vert	Vert	Orange
Mauritanie	Vert	Orange	Jaune	Rouge	Jaune	Orange	Rouge	Rouge	Rouge
Nicaragua	Vert	Vert	Jaune	Vert	Vert	Vert	Rouge	Rouge	Rouge
Sénégal	Rouge	Rouge	Rouge	Rouge	Rouge	Rouge	Vert	Rouge	Rouge

Source : Banque mondiale : Tableau récapitulatif des rapports sur la dette de la Banque mondiale.

- 21. La Mauritanie est évaluée à un risque modéré de surendettement extérieur (reclassement par rapport à l'évaluation du risque élevé dans l'AVD précédente).** Le ratio de la dette publique totale par rapport au PIB a diminué de 49,1 % en 2021 à 48,4 % en 2022, grâce à un PIB nominal élevé (Figure 5). La majeure partie de la dette publique de la Mauritanie est assortie de conditions concessionnelles, et les paiements d'intérêts sur la dette publique restent donc gérables. Toutefois, la dette publique est vulnérable aux risques de change, car 88 % de la dette est libellée en devises étrangères. L'évaluation conjointe BM-FMI de la viabilité de la dette (AVD) de janvier 2023 a conclu que le risque de surendettement de la Mauritanie s'est amélioré, passant d'élevé à modéré, avec une "certaine marge" pour absorber les chocs. Ce changement est largement dû à la renégociation du prêt saoudien, qui a réduit à la fois la Valeur Actuelle nette de la dette par rapport au PIB et les indicateurs du service de la dette par rapport aux revenus. La dette extérieure est jugée viable sur la base de cette évaluation et soutenue par un important volant de liquidités détenu par le Trésor.
- 22. Des efforts sont nécessaires pour améliorer la transparence de la dette et la publication de données actualisées, complètes et précises.** La carte thermique des rapports sur la dette 2022, qui évalue le degré de transparence des pays IDA dans leurs pratiques en matière de transparence sur la divulgation des données sur la dette, montre que le pays obtient de moins bons résultats que ses pairs sur des indicateurs clés tels que l'accessibilité des informations sur les prêts contractés, les passifs éventuels, et l'existence d'une stratégie de la dette et d'un plan d'emprunt annuel. La comparaison des cartes thermiques de 2021 et 2022 montre que si d'autres pays comme le Sénégal ont fait des progrès significatifs, par exemple en publiant un bulletin trimestriel de la dette et un plan annuel de financement, la note de la Mauritanie s'est détériorée en termes de fréquence de publication des données sur la dette. La gestion de la dette et la transparence devraient être des priorités absolues pour le gouvernement, car elles sont nécessaires pour prendre des décisions d'emprunt saines. De même, les créanciers, les donateurs et les agences de notation ont besoin d'informations complètes pour évaluer la dette du pays et les possibilités d'investissement. La transparence est également importante pour que les citoyens puissent tenir le gouvernement responsable des conditions et de l'objectif de la dette contractée. La Banque mondiale, par le biais de son appui budgétaire, aide le gouvernement mauritanien à améliorer la gestion de sa dette en préparant une stratégie d'endettement à moyen terme et un plan annuel de financement.

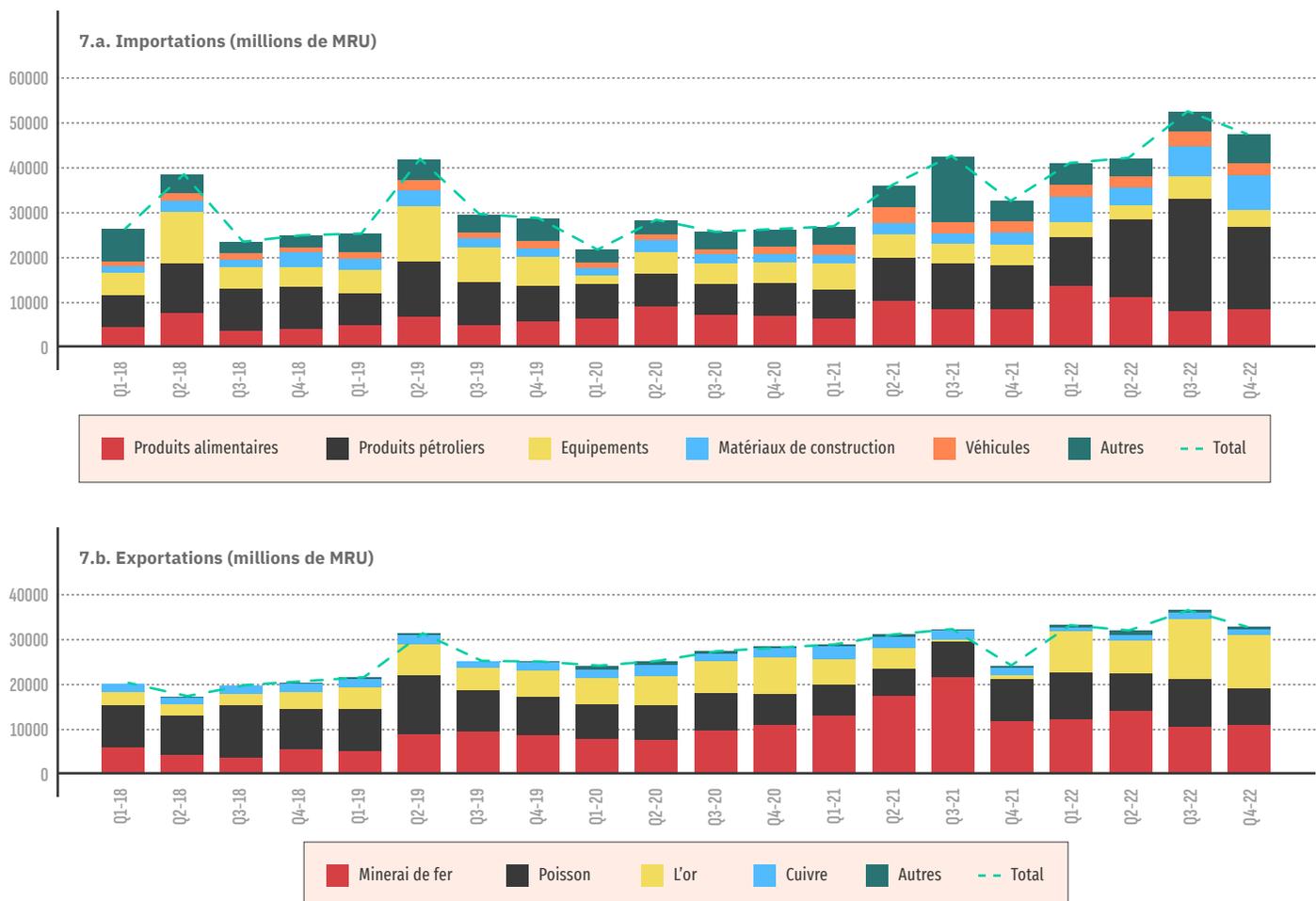
### **Le compte courant s'est fortement creusé, reflétant les retombées de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.**

- 23. Les pressions sur la balance des paiements ont augmenté en 2022 en raison de termes de l'échange négatifs.** Selon les estimations, le déficit des comptes courants s'est creusé, passant de 7,9 % du PIB en 2021 à 13,8 % du PIB en 2022, sous l'effet d'une augmentation du déficit commercial due à la hausse des prix des importations d'énergie et de denrées alimentaires. Le déficit des comptes courants a été financé principalement par l'IDE dans l'industrie extractive et le financement des donateurs. En conséquence, les réserves de change de la Banque centrale ont diminué, passant de 7,9 mois d'importations de biens en 2021 à 4,1 mois en 2022.
- 24. La forte production d'or a soutenu les exportations en 2022.** Les exportations sont passées de 32,4 % du PIB en 2021 à 40,4 % du PIB en 2022 en raison d'une augmentation significative des exportations d'or (26,3 % des exportations totales en 2022), qui sont passées de 3,9 % du PIB en 2021 à 15,2 % du PIB en 2022. Cela reflète une augmentation de 225 % du volume des exportations due à une production plus élevée alors que les prix sont restés stables. Les exportations de poisson

(13,4 % des exportations totales en 2022) ont augmenté de 6,6 % du PIB en 2021 à 7,8 % du PIB en 2022. Cette augmentation a été légèrement compensée par une baisse des exportations du minerai de fer (21,4 pour cent des exportations totales en 2022), de 15,5 pour cent du PIB à 12,4 pour cent du PIB, en raison de la baisse des prix internationaux qui ont chuté de 25 pour cent, alors que le volume des exportations a augmenté de 10 pour cent.

**25. La hausse des prix des principales importations de la Mauritanie a entraîné une forte augmentation de la valeur des importations en 2022.** Les importations ont atteint 55,9 % du PIB en 2022 contre 43,2 % en 2021 en raison de la hausse des prix du pétrole et des denrées alimentaires. Les importations de pétrole sont passées de 6,8 % du PIB en 2021 à 11,6 % du PIB en 2022, reflétant une augmentation de 16 % du volume des importations et surtout une hausse de 41 % des prix internationaux du pétrole. Les importations de pétrole sont ainsi devenues le premier poste d'importation en 2022, représentant 20,7 % des importations totales, contre 15,9 % en 2021. Les importations de produits alimentaires représentent le deuxième poste d'importation en Mauritanie et ont représenté 17,4 % des importations en 2022. Elles sont passées de 7,9 % du PIB en 2021 à 9,7 % du PIB en 2022, reflétant une hausse des prix internationaux des produits alimentaires de 20 % et, dans une moindre mesure, une augmentation des importations en volume (10 %).

Figure 7. Le compte courant s'est creusé en raison d'une augmentation significative des importations



Source : Autorités mauritaniennes et calculs des services de la Banque mondiale.

## 1.2. LES PERSPECTIVES MACROÉCONOMIQUES

### Les perspectives sont favorables malgré les vents contraires mondiaux

- 26. La croissance économique devrait rester forte à court et à moyen terme.** La croissance économique devrait légèrement ralentir en 2023 pour atteindre 4,5 %, en raison d'une croissance plus faible dans l'industrie extractive résultant d'une baisse de la production de minerai de fer et d'or, ainsi que d'une baisse de la production agricole. En 2024-2025, la croissance devrait atteindre une moyenne de 6,2 % avec le début de la production de gaz du champ gazier offshore Greater Tortue/Ahmeyim (GTA) en 2024. Au-delà des industries extractives, la croissance sera soutenue par la reprise de la consommation et de l'investissement privé à mesure que les prix reviendront à leurs niveaux d'avant la crise, par une augmentation de l'investissement public conformément au programme d'investissement public des autorités.
- 27. Pour soutenir la croissance à moyen terme, il faut relever des défis structurels tels que la faible productivité de la main-d'œuvre (en particulier dans le secteur agricole), la forte dépendance à l'égard du secteur extractif et l'impact négatif du changement climatique.** Une amélioration du niveau et de la qualité des dépenses sociales (éducation, santé) contribuera à stimuler le capital humain tout en s'attaquant aux problèmes fonciers, aux faiblesses de la gouvernance et à l'amélioration du climat des affaires. L'accès à des services numériques abordables et de meilleure qualité stimulera le développement du secteur privé en le détournant du secteur extractif et en augmentant la compétitivité. Une gestion prudente des finances publiques et de la dette, y compris une meilleure gestion et un meilleur provisionnement des risques budgétaires, créera la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour répondre aux besoins de développement du pays.
- 28. L'inflation devrait décélérer mais rester élevée à 8 % en 2023. Les prix devraient baisser** en 2023, grâce à i) une offre plus importante de produits alimentaires locaux sur les marchés intérieurs résultant de la bonne production agricole en 2022, ii) une baisse des prix internationaux des denrées alimentaires et de l'énergie et iii) un ralentissement de la croissance du crédit suite au resserrement de la politique monétaire par la BCM à travers l'augmentation du taux directeur et les mesures d'absorption de liquidité menées en 2022. Toutefois, la décélération des prix devrait être modeste en raison de la rigidité des prix de certains produits et de la réticence des détaillants à réduire les prix, malgré les changements dans le coût des intrants ou la structure de la demande. Sur la période 2024-2025, l'inflation devrait s'établir en moyenne à 5,5 %.
- 29. Malgré la décélération de l'inflation, la pauvreté devrait continuer à augmenter, en partie à cause de la croissance démographique.** La pauvreté (3,65 USD en termes de PPA en 2017) devrait encore augmenter en 2023, pour atteindre 28,6 pour cent, et 28,8 pour cent en 2025, en raison de la lente décélération de l'inflation des prix des denrées alimentaires et de la croissance modeste de l'agriculture. Le nombre de pauvres devrait augmenter de 50 000 personnes jusqu'en 2025, en partie en raison de la croissance démographique.
- 30. Le déficit de la balance courante devrait se réduire à court terme, grâce à l'augmentation des exportations de produits extractifs et à la diminution des importations de biens d'équipement.** Le déficit des comptes courants devrait s'améliorer, passant de 13,9 % du PIB en 2022 à 10,1 % du PIB en 2023, sous l'effet de la baisse des prix des importations de denrées alimentaires et de pétrole et de la diminution des importations de l'industrie extractive. Cette amélioration sera légèrement compensée par la baisse des exportations d'or et de minerai de fer en raison de

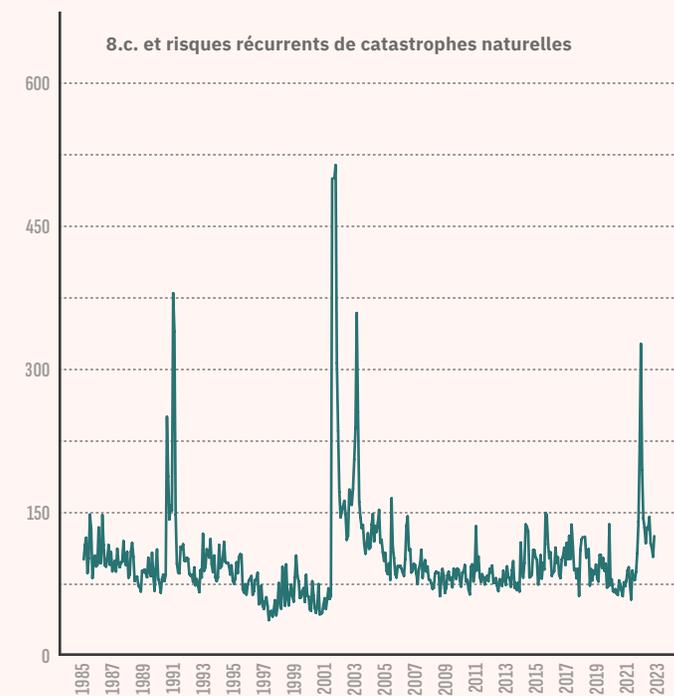
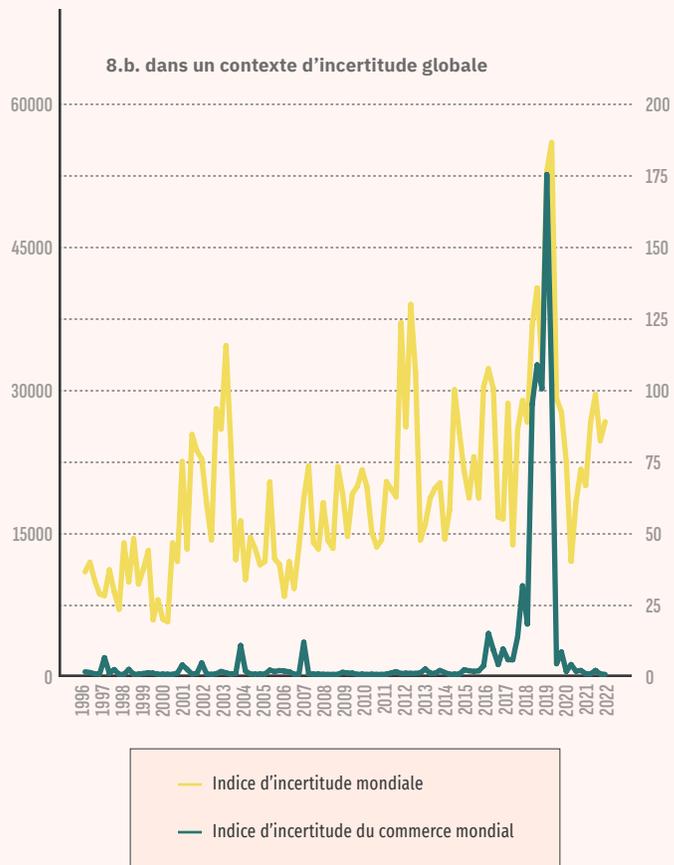
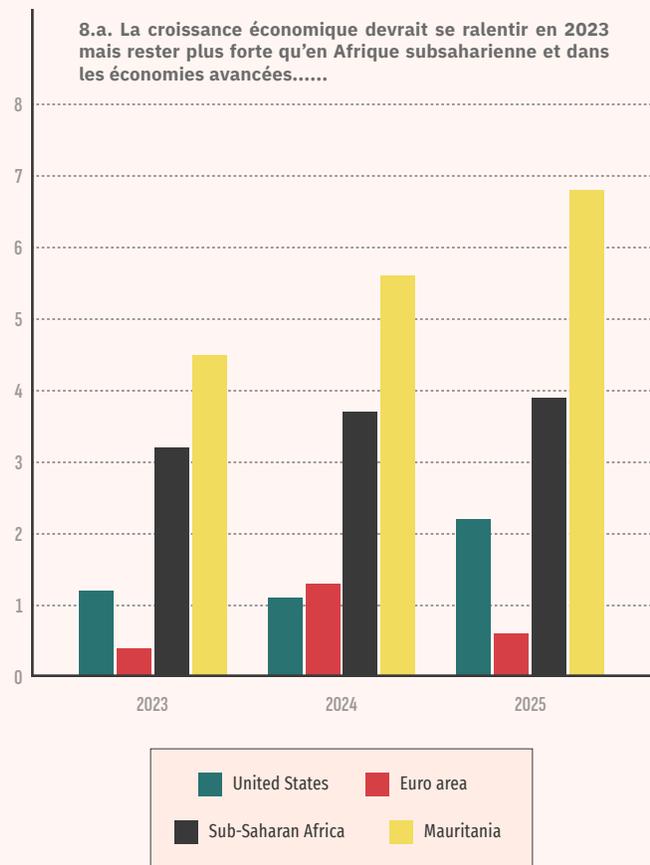
la diminution prévue des prix internationaux. À moyen terme, le déficit de la balance courante devrait se réduire à environ 5,6 % du PIB en 2024-2025. Plusieurs facteurs devraient contribuer à cette diminution : (i) la baisse des importations de biens d'équipement, à mesure que la phase de développement du champ gazier offshore Grande-Tortue/Ahmeyim GTA s'achève, (ii) l'entrée en production des exportations d'hydrocarbures, et (iii) l'augmentation de la production minière. Les IDE liés à l'industrie extractive et les emprunts à des conditions préférentielles resteront des sources de financement essentielles. Ainsi, les réserves devraient se maintenir à environ 5 mois d'importations de biens au cours de la période considérée.

- 31. La situation budgétaire devrait s'améliorer à moyen terme.** Le déficit budgétaire devrait se réduire à 2,4 % du PIB en 2023, en raison de la diminution des dépenses courantes et de l'augmentation des dépenses d'investissement, comme indiqué dans le plan de développement national (SCAPP 2021-2025) et le projet de budget 2023. À moyen terme, le déficit budgétaire devrait se réduire à environ 0,9 % du PIB en 2025 grâce à l'augmentation progressive des recettes fiscales (hors industries extractives), qui passeront de 12,4 % du PIB en 2021 à 13,1 % en 2025, à la suite de la mise en œuvre de nouvelles mesures de politique et d'administration fiscales, notamment l'augmentation de 16 à 18% dans le secteur des télécommunications, la numérisation complète des déclarations et des paiements d'impôts. En ce qui concerne les recettes extractives, la production de gaz devrait apporter des recettes supplémentaires équivalentes à 0,5 % du PIB par an, qui seront compensées par la baisse des prix des autres principaux produits extractifs de la Mauritanie, en particulier le minerai de fer et le cuivre. Du côté des dépenses, les transferts et les subventions devraient diminuer progressivement de 5,5 % du PIB en 2022 à 2,8 % du PIB en 2025, à mesure que les prix du pétrole reviendront à leur niveau d'avant la crise. Les besoins de financement devraient être couverts par une combinaison de financements concessionnels et de prélèvements sur les réserves du Trésor.
- 32. À court terme, le gouvernement s'est engagé à améliorer l'efficacité des dépenses publiques.** Cela se fera par l'adoption d'un cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) avec un ancrage fiscal pour atténuer la volatilité des revenus du gaz et de l'exploitation minière et réduire le pouvoir discrétionnaire en matière de dépenses.
- 33. La dynamique de réforme visant à renforcer les politiques monétaire et de change devrait se poursuivre à moyen terme.** Les autorités restent déterminées à achever les réformes du marché des changes lancées dans le cadre du précédent programme du FMI et soutenues par le nouveau programme. Les réformes comprennent l'établissement d'un marché interbancaire de change et l'introduction d'enchères compétitives régulières pour améliorer l'accès aux devises étrangères. La BCM continuera également à développer son cadre opérationnel pour la politique monétaire, notamment par la mise en œuvre d'une plateforme technique intégrée pour les opérations de politique monétaire.

### Les perspectives sont entachées d'une grande incertitude et de risques à la baisse, y compris les risques climatiques.

- 34. Les perspectives macroéconomiques sont soumises à des incertitudes et à des risques baissiers.** La Mauritanie est confrontée depuis le premier trimestre 2022 aux retombées de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Ces retombées n'ont été surmontées qu'au prix d'une augmentation significative des subventions et des transferts, ce qui a entraîné un rétrécissement de la marge de manœuvre budgétaire du pays. Une guerre prolongée en Ukraine et l'affaiblissement des marchés mondiaux des matières premières pourraient se traduire par une baisse de l'activité économique, des recettes, des réserves extérieures, des pressions inflationnistes continues et une augmentation

**Figure 8.** Des perspectives positives mais sujet à des risques baissiers



Source : Autorités mauritaniennes, Global Economic Prospect (GEP), 2023 et calculs du staff de la BM.

de la pauvreté. En outre, le resserrement continu des conditions monétaires pour contrôler l'inflation pourrait finalement réduire la disponibilité de financements abordables pour la Mauritanie. Bien que la construction de la première phase du projet offshore GTA progresse, les deuxième et troisième phases pourraient connaître des retards. Le report du projet GTA ralentirait les entrées d'IDE et pèserait sur la croissance et les perspectives budgétaires à moyen terme. Des IDE moins importants que prévu pourraient peser sur la position extérieure et obliger les autorités à recourir à des emprunts extérieurs non concessionnels pour combler le déficit de financement. Les risques d'insécurité régionale au Sahel et au Sahara occidental restent une préoccupation qui pourrait avoir un effet négatif sur l'économie et conduire à une augmentation des dépenses militaires. La Mauritanie est également exposée à des cycles récurrents de sécheresses et d'inondations qui ont un impact sur la production agricole et le revenu des ménages. Enfin, la Mauritanie a deux élections à venir, une élection parlementaire en 2023 et une élection présidentielle en 2024, qui pourraient accentuer les pressions sur les dépenses, entraînant une détérioration de la situation budgétaire et une surchauffe de l'économie. Afin d'atténuer ces risques, le programme d'appui budgétaire de la Banque mondiale soutient des mesures budgétaires et des mesures liées à la dette qui garantiront la discipline budgétaire, tout en créant l'espace budgétaire nécessaire pour financer les besoins de développement. Le programme proposé soutient également des réformes de gestion des risques de catastrophes qui renforceront la résilience du pays aux chocs climatiques.

- 35. Pour atténuer les risques susmentionnés et construire une trajectoire de développement durable et inclusive, les réformes prioritaires devraient être axées sur (i) la maîtrise de l'inflation et de son impact sur les plus vulnérables et (ii) la préservation de l'espace budgétaire nécessaire pour les investissements favorisant la croissance et pour faire face à d'éventuels chocs intérieurs ou extérieurs.** Pour juguler l'inflation, la Banque centrale devrait accélérer le rythme de la modernisation du cadre monétaire. De même, pour atténuer l'impact de l'inflation sur les plus vulnérables tout en maintenant un espace budgétaire adéquat, il faudra passer de l'approche actuelle des subventions généralisées à l'octroi de subventions ciblées. De même, l'amélioration de l'efficacité des investissements publics et la rationalisation des dépenses fiscales sont essentielles pour maintenir un espace budgétaire adéquat tout en augmentant les recettes publiques pour faire face aux besoins de développement. En outre, des pratiques saines de gestion de la dette et de transparence (y compris la publication régulière d'un bulletin statistique complet sur la dette, une stratégie de gestion de la dette à moyen terme, un plan annuel de financement et un rapport d'évaluation de la mise en œuvre de la stratégie) sont essentielles pour réduire les vulnérabilités de la dette face aux risques budgétaires croissants liés aux chocs des prix des produits de base, aux passifs éventuels liés à la dette des entreprises d'État et aux chocs climatiques récurrents. Dans ce dernier cas, l'institutionnalisation de l'identification, de la quantification et du provisionnement des risques budgétaires est une mesure essentielle pour améliorer la viabilité des finances publiques et de la dette. Enfin, le développement d'un marché national de la dette est essentiel pour réduire l'exposition aux risques de change et améliorer l'efficacité de la politique monétaire.
- 36. La mise en œuvre de ces politiques devrait être ancrée dans un modèle économique durable qui fonctionne pour les personnes et la planète.** Ce modèle devrait s'articuler autour de trois piliers : (i) le renforcement de la stabilité macroéconomique, (ii) la réduction des vulnérabilités économiques et (iii) l'augmentation de la résilience aux chocs climatiques. Le chapitre 1 a présenté les points saillants qui ont marqué l'économie mauritanienne en 2022 tout en indiquant les perspectives de croissance à court et moyen terme. Il a suggéré des pistes de réformes pour renforcer la stabilité macroéconomique tout en réduisant la vulnérabilité du pays aux chocs économiques et ses conséquences (inflation ; volatilité de la croissance et des revenus). Elle a également mis en exergue les risques de dégradation de la dynamique de croissance projetée, notamment les cycles récurrents de sécheresse et d'inondations.

- 37. Le maintien de la croissance économique dépendra de la capacité du pays à améliorer sa résilience aux différents chocs exogènes dont le changement climatique et les risques liés aux inondations de plus en plus récurrentes.** Compte tenu des conséquences néfastes pour l'économie et les populations de l'exposition aux inondations, des efforts doivent être faits pour définir des politiques fiables et durables visant à prévenir l'occurrence de telles catastrophes. Le chapitre 2 examine les déterminants des inondations et propose quelques pistes de réforme pour atténuer leurs impacts. Il met l'accent sur le rôle joué par l'urbanisation et le changement climatique dans l'occurrence des inondations en Mauritanie. Les options de réforme proposées s'articulent autour de quatre piliers (i) le cadre de préparation et de réponse aux urgences (EP&R) ; (ii) la planification urbaine tenant compte des risques ; (iii) le renforcement de la capacité à gérer des précipitations plus irrégulières ; et (iv) la résilience budgétaire face aux risques climatiques et de catastrophes.

### 1.3. SPOTLIGHT : RAPPORT SUR LE CLIMAT ET LE DÉVELOPPEMENT AU SAHEL

*Ce spotlight résume les principales analyses d'impact macroéconomique et de pauvreté pour la Mauritanie dans le Rapport sur le Climat et le Développement des Pays du Sahel (CCDR) couvrant le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad.<sup>6</sup>*

- 38. Le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad sont parmi les pays les plus vulnérables au changement climatique<sup>7</sup> tout en ayant des taux de pauvreté parmi les plus élevés.** Soutenir la croissance économique pour réduire la pauvreté est déjà un défi dans le Sahel avec une croissance volatile et sujette à de multiples chocs, notamment l'instabilité politique, l'insécurité, ainsi que les chocs climatiques, y compris les sécheresses et les inondations fréquentes et intenses. Selon le GIEC, la plupart des scénarios climatiques montrent que les températures au Sahel augmenteront d'au moins 2°C à court terme (2021 à 2040), tandis que les régimes pluviométriques devraient devenir plus irréguliers, avec des oscillations soudaines entre des années très humides et très sèches. Le CCDR Sahel prévoit que d'ici 2050, le PIB annuel des cinq pays sera réduit de 7 à 12 % et que 13,5 millions de pauvres supplémentaires seront touchés par les chocs liés au changement climatique si des investissements urgents dans l'adaptation au climat ne sont pas réalisés.
- 39. Cependant, le CCDR montre que les mesures d'adaptation peuvent réduire considérablement les pertes économiques et qu'il existe des opportunités significatives pour une croissance résiliente et un développement à faible émission de carbone dans le Sahel.** Avec des politiques et des investissements judicieux en faveur du climat dans les domaines prioritaires, la Mauritanie et les autres pays du Sahel peuvent stimuler la croissance, renforcer la résilience, inverser la

6. G5 Sahel Country Climate and Development Report (CCDR), Groupe de la Banque mondiale, septembre 2022 : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/37620>. Les CCDR sont de nouveaux rapports analytiques du Groupe de la Banque mondiale qui analysent les liens entre la croissance, le développement et le changement climatique. Les CCDR s'appuient sur des données et des recherches rigoureuses et identifient les principales voies de réduction des émissions de GES et des vulnérabilités climatiques, y compris les coûts et les défis, ainsi que les avantages et les opportunités qui en découlent. Les rapports suggèrent des actions concrètes et prioritaires pour soutenir la transition vers une économie sobre en carbone et résiliente. En tant que documents publics, les CCDR visent à informer les gouvernements, les citoyens, le secteur privé et les partenaires du développement et à permettre des engagements dans l'agenda du développement et du climat. Les CCDR alimenteront d'autres diagnostics fondamentaux du Groupe de la Banque, des engagements nationaux et des opérations.

7. Selon plusieurs indices mondiaux, dont l'indice pays de l'initiative Notre Dame Global Adaptation (ND-GAIN), qui résume la vulnérabilité d'un pays au changement climatique en combinaison avec sa volonté d'améliorer sa résilience. Les pays sont classés de 1 (risque faible) à 182 (risque élevé). La Mauritanie est classée 140 (risque élevé).

dégradation de l'environnement et maximiser les bénéfices de l'action climatique pour les pauvres. Le coût de l'inaction est bien plus élevé que celui de l'action. Le chapitre 2 examine de près les impacts économiques significatifs - passés et futurs - des inondations en Mauritanie, qui deviendront plus fréquentes et plus intenses en raison du changement climatique, et présente des options pour renforcer la résilience du pays aux inondations.

**Tous les scénarios climatiques prévoient une augmentation de la température moyenne en Mauritanie, et la plupart prévoient des précipitations supérieures aux moyennes historiques.**

**40. Il existe une grande incertitude sur la trajectoire des émissions mondiales et des différences entre les différents modèles climatiques.** Le CCDR modélise l'impact du changement climatique sur l'économie et la pauvreté à travers six canaux d'impact pour chaque pays pour la période 2021-2050. Pour tenir compte de l'incertitude, le CCDR modélise l'impact du changement climatique pour chacun des cinq pays selon six combinaisons différentes de scénarios d'émissions et de modèles climatiques ("scénarios climatiques") et présente des estimations de l'impact économique et de l'impact sur la pauvreté selon quatre d'entre eux : (i) pessimiste (augmentations de température plus élevées et changements de précipitations plus importants) ; (ii) optimiste (augmentations de température plus faibles et changements de précipitations plus faibles) ; (iii) humide (augmentations de précipitations plus importantes) ; et (iv) sec (changements de précipitations plus faibles (ou diminutions)). Voir le CCDR pour plus de détails.

**Encadré 4.** Canaux d'impact - modélisation du lien entre le changement climatique et l'économie

La modélisation des canaux d'impact a utilisé des scénarios climatiques spécifiques à chaque pays et des modèles d'effets biophysiques pour estimer les dommages économiques pour chaque canal. Les dommages ont été introduits sous forme de chocs dans un modèle macro-structurel développé pour chaque pays afin d'estimer l'impact sur le PIB et d'autres agrégats macroéconomiques. Les sept canaux d'impact modélisés sont les suivants :

1. **Rendements des cultures pluviales.** *Chocs de productivité agricole* : Impact sur les rendements des cultures annuelles, basé sur les réactions des rendements des cultures aux changements de température et de précipitations.
2. **Stress thermique et productivité du travail.** *Chocs de productivité du travail* : Impact sur la productivité du travail dû au stress thermique lors du travail en extérieur dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services.
3. **Chocs sanitaires liés à la chaleur.** *Chocs sanitaires sur la productivité du travail* : Impact sur la productivité totale du travail des chocs sanitaires (maladies) dus aux changements de température.
4. **Rendements du bétail.** *Chocs de productivité du bétail* : Impact du stress thermique sur les animaux et réduction de la disponibilité des pâturages en raison des changements de température et de précipitations.
5. **Inondations intérieures.** *Dommages au capital dus aux changements de précipitations*, compte tenu des plaines d'inondation, des inondations prévues, de la répartition spatiale du capital et de la dynamique du ruissellement.
6. **Routes et ponts.** *Dommages en capital causés aux routes et aux ponts* par les changements de température et de précipitations, et effets des inondations sur les routes pavées, les routes en gravier et les routes en terre.
7. **Hausse du niveau de la mer.** Dommages causés par les inondations côtières

**41. Tous les scénarios climatiques prévoient une augmentation des températures moyennes en Mauritanie, la taille et la structure de l'économie affectant la nature et l'ampleur des impacts du changement climatique.** L'augmentation de la température moyenne d'ici 2050 est de 0,9°C et de 1,8°C dans les scénarios climatiques optimiste et pessimiste, respectivement. Presque tous les scénarios climatiques prévoient une augmentation des précipitations par rapport à la moyenne historique (1995-2020)<sup>8</sup>. Dans le scénario de climat humide, les précipitations augmentent de 24 pour cent, tandis que dans le scénario de climat sec, les précipitations diminuent de 16 pour cent. Pour chaque pays, trois scénarios de croissance de base (dans lesquels l'économie n'est pas soumise aux impacts d'un changement climatique ultérieur) ont été élaborés : croissance faible, moyenne et forte<sup>9</sup>.

*Si aucune mesure d'adaptation n'est prise, les chocs liés au changement climatique devraient entraîner d'importantes pertes de PIB, une volatilité de la croissance et des augmentations significatives de la pauvreté et des inégalités.*

**42. Au Sahel, on s'attend à ce que le changement climatique entraîne d'importantes pertes de production économique, qui augmenteront au fil du temps.** Les pertes sont nettement plus importantes dans les scénarios climatiques secs et pessimistes. D'ici 2050, le PIB annuel pourrait être réduit de 7 à 12 pour cent dans l'ensemble du Sahel si aucune mesure d'adaptation n'est prise. La Figure A1 montre la perte annuelle de PIB en pourcentage d'écart par rapport au PIB de référence d'ici 2050. Il est important de noter que ces estimations sont susceptibles de sous-estimer l'impact du changement climatique parce que tous les canaux d'impact ne sont pas pris en compte et parce qu'elles n'incluent pas les effets amplificateurs des changements induits par le climat dans les écosystèmes, l'augmentation des conflits et les déplacements migratoires.

**43. A l'horizon 2050, le PIB annuel de la Mauritanie serait réduit de 5,7% selon les scénarios humide et optimiste et de 9,3% selon les scénarios sec et pessimiste** (Figure A1). Dans les scénarios climatiques humide et optimiste, les impacts négatifs les plus importants d'ici 2050 proviennent du canal des routes et des ponts (perte annuelle de PIB de 2,2 pour cent), puis du canal de la productivité chaleur-travail (perte annuelle de PIB de 1,7 pour cent), et enfin du canal de l'élévation du niveau de la mer (perte annuelle de PIB de 2,1 pour cent). Il y a des impacts positifs via les canaux du bétail et des rendements des cultures pluviales. Dans le cadre des scénarios climatiques sec et pessimiste, tous les canaux ont des impacts négatifs d'ici 2050, les plus importants provenant du canal de la productivité chaleur-travail (pertes annuelles de PIB de 2,7 pour cent), puis du canal des rendements du bétail (pertes annuelles de PIB de 2 pour cent), et enfin du canal de l'élévation du niveau de la mer (pertes annuelles de PIB de 2,2 pour cent). Les résultats sont présentés pour le scénario de base à croissance moyenne au niveau des Figures A3 et A4.

**44. La grande variabilité annuelle des chocs subis par les rendements des cultures pluviales et du bétail pose des problèmes supplémentaires au secteur agricole et à la sécurité alimentaire.** La Figure A.2 illustre les chocs sur les rendements du bétail dans le cadre de scénarios climatiques secs et humides. Une année, le choc peut être important et positif, tandis que l'année suivante, il peut être important et négatif. Même si, sur l'ensemble de la période, l'impact net est faible, la volatilité pose des problèmes aux ménages et à l'ensemble de l'économie et contribue à l'insécurité alimentaire.

8. Des précipitations plus importantes ne signifient pas nécessairement une plus grande disponibilité de l'eau, car des températures simultanément plus élevées peuvent entraîner une évaporation plus importante.

9. Le scénario de faible croissance est celui d'une stagnation ou d'une augmentation minimale du revenu par habitant, caractérisé par une augmentation de la fragilité, des conflits et de la violence (FCV), sans transformation structurelle et avec une forte croissance démographique. Le scénario de croissance moyenne est basé sur des épisodes historiques de croissance soutenue, avec une augmentation de la productivité du travail et une certaine transformation structurelle. Le scénario de croissance supérieure présente un taux de croissance de 50 à 100 % supérieur au scénario de croissance moyenne, avec une transformation structurelle significative, une réduction de la fragilité, des conflits et de la violence (FCV) et la réalisation du dividende démographique.

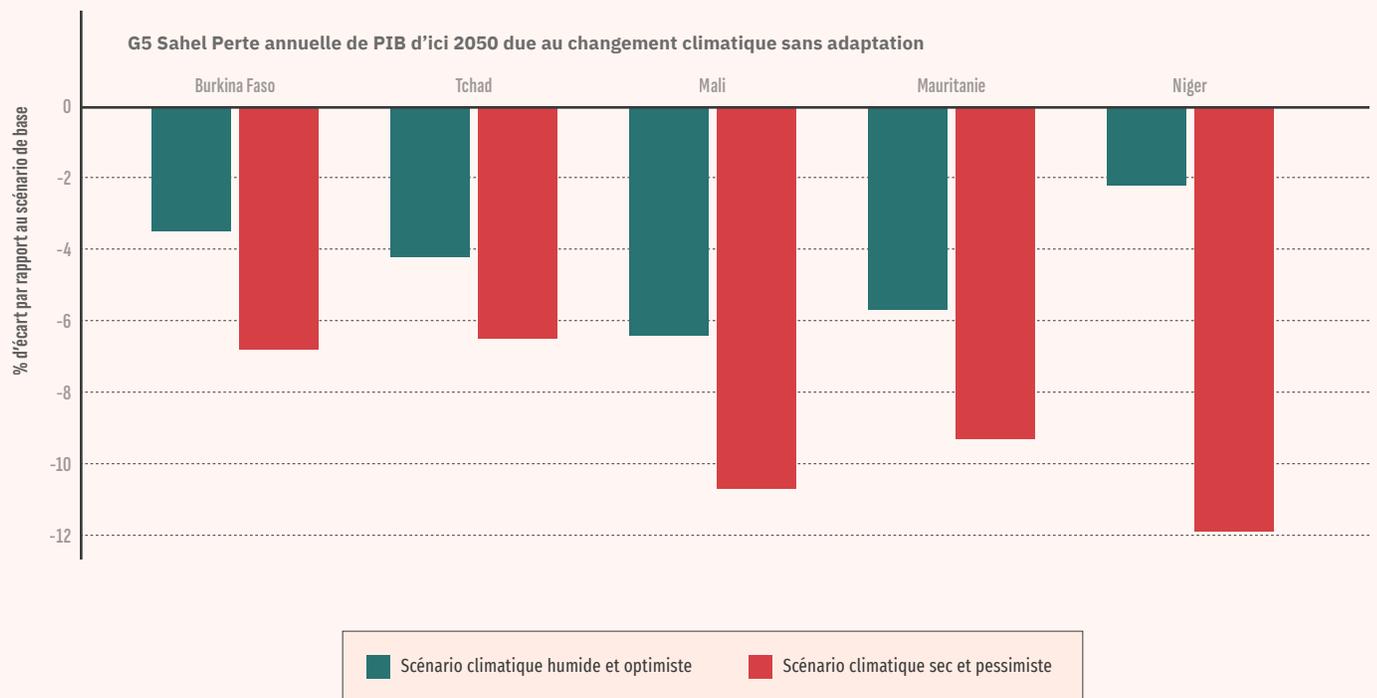
- 45. Le défi que représente la réduction de la pauvreté au Sahel et en Mauritanie, compte tenu des taux de croissance démographique élevés, sera exacerbé par le changement climatique.** D'ici 2050, le taux de pauvreté des pays du G5 Sahel pourrait passer de 27 % selon le scénario de base de croissance moyenne (sans changement climatique) à 29 % selon les scénarios humide et optimiste et à 34 % selon les scénarios sec et pessimiste<sup>10</sup>. Cela signifie que 4,1 à 13,5 millions de personnes supplémentaires tomberont dans la pauvreté. En Mauritanie, d'ici 2050, le taux de pauvreté augmentera par rapport au scénario de base de croissance moyenne de 0,1 point de pourcentage dans les scénarios humides et optimistes et de 0,2 point de pourcentage dans les scénarios climatiques secs et pessimistes, ce qui signifie que 200 000 personnes supplémentaires tomberont dans la pauvreté.

*Les résultats soulignent que l'accélération de la croissance économique avec des investissements significatifs dans l'adaptation et la résilience climatique est essentielle pour la Mauritanie et le reste du Sahel.*

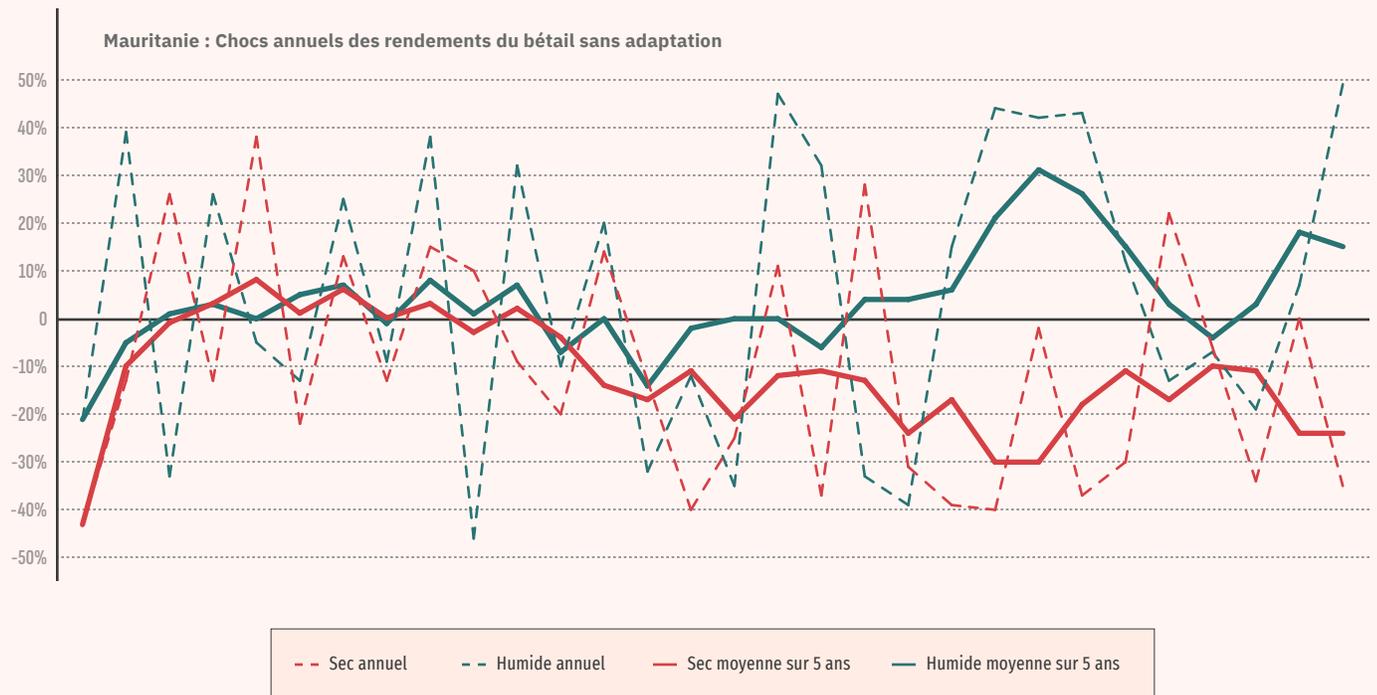
- 46. La croissance et la transformation structurelle rendront l'économie plus résistante aux chocs climatiques.** L'agriculture est plus touchée par les sécheresses, les inondations et les chaleurs extrêmes que les autres secteurs, de sorte qu'une réorientation vers l'industrie et les services réduirait l'impact du changement climatique. En outre, plus un pays est riche, plus le gouvernement, les entreprises et les ménages disposent de ressources pour investir dans l'adaptation et faire face aux chocs climatiques. Enfin, la croissance économique est essentielle pour "compenser" les pertes économiques dues au changement climatique et pour permettre l'augmentation du PIB par habitant nécessaire à la réduction de la pauvreté.
- 47. Les avantages de l'adaptation l'emportent sur les coûts :** Le CCDR a modélisé des interventions d'adaptation potentielles pour trois des canaux d'impact : (i) l'extension de l'irrigation pour les cultures pluviales ; (ii) l'amélioration des pratiques d'alimentation du bétail ; et (iii) les investissements dans des routes et des ponts résistants au climat. Les analyses montrent que les dommages causés par le changement climatique peuvent être réduits de manière significative, même avec une adaptation partielle. En Mauritanie, les pertes dues au changement climatique s'élèvent à 9,3 % du PIB d'ici 2050 sans adaptation et à seulement 7,2 % du PIB avec une adaptation partielle (c'est-à-dire les trois interventions modélisées) dans des scénarios climatiques secs et pessimistes. Dans certains cas, les mesures d'adaptation pourraient entraîner des gains supérieurs aux pertes évitées en comblant les importants écarts de productivité et les déficits d'infrastructure existant au Sahel. Par exemple, avec l'extension de l'irrigation, les rendements des cultures pluviales pourraient augmenter par rapport à la situation de référence (sans changement climatique). *Voir CCDR pour plus de détails.*
- 48. Pour accélérer la croissance résiliente dans le contexte du changement climatique, le CCDR du G5 Sahel identifie des mesures, des politiques et des investissements dans cinq domaines prioritaires :** (i) les institutions ; (ii) le financement climatique et l'atténuation des risques ; (iii) l'énergie (qui souligne l'opportunité de se développer sur une voie à faible émission de carbone en réduisant les émissions dans le secteur de l'énergie tout en répondant aux demandes accrues d'une économie plus vaste) ; (iv) les paysages (gestion intégrée du capital naturel - agriculture, eau et environnement) ; et (v) les villes (développement urbain résilient). Le chapitre 2 présente les options politiques dans ces domaines prioritaires pour renforcer la résilience de la Mauritanie aux inondations.

10. Les estimations de la pauvreté ne prennent en compte que six canaux d'impact (rendement des cultures pluviales, rendement du bétail, productivité du travail (stress thermique), productivité du travail (impact sur la santé), inondations intérieures, routes et ponts) et ne tiennent pas compte de l'impact de l'élévation du niveau de la mer.

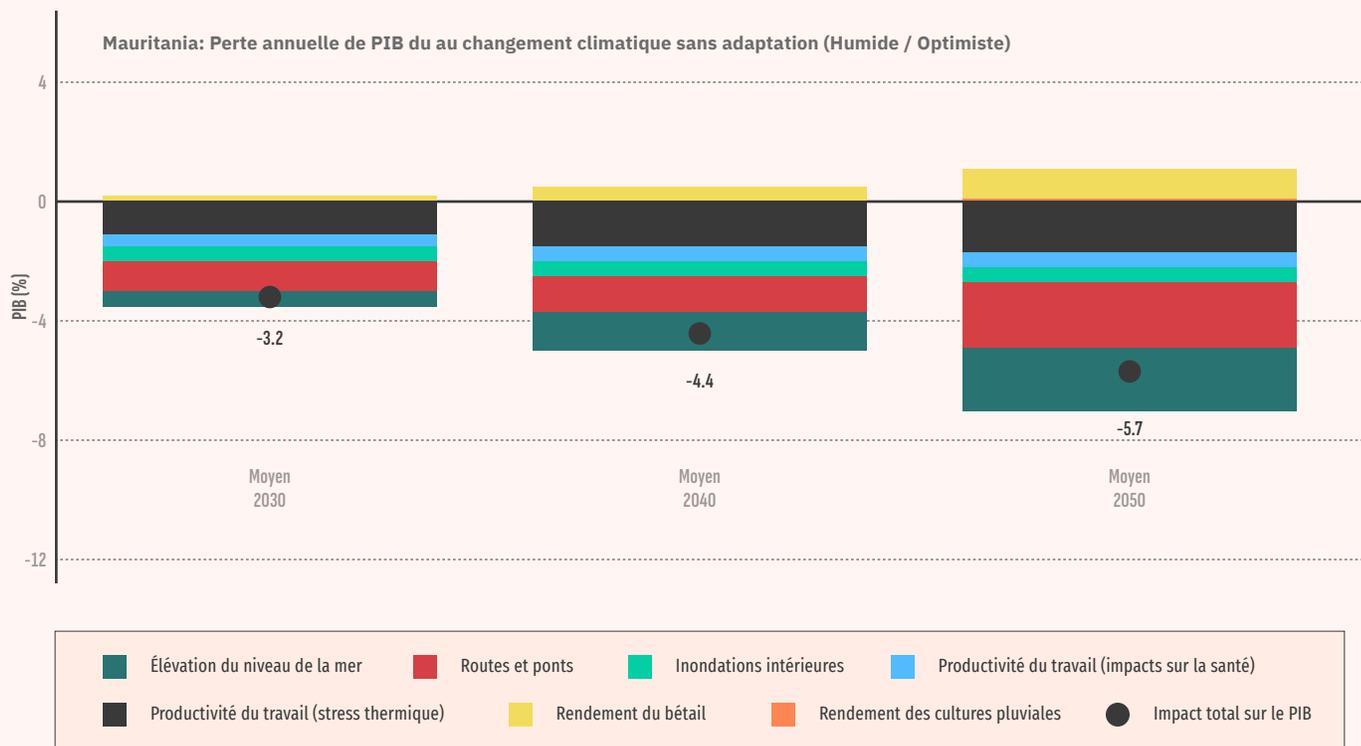
**Figure A1.** La Mauritanie pourrait perdre entre 5,7 et 9,3 % de son PIB d'ici 2050



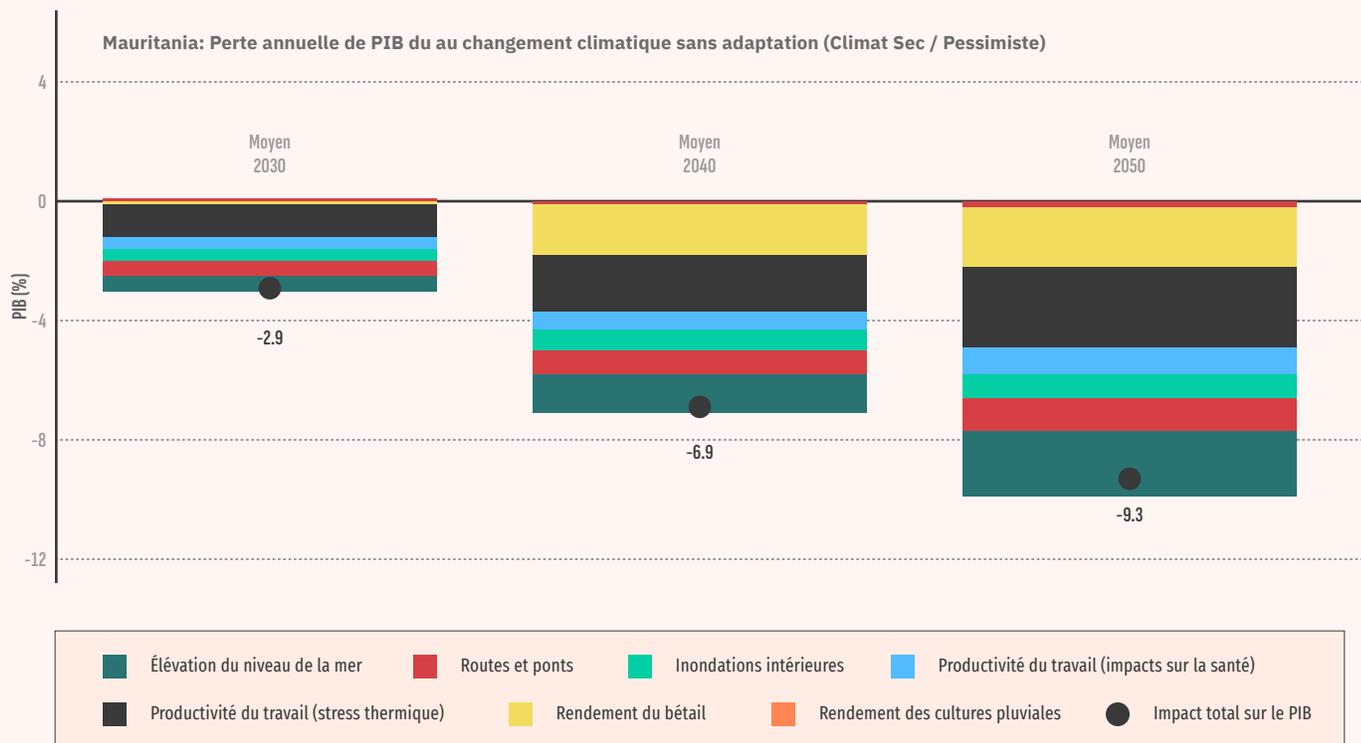
**Figure A2.** La forte variabilité annuelle des chocs climatiques accroît la volatilité de la croissance



**Figure A3.** Les dommages causés aux routes et aux ponts du fait des inondations, l'élévation du niveau de la mer, et la baisse de la productivité du travail due au stress thermique entraînent des pertes de PIB dans le cadre d'un scénario humide et optimiste.



**Figure A4.** La baisse de la productivité du travail due au stress thermique, à l'élévation du niveau de la mer et aux rendements du bétail entraîne des pertes de PIB dans le cadre d'un scénario climatique sec et pessimiste



Source : G5 Sahel CCDR : G5 Sahel CCDR.

Note : Les estimations pour la Mauritanie incluent le canal supplémentaire "élévation du niveau de la mer".



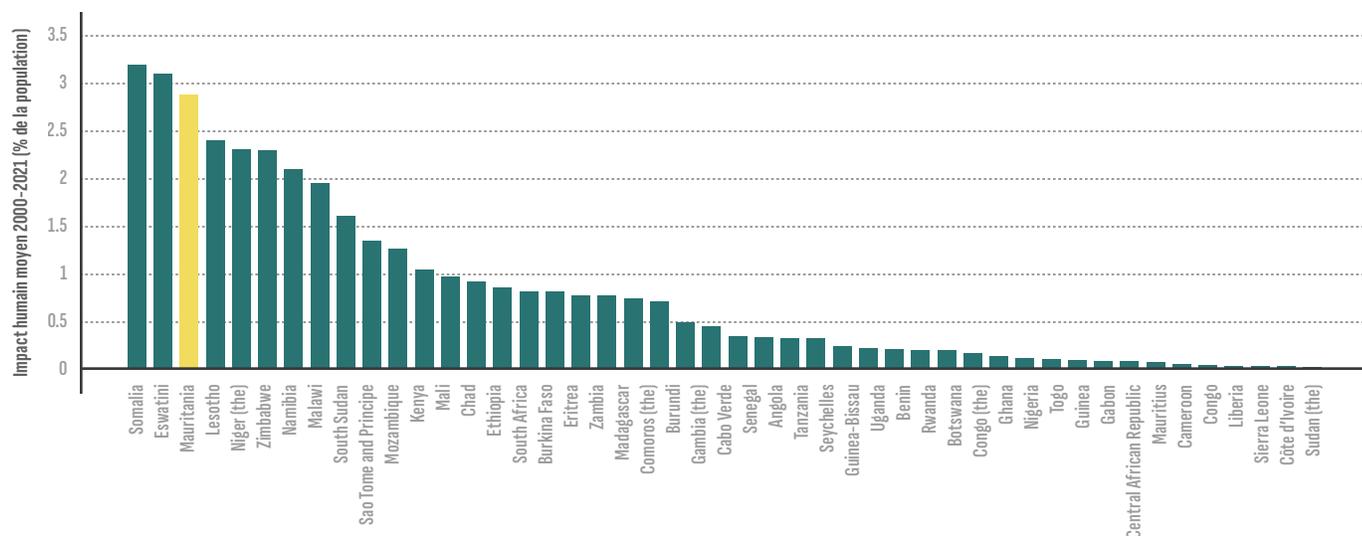
# CH. 2

## NAVIGUER DANS LA TEMPÊTE - COMMENT L'URBANISATION ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE AFFECTENT LE RISQUE D'INONDATION EN MAURITANIE

### 2.1. INTRODUCTION

49. **La Mauritanie a été historiquement affectée par des événements climatiques extrêmes et souffre déjà du changement climatique.** Au cours de la période 2000-21, la Mauritanie est le troisième pays d'Afrique subsaharienne à avoir subi le plus fort impact humain dû à des événements liés au climat, devancée seulement par la Somalie et l'Eswatini (Figure 9). Le pays est exposé à différents types de risques, et fait fréquemment face aux sécheresses, inondations, les feux de forêt et les chaleurs extrêmes. Les épisodes de sécheresse entravent régulièrement les efforts de réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire dans les zones rurales. Vinha et Hill (2022) montrent que si les conditions météorologiques de 2019 avaient été aussi défavorables que celles de 2002, le taux de pauvreté des petits éleveurs aurait été de 27,2 pour cent, alors que si les conditions météorologiques avaient été favorables comme en 2010, leur taux de pauvreté n'aurait été que de 21,4, soit une différence de 5,8 points de pourcentage. En outre, les variations interannuelles de la consommation alimentaire rurale sont importantes et principalement dues à la variabilité du climat, avec des conséquences disproportionnées pour les ménages ruraux les plus pauvres (Blanchard et al., à paraître).
50. **Le profil de risque de catastrophe du pays évolue d'une prédominance rurale vers une prédominance urbaine, avec des impacts plus prononcés sur les biens et l'activité économique en raison des inondations.** En fait, le nombre de personnes touchées par les inondations est en nette augmentation depuis

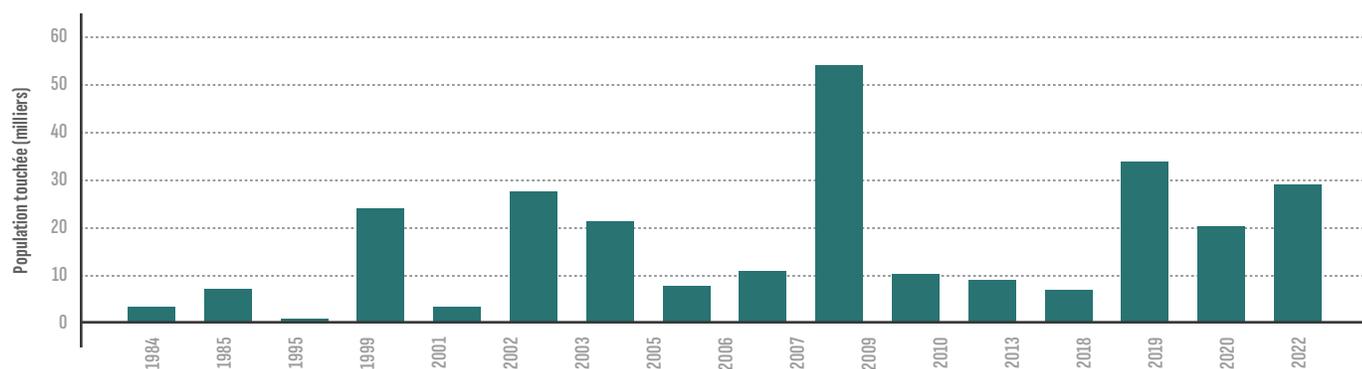
Figure 9. La Mauritanie figure dans le trio de tête des pays fortement et régulièrement affectés par les chocs climatiques



Source : Staff de la Banque mondiale sur la base de données des événements d'urgence (EM-DAT).<sup>11</sup>

1999 (Figure 10). Au cours de la dernière décennie, des inondations meurtrières ont été signalées une fois tous les deux ans en moyenne. Outre l'impact humain, les inondations ont eu un impact économique significatif et ont endommagé à plusieurs reprises des infrastructures favorables à la croissance. Les pertes annuelles moyennes ont été estimées à 17,4 millions de dollars US (0,25 % du PIB de 2017), tandis que le pays est confronté à une probabilité annuelle de 1 % (un événement d'une période de retour de 1 sur 100 ans) de subir des dommages supérieurs à 355 millions de dollars US en raison des inondations (5,2 % du PIB de 2017).<sup>12</sup>

Figure 10. L'impact humain des inondations en Mauritanie a considérablement augmenté au cours des deux dernières décennies



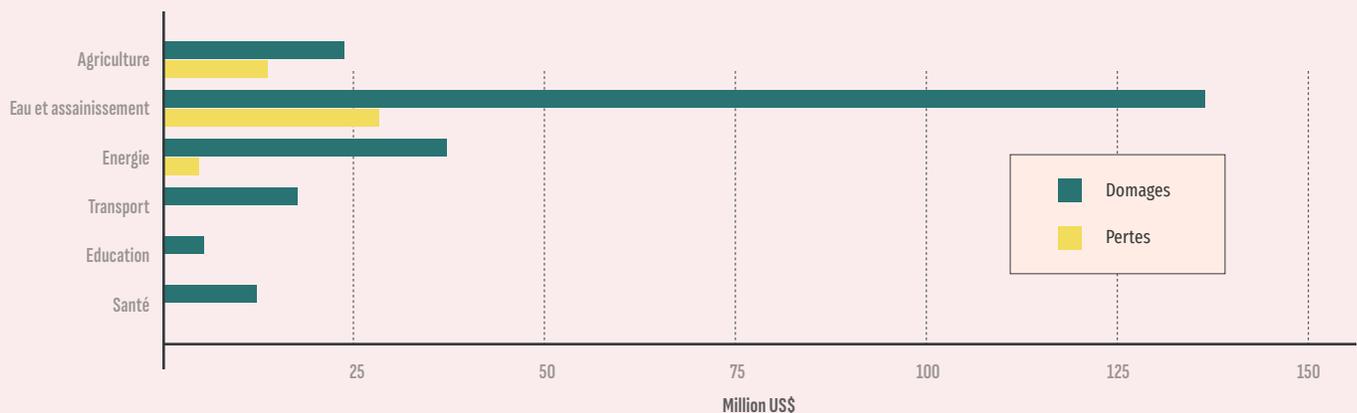
Source : Staff de la Banque mondiale, d'après la base de données des événements d'urgence (EM-DAT).

11. L'impact humain correspond à la moyenne pondérée des populations touchées et décédées par rapport à la population nationale. Il est calculé comme suit  $Human\ impact_t = (Death_t + 0.3 \cdot Affected_t) / (Population_t)$ .
12. Ces pertes correspondent à des dommages directs aux actifs physiques. Le terme période de retour est utilisé pour décrire l'ampleur d'un événement associé à un intervalle de récurrence, qui est basé sur la probabilité que les pertes soient égales ou dépassées au cours d'une année donnée. Une inondation de période de retour de 1 sur 100 ans est un événement qui entraîne une perte qui a 1 % de chance (1/100) d'être dépassée au cours d'une année donnée.

**L'une des plus graves inondations de l'histoire récente de la Mauritanie s'est produite au cours de la saison des pluies 2022.** Certaines wilayas, notamment dans le sud, ont reçu en une journée l'équivalent de leur moyenne annuelle de précipitations. Ces fortes pluies ont provoqué des inondations dans tout le pays, qui ont causé d'importants dégâts avec des pertes en vies humaines, en biens, en équipements et en activités agricoles et agropastorales. Au moins 19 personnes sont mortes, la plupart étant des enfants ; 38 000 personnes ont été affectées et plus de 4 000 maisons ont été détruites.<sup>13</sup> Des écoles, des centres de santé, des routes, des marchés, des magasins, des mosquées, des réseaux d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement et d'autres services ont également été endommagés ou détruits.

**Pour comprendre les effets de ces inondations et les besoins en matière de réparation des dommages, le gouvernement a lancé un processus d'évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA) avec le soutien technique de la Banque mondiale.** La figure 11 résume les résultats préliminaires. Elle montre que le secteur de l'eau et de l'assainissement est le plus touché, avec près de 164 millions de dollars de dommages et de pertes, affectant principalement les réseaux et les systèmes d'évacuation des eaux usées. Le secteur de l'énergie est le deuxième plus touché, avec 37 millions de dollars de dommages aux infrastructures et aux actifs qui doivent être restaurés ou remplacés de toute urgence. Le secteur de l'agriculture (à l'exclusion de l'élevage et de la pêche) a également subi 37 millions de dollars de dommages et de pertes. La perte d'environ 4 125 ha de production (principalement des céréales) correspond à environ 2 % de la valeur ajoutée agricole totale. On estime que l'impact des inondations sur l'économie a entraîné un creusement du déficit budgétaire de 0,4 % du PIB.

Figure 11. Dommages et pertes dus aux inondations de 2022



Source: Staff de la Banque mondiale avec des données provenant du PDNA 2023.

Note: Ces chiffres correspondent aux estimations préliminaires et peuvent différer des chiffres figurant dans la version finale du PDNA. Les dommages et les pertes d'autres secteurs (notamment le logement) n'ont pas été évalués.

**Face à l'urgence et au caractère exceptionnel de la situation, le gouvernement a mobilisé d'importants moyens financiers pour venir en aide aux populations affectées.** Le gouvernement a mis en place un plan de réponse en septembre 2022 avec l'appui de la Banque mondiale et de l'Union européenne. Le plan a mobilisé 106,5 millions de dollars, dont 40 millions ont été financés par le gouvernement à travers le budget. Le plan visait à fournir une réponse immédiate aux récentes inondations dans tout le pays et à mettre en place des infrastructures de drainage à Rosso, Kaedi et dans certaines zones de Nouakchott afin de rendre ces villes plus résilientes aux futures inondations.

**Les inondations de 2022 ont mis en évidence des défis financiers et institutionnels importants pour mieux répondre aux catastrophes.** Bien que le gouvernement ait pris certaines mesures ces dernières années pour développer une politique et des cadres complets de gestion des risques de catastrophes, des défis majeurs persistent en ce qui concerne la capacité budgétaire à répondre efficacement aux catastrophes. Les mécanismes existants de financement des risques suivent une approche basée sur la réponse, ce qui aggrave la situation financière de l'État à la suite des catastrophes et des chocs liés au climat. Actuellement, les interventions d'urgence sont principalement financées par des réaffectations budgétaires ad hoc liées aux réserves budgétaires disponibles et par la mobilisation de ressources extérieures (dons ou prêts des partenaires au développement). Il n'existe pas d'instruments financiers permettant de mobiliser rapidement des fonds à la suite d'une catastrophe pour répondre aux besoins d'urgence ou pour atténuer l'impact budgétaire à long terme des catastrophes. En outre, le cadre actuel de préparation et de réponse aux urgences en Mauritanie est caractérisé par une grande dispersion des rôles et des responsabilités, ce qui entrave la gestion des urgences et limite les progrès dans le renforcement de la résilience aux risques climatiques et de catastrophes.

Source : Banque mondiale : Banque mondiale CCDR, 2022

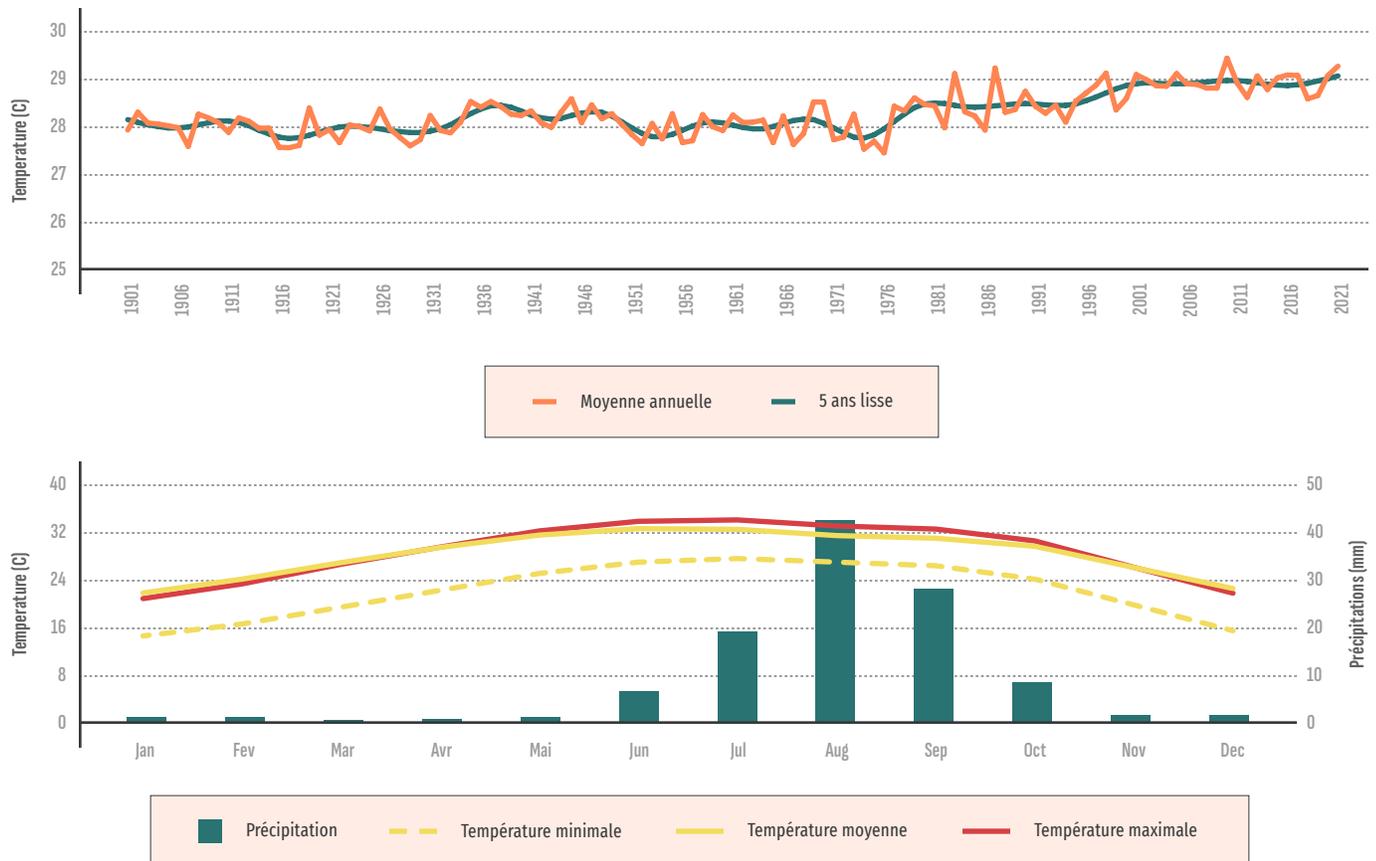
13. Informations extraites de <https://reliefweb.int/report/mauritania/mauritania-floods-update-noaa-cpc-un-ocha-echo-daily-flash-14-september-2022>.

- 51. La Mauritanie est exposée à des risques importants d'inondations fluviales le long de la plaine d'inondation du Sénégal, ainsi qu'à des crues soudaines dues à des précipitations extrêmes dans la plupart des régions méridionales du pays et des villes côtières.** Le niveau élevé d'exposition aux inondations est le résultat d'une expansion rapide et non planifiée des villes, qui, associée à des systèmes de drainage insuffisants, s'est traduite par des inondations urbaines de plus en plus préjudiciables. La catastrophe la plus récente est une série d'inondations dues aux fortes pluies de la fin juillet 2022 qui ont provoqué de graves inondations dans toute la Mauritanie (voir l'encadré 5 pour plus de détails). Les dommages et les pertes liés à cet événement ont été estimés par le gouvernement à 279,5 millions de dollars US (2,7 pour cent du PIB), tandis que les besoins sont estimés à 306,5 millions de dollars US (2,9 pour cent du PIB). Compte tenu de l'ampleur de ces impacts, le gouvernement devrait renforcer sa résilience budgétaire, c'est-à-dire la capacité d'augmenter la réponse budgétaire à la suite d'une catastrophe sans mettre en péril la viabilité budgétaire. Cela nécessite des réformes visant à renforcer la collecte des impôts et à accroître la marge de manœuvre budgétaire, comme indiqué au chapitre 1 ainsi que l'élaboration d'une stratégie proportionnelle aux risques comme indiqué à la fin de ce chapitre.
- 52. La Mauritanie a un climat sec, chaud et venteux, ce qui augmente sa vulnérabilité au changement climatique et aux événements météorologiques extrêmes.** La Mauritanie présente deux zones climatiques différentes : un climat désertique chaud au nord (désert du Sahara) et un climat semi-aride chaud au sud (Sahel) (Groupe de la Banque mondiale, 2023). Le nord est caractérisé par des étés plus chauds (généralement supérieurs à 35 °C) et des hivers relativement plus froids (environ 20 °C ou moins). La température mensuelle moyenne en Mauritanie reste supérieure à 25 °C tout au long de l'année, la saison chaude se déroulant de mai à octobre, avec des températures mensuelles moyennes maximales atteignant 33 °C en juin et juillet, comme le montre la Figure 12. La Mauritanie connaît une seule saison des pluies de juin à octobre dans la région méridionale. Cependant, vers le nord, la durée de la saison des pluies diminue progressivement, accompagnée d'une réduction des quantités de précipitations. La moyenne des précipitations dans le sud de la Mauritanie est typiquement de 350-450 mm/an, alors que le nord reçoit très peu de précipitations, jusqu'à 30 mm/an.

## 2.2. LES FACTEURS DÉTERMINANTS DES INONDATIONS

- 53. Il est essentiel de comprendre les facteurs à l'origine des inondations pour réduire leurs impacts socio-économiques dévastateurs et éclairer les stratégies de réduction des risques.** Le risque d'inondation est intrinsèquement lié au climat et au mode de développement d'un pays et son évolution est déterminée par deux facteurs majeurs : les changements climatiques et l'urbanisation (Arnone et al., 2018 ; GIEC, 2014 ; Skougaard Kaspersen et al., 2017). D'une part, l'urbanisation associée à la croissance démographique et à l'exode rural devrait se poursuivre et pourrait accroître l'exposition et la vulnérabilité globales de la Mauritanie aux inondations. D'autre part, le changement climatique exerce des impacts importants sur le cycle de l'eau et les schémas de précipitations extrêmes, et peut donc affecter directement le ruissellement de surface ainsi que la fréquence et l'ampleur des inondations (Mahmoud et Gan, 2018 ; Yazdanfar et Sharma, 2015). D'autres facteurs, notamment la dégradation de l'environnement, la gestion inadéquate des déchets et la prolifération des bidonvilles, peuvent accroître la vulnérabilité de la population à ces événements, exacerbant encore les effets néfastes des inondations si des mesures de réduction des risques et d'adaptation ne sont pas mises en œuvre de toute urgence.

Figure 12. Tendances de la température moyenne annuelle et climatologie mensuelle en Mauritanie, 1901-2021



Source : Groupe de la Banque mondiale (2023)

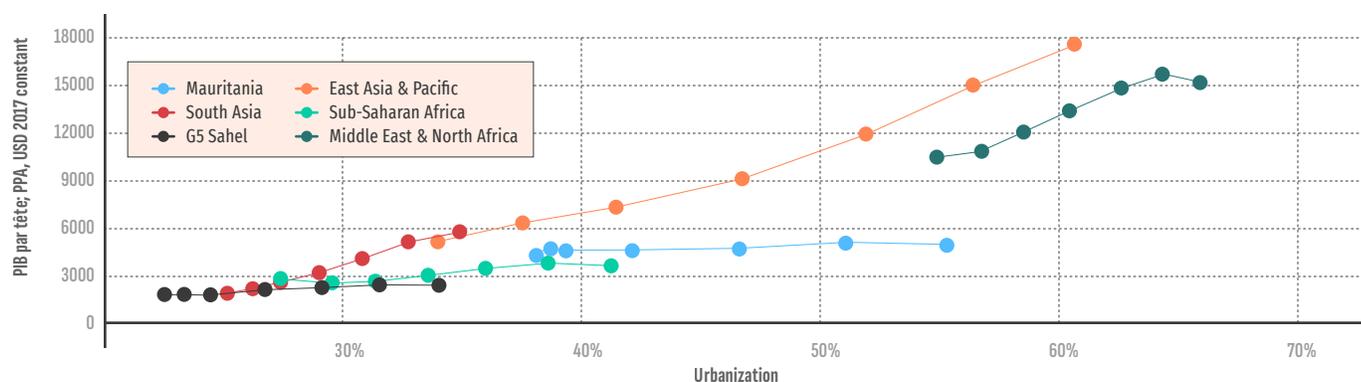
### L'urbanisation façonnera le risque d'inondation à l'avenir

54. Comme de nombreux pays africains, la Mauritanie a connu une augmentation rapide de sa population urbaine, ce qui s'est traduit par une exposition accrue aux inondations. Alors qu'en 2000, 1 million de personnes vivaient dans des zones urbaines, la population urbaine est estimée à environ 3 millions de personnes en 2023. La Mauritanie est déjà l'un des pays les plus urbanisés d'Afrique subsaharienne, et l'on prévoit que la population urbaine pourrait atteindre 6,5 millions de personnes d'ici 2050 (Figure 14). Dans une large mesure, l'expansion urbaine se fait dans des zones inondables telles que les bords de rivières et les zones humides reconverties, car ces zones favorisent le développement d'activités économiques (notamment le transport, l'agriculture et la pêche). C'est le cas de Nouakchott où la zone urbaine s'étend vers les basses terres inondables.<sup>14</sup> A terme, cette urbanisation rapide et anarchique modifie l'occupation du sol en augmentant les surfaces imperméables, ce qui interfère avec le processus naturel d'infiltration. En cas de fortes pluies, le ruissellement de l'eau est donc amplifié, ce qui exacerbe l'ampleur des inondations, soulignant la nécessité d'une planification urbaine et de systèmes d'évacuation des eaux adéquats.

14. Source : Staff de la Banque mondiale utilisant les ensembles de données World Settlement Footprint Evolution et les données de FATHOM.

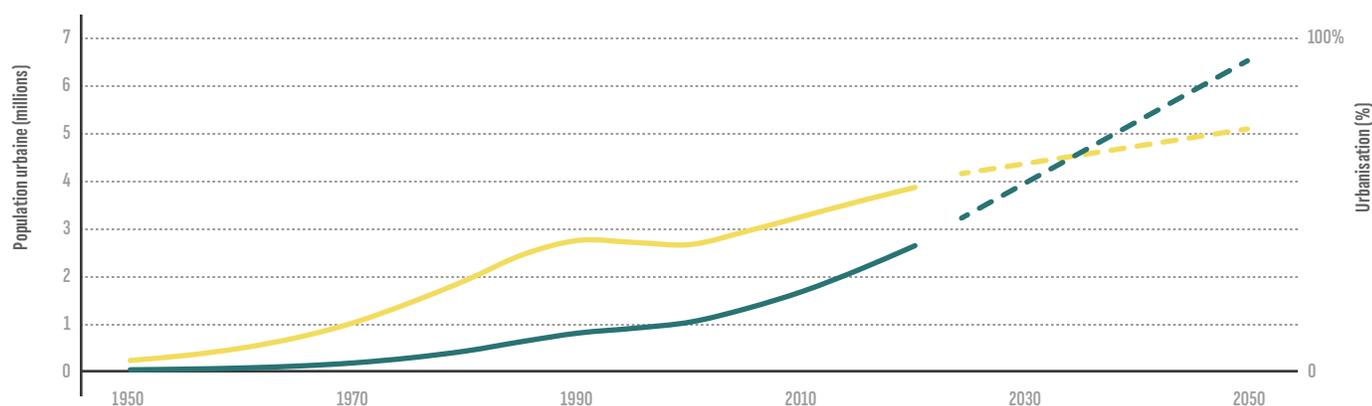
55. **Alors que la Mauritanie s'efforce de récolter les bénéfices économiques de l'urbanisation, la croissance rapide de la population urbaine, combinée à un accès limité aux services de base et à une planification urbaine inadéquate, accroît la vulnérabilité de la population aux inondations.** L'urbanisation n'a pas été associée à l'augmentation du PIB par habitant observée dans d'autres régions, ce qui suggère que le pays ne profite pas pleinement des avantages économiques de l'urbanisation (Figure 13). On estime que près de 80 % de la population urbaine réside dans des bidonvilles, ce qui met en évidence les niveaux élevés de vulnérabilité des citoyens (Banque mondiale, 2020). Cette situation est en partie liée au fait que le Code de l'Urbanisme n'a pas été mis à jour depuis 2008 et qu'il est mal appliqué. En vertu de cette loi, les compétences en matière d'instruments de planification urbaine et de permis de construire sont fortement centralisées au niveau des ministres ou des gouverneurs.

Figure 13. Urbanisation et croissance économique en Mauritanie et dans d'autres régions



Source : Staff de la Banque mondiale sur la base des indicateurs du développement dans le monde

Figure 14. Projection de l'urbanisation en Mauritanie



Source : Staff de la Banque mondiale sur la base de UN DESA (2019).

**56. Dans la pratique, les instruments de planification urbaine sont rarement produits.** Lorsqu'ils existent, ils sont obsolètes et n'intègrent pas les considérations relatives à la gestion des risques climatiques et des catastrophes, ou ne sont pas appliqués, l'urbanisation se produisant dans des zones où la construction est interdite. Cela a conduit à une situation où les zones urbaines se sont étendues de manière significative sans investissements adéquats dans les infrastructures de drainage. L'insuffisance des infrastructures de drainage est également dû à la faiblesse du cadre juridique existant. En effet, la loi actuelle sur l'eau ne traite pas directement de la gestion des eaux pluviales et ne fait que brièvement référence à l'assainissement (articles 37 et 38, titre v). En conséquence, l'eau n'est pas correctement canalisée en cas de fortes pluies et le gouvernement est obligé de consacrer d'importantes ressources pour pomper l'eau des quartiers inondés. Les installations publiques, telles que les écoles et les postes de santé, deviennent régulièrement inopérantes à la suite de fortes précipitations, ce qui amplifie encore l'impact social de ces événements défavorables. Les perturbations économiques récurrentes provoquées par les inondations menacent également les effets positifs de réseau et d'agglomération généralement associés à une densité plus élevée, ce qui entrave le rôle des villes mauritaniennes en tant que moteur de la croissance future.

### Le changement climatique augmentera la fréquence des événements extrêmes

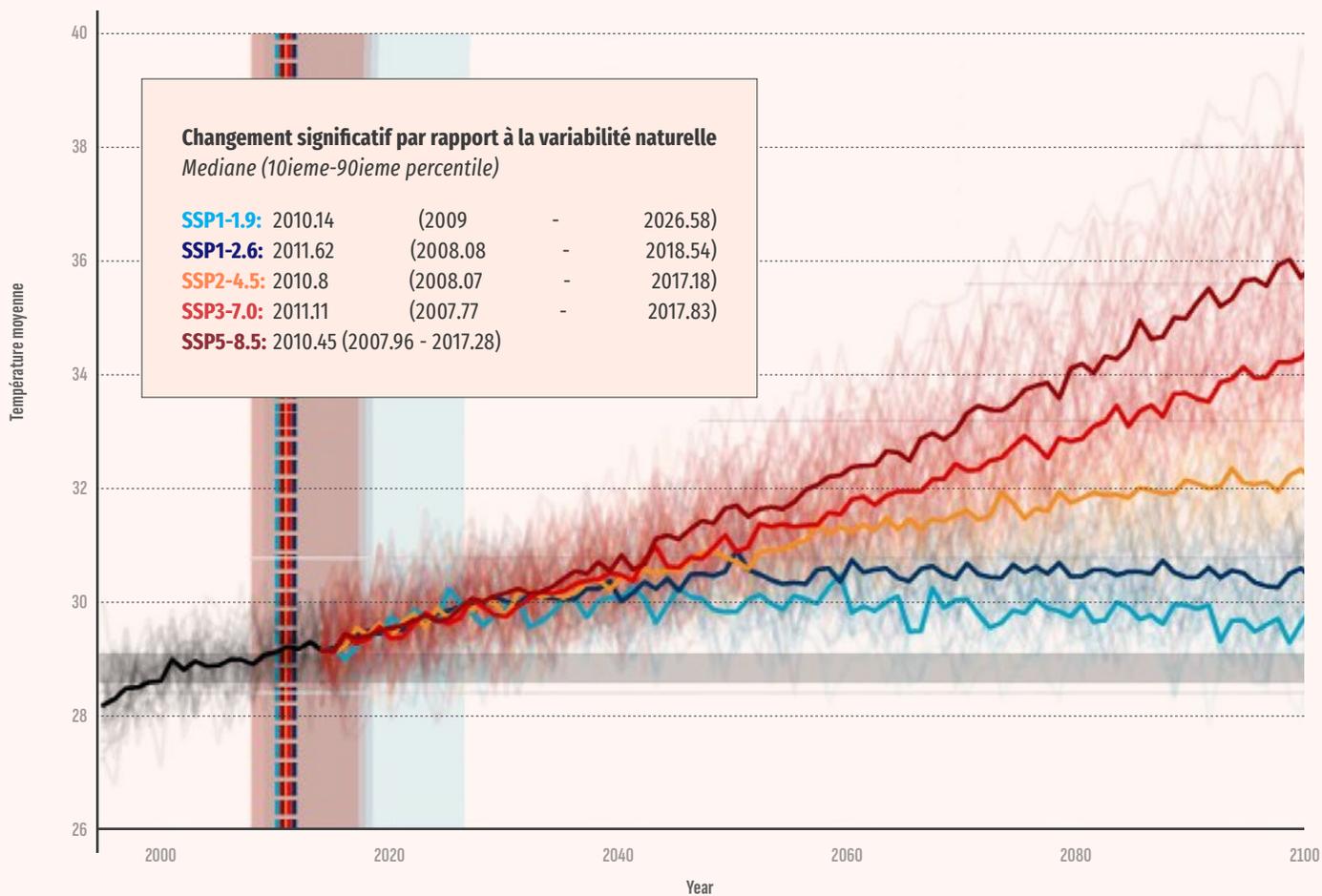
**57. Le changement climatique devrait intensifier les événements hydrométéorologiques et faire peser des menaces inédites sur le développement.** Les projections climatiques dans le cadre du CCDR Sahel indiquent que la température moyenne en Mauritanie continuera à augmenter progressivement. D'ici la fin du siècle, cette augmentation sera contenue à +0,9 °C par rapport à la température moyenne de 1995-2014 dans un scénario de faible réchauffement, alors qu'elle pourrait atteindre +5,1 °C dans un scénario de fort réchauffement (Figure 15).<sup>15</sup> Cela impliquerait des températures maximales supérieures à 45 °C pendant les mois d'été, ce qui rendrait les activités de plein air presque impossibles et aurait des effets négatifs importants sur la productivité globale, la santé humaine et la biodiversité. L'augmentation des températures pourrait encore accélérer la désertification et éroder le sol, réduisant ainsi sa capacité d'infiltration et augmentant le risque d'inondation. Bien que les projections des futurs régimes de précipitations soient moins sûres, elles indiquent une légère réduction des précipitations totales ainsi qu'une augmentation de la fréquence des précipitations extrêmes (Figure 16).<sup>16</sup> Les températures plus chaudes sont également importantes pour les précipitations, car plus l'air est chaud, plus il peut transporter d'humidité et, par conséquent, si de la pluie devait se former, une quantité d'eau beaucoup plus importante pourrait être exploitée.<sup>17</sup> Ces changements pourraient encore intensifier les effets de la sécheresse et augmenter simultanément la fréquence et la gravité des inondations.

15. Les voies socio-économiques partagées (SSP) sont cinq scénarios projetés de changements socio-économiques mondiaux jusqu'en 2100 (allant d'un à cinq). Ils décrivent des développements socio-économiques alternatifs et plausibles, y compris des variables telles que la population, la croissance économique, l'éducation, l'urbanisation et le taux de développement technologique.

16. En Mauritanie, comme dans la majeure partie de la région du Sahel, les médianes des ensembles SSP1-1.9 et SSP1-2.6 prévoient des changements des précipitations totales qui ne s'écartent pas significativement de la variabilité naturelle historique ou seulement de façon marginale dans la seconde moitié du siècle. Les changements des précipitations maximales annuelles cumulées sur 1 jour et 5 jours sont plus prononcés et tendent à être plus significatifs. Ce dernier est un indice souvent utilisé pour décrire les changements dans les risques potentiels d'inondation, car de fortes pluies sur plusieurs jours consécutifs peuvent déclencher des inondations (Sillmann et al., 2013).

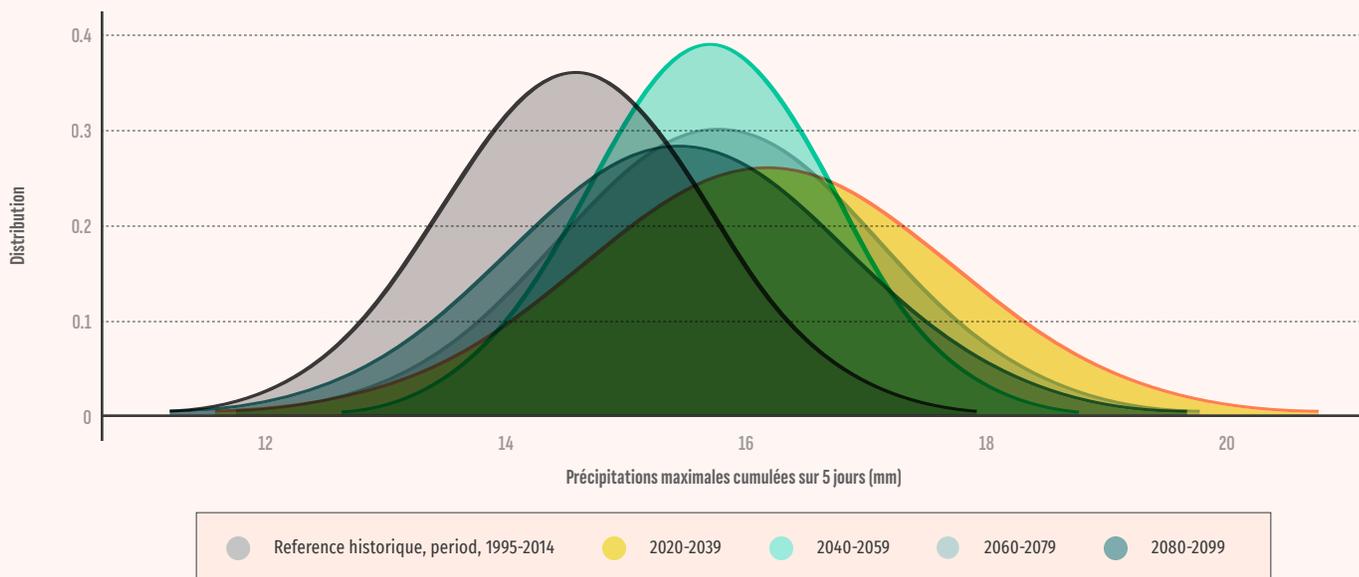
17. La relation Clausius-Clapeyron stipule que pour chaque 1 °C d'augmentation de la température de l'air, le potentiel de transport d'humidité de l'air augmente d'environ 7 %.

Figure 15. Projections de la variabilité de la température moyenne en Mauritanie selon différents scénarios



Source : Groupe de la Banque mondiale (2022).

Figure 16. Changement projeté dans la distribution des plus fortes précipitations cumulées sur 5 jours, SSP2-4.5, ensemble multi-modèle



Source : Staff de la Banque mondiale sur la base des indicateurs du développement dans le monde



**58. L'élévation du niveau de la mer, les ondes de tempête et les inondations côtières menacent les populations, les infrastructures et le capital naturel situés le long des côtes de la Mauritanie.**

D'ici 2100, le niveau de la mer sur le littoral mauritanien pourrait augmenter de 0,4 m à 0,8 m selon le scénario climatique envisagé (Groupe de la Banque mondiale, 2023). Les deux villes les plus peuplées du pays et les dunes fragiles du littoral sont menacées par cette élévation du niveau de la mer qui pourrait exacerber le risque d'inondation côtière. Ceci est particulièrement vrai à Nouakchott, qui concentre plus de 50 % de la population urbaine alors que 42,9 % de sa superficie est située sous le niveau de la mer. Nouakchott présente des déficiences dans les réseaux d'eau potable et d'assainissement qui se traduisent par des fuites considérables qui alimentent la nappe phréatique sous la ville (Banque mondiale, 2020). Par conséquent, la nappe phréatique remonte de manière récurrente à la surface et une pluie même légère peut entraîner des débordements et des inondations. L'infiltration de l'eau de mer dans la nappe phréatique aggrave encore les débordements et pourrait inonder de façon permanente les quartiers bas de la ville.

**59. La modélisation du G5 Sahel CCDR montre des pertes significatives de PIB dues au changement climatique sans adaptation en Mauritanie.**

Comme le montre le Spotlight CCDR, les exercices de modélisation réalisés suggèrent que, d'ici 2050, sans mesures d'adaptation, le PIB annuel comparé à un scénario de base à croissance moyenne serait réduit de 5,7 pour cent dans le cadre d'un scénario climatique optimiste (i.e., SSP1-1.9) et de 9,3 pour cent dans le cadre d'un scénario climatique pessimiste (i.e., SSP3-7).<sup>18</sup> Ils révèlent également que, dans le cadre du scénario climatique optimiste humide, les inondations devraient réduire le PIB de (0,4 à 0,5) pour cent d'ici 2050, tandis que l'élévation du niveau de la mer réduira le PIB de (2,0 à 2,3) pour cent. Dans le cadre du scénario climatique pessimiste, les inondations et l'élévation du niveau de la mer devraient encore avoir un impact négatif sur le PIB. Il est important de souligner que ces estimations doivent être interprétées comme un écart du PIB par rapport à un scénario "sans changement climatique", dans lequel seuls les facteurs de stress climatique (c'est-à-dire la température et les précipitations) sont modifiés. En d'autres termes, les aspects dynamiques qui pourraient aggraver le risque d'inondation - tels que l'urbanisation future ou la dégradation de l'environnement - ne sont pas pris en compte dans cette approche de modélisation.

---

18. Cet impact prend en compte les effets combinés de six canaux d'impact (rendement des cultures pluviales, rendement du bétail, chaleur/productivité du travail, santé humaine/productivité, dommages causés par les inondations et dommages causés aux routes et aux ponts, élévation du niveau de la mer).

### 2.3. APERÇU DE L'AMPLEUR DE L'EXPOSITION AUX INONDATIONS ET DES PERTES POTENTIELLES EN MAURITANIE : POPULATION, ZONES BÂTIES ET AGRICOLES, ET TRANSPORT<sup>19</sup>

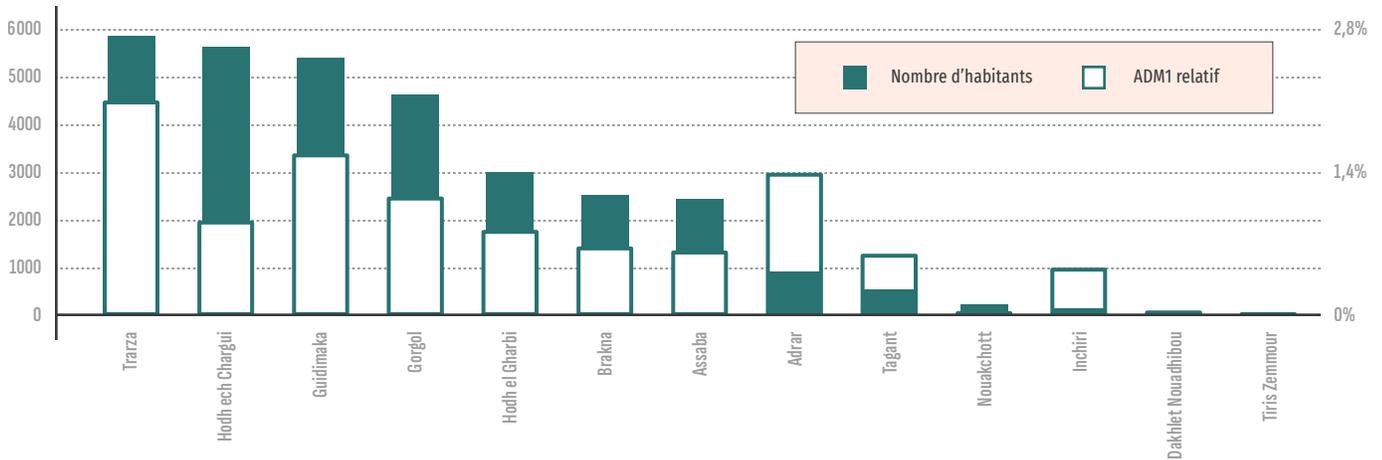
- 60. Les inondations fluviales affectent généralement le sud de la Mauritanie, en particulier le long de la vallée du fleuve Sénégal (villes de Rosso, Boghé et Sélibabi), tandis que les inondations pluviales constituent la principale préoccupation à Nouakchott.** D'une manière générale, trois types d'inondations affectent la Mauritanie : les inondations fluviales (qui se produisent lorsqu'un fleuve sort de son lit), les inondations pluviales (qui se produisent lorsque les fortes précipitations dépassent la capacité d'absorption du sol et des systèmes de drainage des eaux) et les inondations côtières.<sup>20</sup> Globalement, les wilayas du Trarza et du Guidimaka sont celles qui présentent la plus forte exposition aux inondations en termes de population. Dans ces wilayas, l'exposition annuelle attendue de la population est respectivement de 2,1 % et de 1,6 % (en pourcentage de la population totale de la wilaya) (Figure 17).<sup>21</sup> Les inondations côtières ne concernent principalement que la région de Dakhlet Nouadhibou, tandis que l'exposition aux inondations pluviales représente plus de la moitié de l'exposition annuelle attendue de la population de Nouakchott (Figure 18).
- 61. En moyenne, 391 ha de zones bâties (0,7 pour cent de la zone bâtie totale) sont exposés à des inondations d'au moins 0,5 m de profondeur en Mauritanie chaque année (moyenne sur plusieurs années).** Cependant, plus de 3 000 ha de zones bâties (5,2 pour cent de la zone bâtie totale) sont exposés à une inondation extrême d'une période de retour de 1 sur 100 ans. Des dommages et des pertes importants se produisent lorsque des inondations extrêmes et peu fréquentes frappent le pays. Par conséquent, aller au-delà des moyennes annuelles permet de mieux comprendre les risques de catastrophe (par exemple, un système de drainage peut être conçu pour résister à une inondation de 1

19. Cette section présente les résultats d'une évaluation de premier niveau de l'exposition aux inondations et des pertes potentielles. En raison du manque de données, des hypothèses et des compromis importants ont été nécessaires pour réaliser les estimations. Il s'agit notamment de (i) l'utilisation de modèles d'aléas globaux au lieu de calibrer un modèle d'aléas pour la Mauritanie, (ii) l'estimation des pertes sur la base de seulement dix périodes de retour clés au lieu de milliers de scénarios d'inondation simulés, (iii) l'utilisation d'ensembles de données d'exposition globale au lieu d'ensembles de données calibrés pour le pays (version 2022 du Global Human Settlement Layer dataset, version 2019 du World Settlement Footprint Evolution dataset, et version 2020 du WorldCover), (iv) en simplifiant les classes d'exposition (par exemple, le bâti n'a pas été désagrégé en fonction des matériaux de construction utilisés), (v) en ne quantifiant pas en termes économiques les actifs à risque, (vi) en utilisant des fonctions de vulnérabilité génériques non adaptées à l'exposition des différents actifs du pays, et (vii) en ne validant pas les résultats par rapport à une base de données de pertes historiques. Par conséquent, les résultats présentés ici doivent être traités avec prudence. Ils représentent une première évaluation de l'ordre de grandeur de la population et des biens exposés en Mauritanie. Bien que ces résultats puissent être utiles dans une étude comparative de l'exposition et du risque d'inondation au niveau de la wilaya, des données locales détaillées devraient être recherchées avant de prendre des décisions détaillées en matière de planification ou d'exploitation.

20. En l'absence de données nationales ou locales sur les inondations disponibles pour cette étude, les risques d'inondations pluviales et fluviales sont représentés par un jeu de données mondial développé par Fathom, tandis que les inondations côtières sont représentées à l'aide d'un jeu de données mondial développé par le World Resources Institute. Ces données correspondent à des ensembles de données maillées sur les risques d'inondation, avec des informations sur l'étendue et la profondeur des eaux de crue pour un ensemble de périodes de retour qui indiquent la probabilité d'occurrence et l'ampleur de l'inondation (c'est-à-dire une fois tous les 10 ou 100 ans). Ces données ne tiennent pas compte des infrastructures de protection contre les inondations (drainage, digues, barrières, etc.). Elles correspondent à des ensembles de données globales destinées à être évaluées à l'échelle d'un pays, et les données sont conçues pour fournir une vue d'ensemble des risques existants. Étant le résultat de la simulation d'un modèle global, les cartes d'inondation contiennent des sources d'incertitude qui les rendent inadaptées à certains usages (un aperçu utile des limites des modèles d'inondation globaux peut être trouvé dans Ward et al., 2015). En raison de ces limitations, il n'est pas recommandé d'utiliser ce jeu de données comme seule source d'information sur les risques d'inondation pour une analyse spécifique à un site.

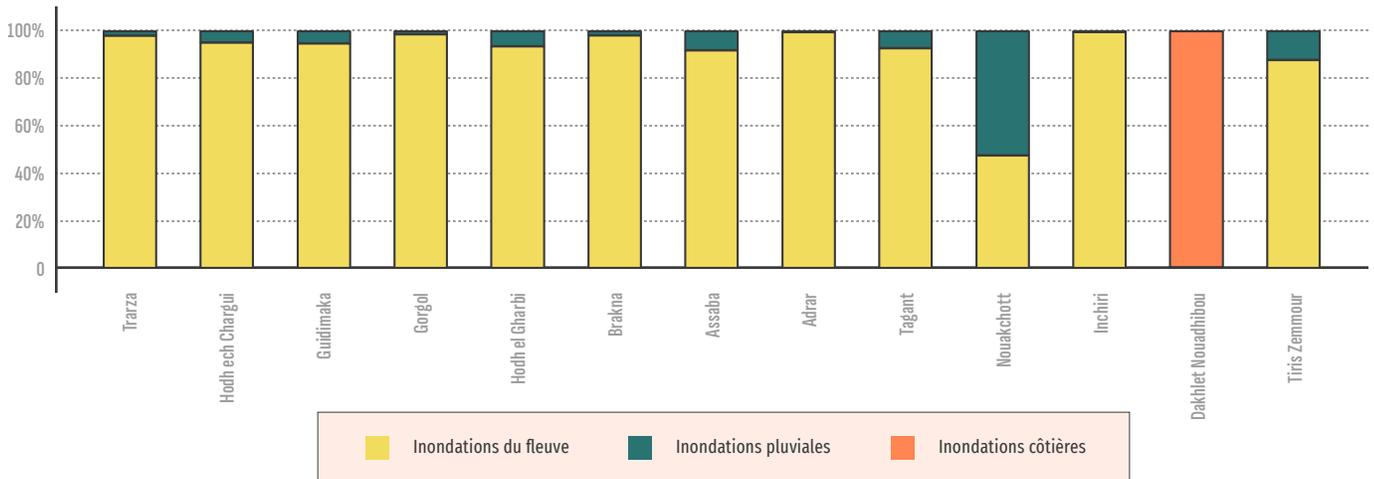
21. Pour une wilaya donnée, le risque d'inondation a été modélisé sur la base des données historiques de précipitations et de ses caractéristiques géophysiques, entre autres. Des milliers d'années ont ensuite été simulées : certaines d'entre elles n'ont connu aucune inondation, tandis que d'autres ont été marquées par des inondations importantes. Pour chaque année simulée, le nombre de personnes vivant dans des zones inondées avec une profondeur d'eau d'au moins 0,5 m a été estimé. Ce nombre de personnes a été moyenné sur toutes les années simulées, ce qui correspond à l'exposition annuelle attendue. Les valeurs présentées correspondent à l'exposition annuelle attendue normalisée par la population totale de la wilaya.

Figure 17. Exposition annuelle attendue de la population à tous les types d'inondations par wilaya



Source : Calculs du staff de la Banque mondiale

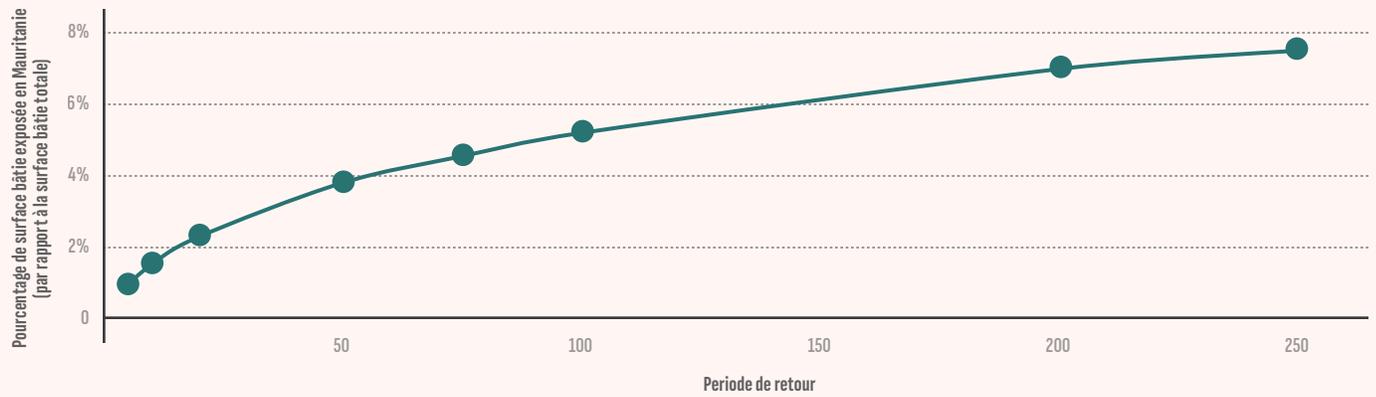
Figure 18. Distribution de l'exposition annuelle attendue de la population par type d'inondation et par wilaya



Source : Calculs du staff de la Banque mondiale

sur 10 ans, mais un événement de 1 sur 100 ans peut entraîner des dommages importants). La figure 19 montre la courbe de probabilité de dépassement pour les bâtiments exposés aux inondations en Mauritanie. Elle présente l'ampleur du bâti exposé associé à une inondation d'une intensité et d'une fréquence données et montre comment une part importante du bâti en Mauritanie est exposée à des inondations catastrophiques. Selon les modèles climatiques futurs, les événements pluviométriques extrêmes devraient devenir plus fréquents, ce qui pourrait impliquer que les événements de queue de distribution tels que l'inondation d'une période de retour de 1 sur 100 ans pourraient devenir plus fréquents. L'exposition des zones bâties aux inondations est la plus importante le long de la vallée du fleuve Sénégal, en particulier dans les régions du Traza, du Guidimaka, du Gorgol, du Hodh el Gharbi, du Hodh ech Chargui, du Brakna et de l'Assaba.

**Figure 19.** Courbe de probabilité de dépassement indiquant les zones bâties exposées au niveau national à des inondations de différentes périodes de retour



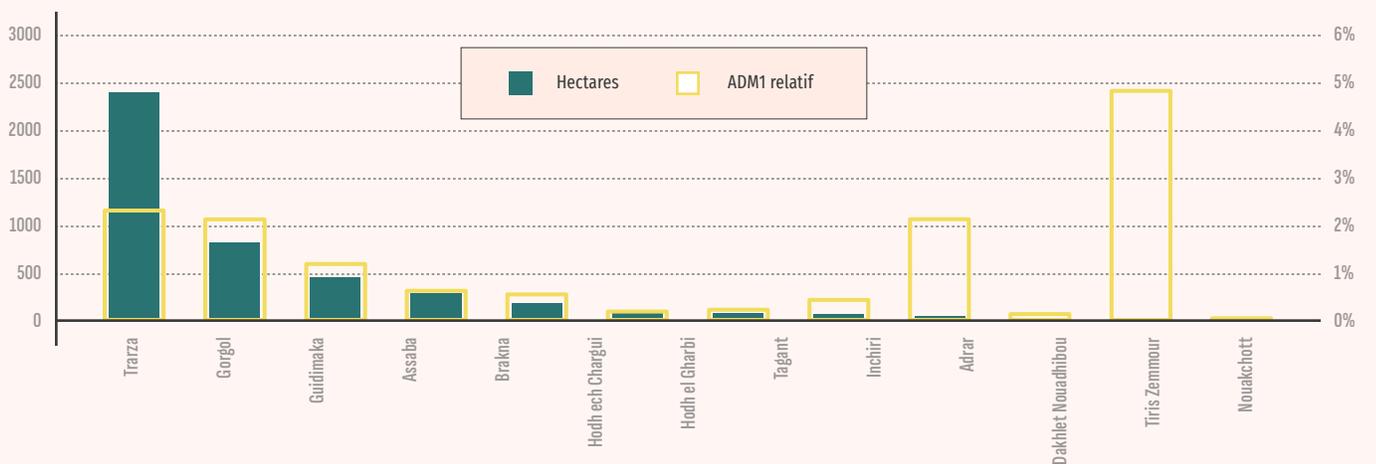
Source : Calculs du staff de la Banque mondiale

**Figure 20.** Hectares bâtis exposés par période de retour et par wilaya



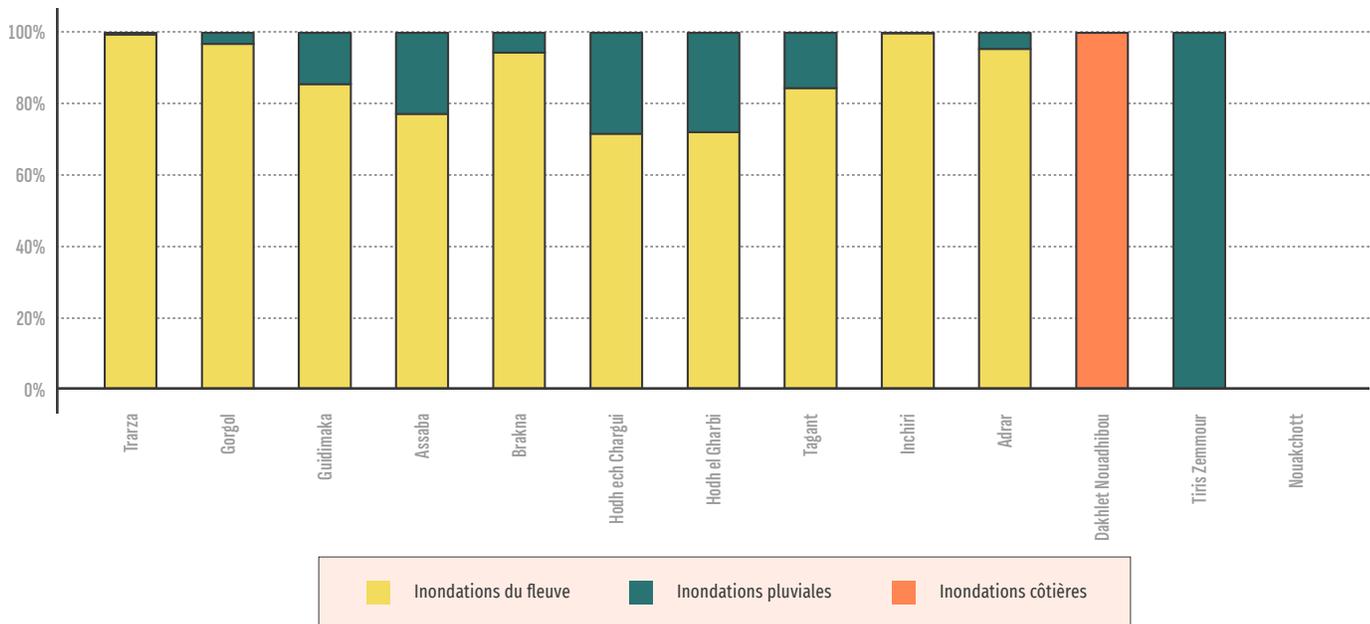
Source : Calculs du staff de la Banque mondiale

**Figure 21.** Superficie agricole détruite annuellement (en moyenne pluriannuelle) par tous les types d'inondations combinés, par wilaya



Source : Calculs des services de la Banque mondiale ; Calculs du personnel de la Banque mondiale.

Figure 22. Répartition de la superficie agricole détruite annuellement (en moyenne) par type d'inondation par wilaya



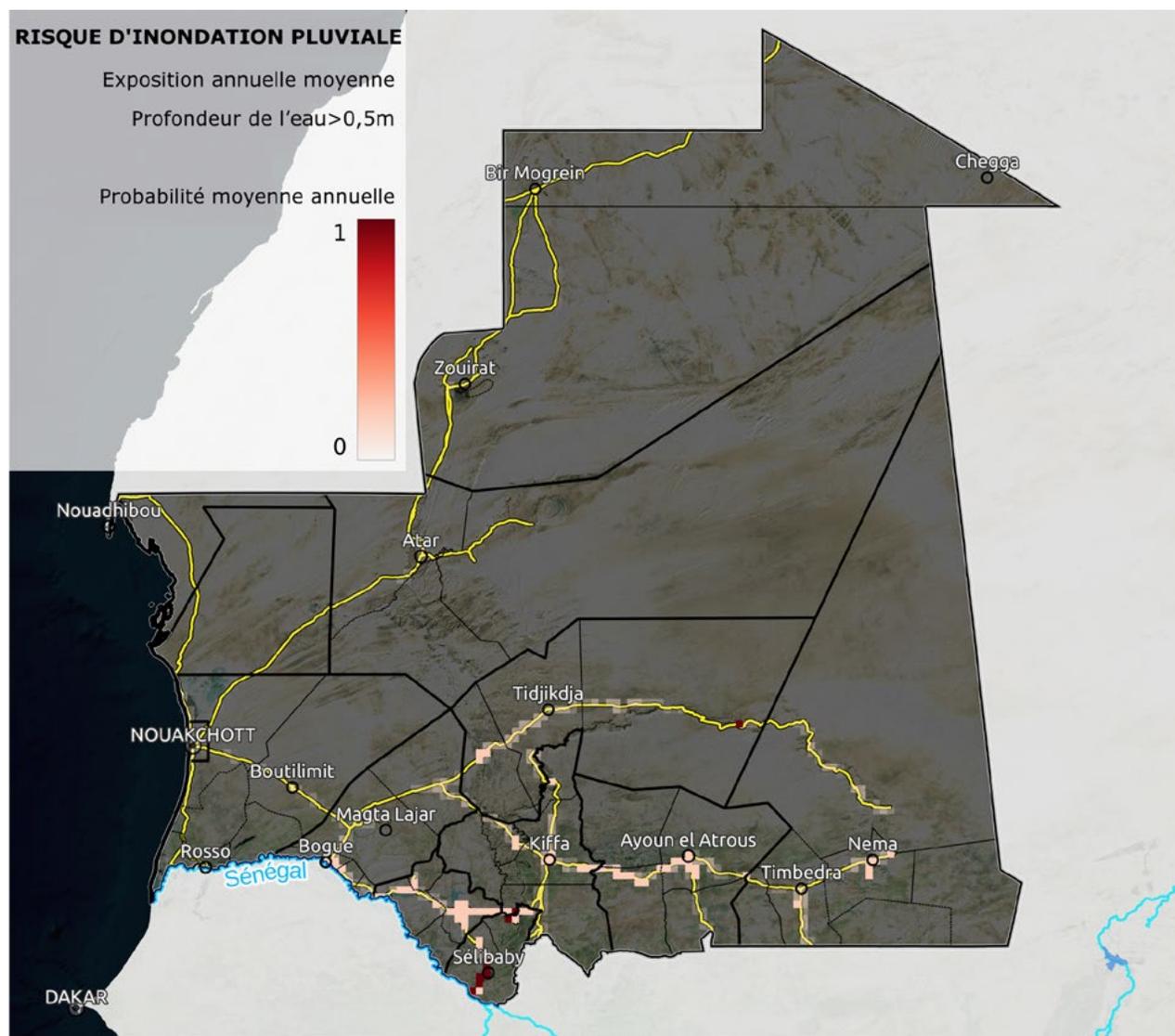
Source : Calculs des services de la Banque mondiale : Calculs du personnel de la Banque mondiale.

- 62. Les inondations peuvent également avoir un impact négatif sur la production agricole. On estime qu'en moyenne, 4 390 ha de zones agricoles pourraient être détruits chaque année à cause des inondations.** En ce qui concerne les constructions, les dommages sont principalement dus aux inondations fluviales dans le sud de la Mauritanie, où l'exposition est concentrée. C'est le cas du Trarza, où 2 405 ha de surface agricole sont perdus annuellement (représentant plus de la moitié du total des surfaces agricoles nationales endommagées), suivi par d'autres wilayas du sud (Figure 21). Cette superficie agricole endommagée se traduit par une réduction de la production agricole annuelle, en moyenne, due aux inondations comme suit : environ 6 300 tonnes de riz (2,2 pour cent de la production annuelle totale), 1 750 tonnes de sorgho (2,5 pour cent), 300 tonnes de maïs (2,3 pour cent), et 44 tonnes de mil (1,5 pour cent).
- 63. L'exposition du réseau routier aux inondations est particulièrement importante dans le sud de la Mauritanie et pourrait potentiellement conduire à de graves perturbations économiques.**<sup>22</sup> Des zones préoccupantes peuvent être identifiées près de Sélibabi, Magtar Lahjar et Boutilimit, comme le montre la Figure 23. En effet, l'interruption de la liaison routière entre Boutilimit et la partie orientale de la Mauritanie peut temporairement couper les zones urbaines et agricoles concernées de Nouakchott du fait du niveau limité de routes alternatives. Une situation similaire pourrait se produire près d'Atar dans le nord où les inondations pourraient perturber durablement les services du système routier en raison de l'absence de redondance. Il sera essentiel d'affiner ces estimations pour mieux comprendre les impacts économiques potentiels des inondations,

22. Comme aucune fonction d'impact n'est disponible pour l'infrastructure du réseau routier en Mauritanie, l'analyse présentée dans cette section ne considère que les segments du réseau de transport qui sont exposés à tout type d'inondation avec une profondeur d'eau d'au moins 0,5 m. En outre, les ponts ne sont pas pris en compte dans cette analyse, et l'exposition du réseau routier pourrait être surestimée car ils seront probablement indiqués comme des zones inondées. Une analyse plus approfondie est donc recommandée pour l'avenir.

car les dommages causés aux réseaux routiers peuvent entraîner des perturbations économiques significatives et des retombées négatives qui affectent la productivité du stock de capital au-delà des actifs directement touchés. Par exemple, les perturbations des réseaux routiers provoquées par les inondations réduiront la productivité des entreprises et des actifs qui dépendent de cette infrastructure, au moins jusqu'à ce que la connectivité soit rétablie. En d'autres termes, les inondations n'endommagent pas seulement le stock total de capital, mais réduisent également la productivité totale des facteurs du stock de capital restant (Hallegatte et Vogt-Schilb, 2019 ; Dieppe et al., 2020). Les impacts sur la croissance associés aux inondations seront donc plus graves que la valeur associée aux pertes d'actifs et ces effets d'amplification potentiels sont particulièrement pertinents lorsque les infrastructures de transport sont touchées.

Figure 23. Estimation des zones à risque sur le réseau routier de Mauritanie en raison des inondations fluviales et pluviales



Source : Calculs du staff de la Banque mondiale



## 2.4. OPTIONS DE RÉFORME POUR L'ADAPTATION ET L'ATTÉNUATION

- 64. Ce chapitre se termine par quelques options de réforme visant à atténuer les effets néfastes des inondations.** Celles-ci se répartissent globalement en quatre domaines : (i) cadre de préparation et de réponse aux situations d'urgence ; (ii) planification urbaine tenant compte des risques ; (iii) renforcement de la capacité à gérer des précipitations plus irrégulières ; et (iv) résilience budgétaire face aux risques climatiques et de catastrophes.

### Mise en place d'un système unifié de préparation et de réponse aux situations d'urgence

- 65. Pour renforcer la résilience aux inondations, le gouvernement pourrait envisager d'unifier et de renforcer son cadre de préparation et de réponse aux urgences (EP&R).** Comme l'ont montré les récentes inondations, le cadre actuel de préparation et de réponse aux situations d'urgence se caractérise par une grande dispersion des rôles et des responsabilités, ce qui entrave la gestion des situations d'urgence et limite les progrès réalisés dans le renforcement de la résilience face aux catastrophes et aux risques climatiques. Un cadre unifié permettrait de consolider et de coordonner les différentes structures d'intervention d'urgence existantes en un mécanisme rationalisé et unifié avec des rôles et des responsabilités bien définis entre les différents niveaux et départements du gouvernement, tant au niveau national que local. La délégation générale à la sécurité civile et à la gestion des crises du Ministère de l'Intérieur coordonne déjà un examen complet du système EP&R existant en vue de développer une approche holistique dans laquelle les différentes composantes de la préparation et de la réponse aux urgences sont considérées comme un système intégré qui peut assurer une gestion efficace des crises et promouvoir une plus grande résilience face aux événements naturels néfastes. Pour garantir l'adéquation de ce système de préparation et de réponse aux urgences et l'adapter aux besoins de la population mauritanienne, il sera important de mieux comprendre et d'évaluer l'efficacité des stratégies traditionnelles de gestion des risques et

des schémas de migration saisonnière, qui peuvent potentiellement être exploités pour concevoir des mécanismes pertinents de préparation aux risques et d'atténuation des chocs<sup>23</sup>. Il est important que ce système rénové d'EP&R soit articulé avec des mesures plus complètes de réduction des risques que les secteurs clés et les ministères de tutelle pourraient mettre en œuvre pour façonner l'urbanisation d'une manière plus résiliente et améliorer la capacité à faire face à des événements pluviométriques plus extrêmes - comme le détaillent les deux options de réforme suivantes.

### Renforcer et appliquer une planification urbaine tenant compte des risques climatiques

- 66. Une nouvelle loi sur l'urbanisme et la construction (Code de l'Urbanisme) qui introduit une gouvernance multi-niveaux plus efficace et des instruments de planification adéquats sera nécessaire pour façonner le développement urbain d'une manière plus résiliente.** Cette nouvelle loi devrait permettre (a) d'assurer un processus de planification urbaine plus décentralisé et consultatif aux différents niveaux administratifs ; (b) de rationaliser les instruments de planification urbaine en tenant compte du climat et des risques de catastrophe ; et (c) d'améliorer leur mise en œuvre. Dans le cadre de la réforme, la prise en compte des risques liés aux catastrophes et au climat devrait être une étape obligatoire dans la conception des nouveaux instruments de planification urbaine. À terme, les instruments de planification urbaine régionaux et municipaux devraient également être actualisés pour se conformer aux lignes directrices nationales actualisées et inclure des informations ciblées sur les aléas et les risques afin d'informer et d'orienter l'expansion spatiale des zones urbaines. Pour s'assurer que les plans directeurs urbains sont effectivement mis à jour dans un délai raisonnable, un soutien spécifique aux villes sera nécessaire pour (i) examiner les tendances récentes en matière d'urbanisation et fournir des informations exploitables sur les dangers et les risques, (ii) fournir une assistance technique pour accélérer le rezonage et rationaliser le processus de mise à jour des documents urbains.
- 67. A moyen et long terme, au-delà de la réduction de l'exposition et de la vulnérabilité aux inondations, une gestion urbaine renforcée contribuera à faire des villes mauritaniennes des moteurs de croissance efficaces.** En tant que telles, les mesures visant à développer, mettre en œuvre et faire respecter des plans directeurs tenant compte des risques pour les différentes villes urbaines devraient être prioritaires et activement soutenues par le Ministère de L'habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire<sup>24</sup>. À Nouakchott, des mesures visant à introduire des règlements de zonage appropriés qui différencient et relient les zones résidentielles, industrielles et de bureaux, tout en évaluant la possibilité d'interdire la construction dans les zones à haut risque

23. Des preuves anecdotiques suggèrent que la population de l'intérieur du pays a l'habitude de migrer vers les zones côtières pendant les mois d'été pour échapper aux températures très élevées du désert. Une meilleure compréhension des schémas de mobilité à la suite de chocs liés au climat sera essentielle pour éclairer la conception de ce nouveau système d'EP&R. De même, dans les zones rurales, des preuves anecdotiques suggèrent que dans le sud du pays, les familles et les villages riverains ont développé une stratégie de partage des risques pour faire face aux inondations fluviales saisonnières en se mariant entre villages "frères" situés au bord de la rivière (daande maayo), dans la plaine d'inondation saisonnière (waalo) et au-delà de la plaine d'inondation saisonnière (jeeri). Lorsque les villages adjacents à la rivière et situés dans la plaine d'inondation saisonnière sont inondés, ces habitants se déplacent vers leur village jeeri équivalent. De nombreuses communautés riveraines et de la plaine d'inondation saisonnière ont maintenant construit des maisons à deux étages, afin de pouvoir stocker leurs biens au deuxième étage avant de déménager pour la saison des pluies. Étant donné que les communautés locales pourraient se montrer réticentes à l'idée de quitter définitivement les plaines inondables, cette stratégie d'adaptation traditionnelle pourrait faire l'objet d'une évaluation plus approfondie afin d'encourager les efforts de préparation adéquats dans les zones rurales.

24. Plus précisément, la Direction de l'aménagement du territoire (DATAR) est responsable des documents stratégiques qui guident l'élaboration des instruments de planification urbaine, tandis que la Direction de l'information géospatiale (DCIG) est chargée des règles, des protocoles et des outils permettant de produire, de gérer et de partager l'information géospatiale.

d'inondation et de remontée de la nappe phréatique pourraient être rapidement envisagées à partir du moment où il existe une bonne connaissance du contexte des risques. Ces efforts pourraient également contribuer à protéger la dune côtière de Nouakchott contre les activités illégales afin qu'elle puisse servir de tampon naturel contre les inondations côtières. Toutes ces mesures contribueront à réduire l'exposition et la vulnérabilité des personnes et des biens aux inondations, diminuant ainsi les impacts économiques futurs, tout en favorisant des villes plus productives.

### Renforcer la capacité à faire face aux inondations extrêmes dans un climat changeant

- 68. Une politique de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) sera nécessaire pour faire face aux risques d'inondations urbaines et aux épisodes de sécheresse et pour renforcer l'adaptation au climat.** Cette politique de GIRE nécessitera d'abord une meilleure compréhension de l'ensemble du cycle de l'eau et une capacité accrue à surveiller les ressources en eau dans un climat changeant. Ces connaissances scientifiques améliorées sont nécessaires pour informer le développement de pratiques durables d'utilisation de l'eau, qui pourraient utilement tirer parti des solutions fondées sur la nature (voir le paragraphe suivant). Plus important encore, cette approche intégrée est nécessaire pour élaborer un ensemble de mesures cohérentes et efficaces à l'échelle du bassin hydrographique. Elle garantira par exemple que l'utilisation de structures hydrauliques, y compris les barrages ou les infrastructures hydro-agricoles "en aval", soit alignée sur les actions "en amont" concernant la protection des ressources en eau ou la capacité de rétention de l'eau dans le sol. En retour, cette stratégie de GIRE contribuera à encourager des pratiques d'irrigation durables dans le secteur agricole, augmentant ainsi la capacité du secteur à faire face à des régimes de précipitations plus irréguliers. Elle contribuera également à une meilleure compréhension des relations entre les précipitations et le ruissellement dans différents endroits, ce qui représente des données essentielles pour calibrer efficacement les efforts nécessaires à l'expansion, à l'exploitation et à l'entretien des installations de drainage à grande échelle, en particulier à Nouakchott. Cette politique de GIRE nécessitera néanmoins un réarrangement du paysage institutionnel du secteur afin de clarifier les rôles et responsabilités institutionnels liés à la gestion des ressources en eau (dans le cadre d'une nouvelle loi sur l'eau, c'est-à-dire le Code de l'eau) et d'aborder la gestion des eaux pluviales dans le cadre d'une nouvelle loi sur l'assainissement (c'est-à-dire le Code de l'assainissement).
- 69. Face à la grande incertitude concernant les régimes de précipitations futurs, les solutions basées sur la nature (NBS) représentent une approche rentable pour réduire le risque d'inondation qui pourrait aider à combler le déficit d'investissement massif observé dans le passé.** Les infrastructures grises traditionnelles, telles que les systèmes de drainage, nécessitent un investissement initial massif et des coûts d'exploitation et d'entretien élevés. Un mélange d'infrastructures vertes et grises peut cependant réduire considérablement les besoins initiaux en capitaux et les coûts d'entretien. Les interventions des NBS visant à réduire le risque d'inondation pluviale peuvent être classées en trois catégories : (i) les plaines d'inondation et les voies de contournement, (ii) les zones humides intérieures, (iii) les berges et les lits des cours d'eau et (iv) la végétation et les forêts des hautes terres.<sup>25</sup> Le rôle de ces solutions dans la réduction du risque d'inondation a été démontré à plusieurs

25. Voir <https://www.gfdr.org/sites/default/files/NBS%20for%20River%20Flood%20Control.pdf> pour une description de chaque solution.

endroits dans le monde et est désormais considéré comme un complément durable et rentable aux défenses contre les inondations par ingénierie (Cohen-Shacham et al. 2016). Il est important de noter que, par rapport aux interventions exclusivement grises, les NBS permettent de réduire la taille de l'infrastructure de protection contre les inondations, ce qui nécessite des investissements initiaux moins importants. Par conséquent, l'intégration d'une "infrastructure verte" dans les systèmes de protection peut être une solution rentable et plus adaptable aux nouvelles informations et aux conditions qui pourraient émerger dans différents scénarios de changement climatique (van Zelst et al., 2021). Les interventions devront être adaptées aux caractéristiques spécifiques de chaque site, bien qu'elles aient le potentiel de fournir un large éventail de co-bénéfices au-delà de la réduction des risques d'inondation, tels que la séquestration du carbone, la conservation du capital naturel ou la production alimentaire.

## Renforcer la résilience budgétaire aux risques climatiques et de catastrophes

### 70. Le renforcement de la résilience budgétaire face aux risques climatiques et aux catastrophes contribue à limiter les effets négatifs sur la croissance lorsque ces risques se matérialisent.

Une meilleure résilience budgétaire permet de recourir davantage à des politiques budgétaires anticycliques à la suite de catastrophes et de chocs liés au climat.<sup>26</sup> En revanche, une capacité budgétaire limitée empêche les gouvernements d'atténuer pleinement les perturbations économiques et les impacts sociaux négatifs provoqués par des événements naturels défavorables. Dans l'ensemble, une résilience budgétaire limitée entrave la capacité du gouvernement à favoriser une reprise économique rapide et solide, ce qui risque d'amplifier les effets du choc initial sur la croissance. Pour renforcer efficacement la résilience budgétaire face aux risques d'inondation, le gouvernement doit quantifier les passifs éventuels liés aux risques climatiques et de catastrophe. La quantification sera la première étape qui permettra au gouvernement de comprendre et mieux gérer ces risques. Une stratégie visant à combiner de manière optimale les instruments de rétention des risques (tels que les fonds de réserve ou les prêts conditionnels) et les instruments de transfert des risques (tels que la mutualisation) pourrait donc s'inscrire dans le cadre global de la gestion des risques budgétaires. Il est nécessaire de rassembler tous les risques dans le cadre d'une vision stratégique commune afin de décider de la bonne combinaison d'instruments et de mettre en évidence les déficits de financement potentiels en cas de chocs covariants futurs.

26. La résilience budgétaire est ici comprise comme la capacité d'augmenter la réponse budgétaire à la suite d'une catastrophe sans mettre en péril la viabilité budgétaire.

# RÉFÉRENCES

Arnone, Elisa, Dario Pumo, Antonio Francipane, Goffredo La Loggia et Leonardo V. Noto. 2018. “Le rôle de la croissance urbaine, du changement climatique et de leur interaction dans l’altération des extrêmes de ruissellement”. *Processus hydrologiques* 32, no. 12 : 1755-1770.

Blanchard, Paul, Oscar Ishizawa, Rafael Van der Borgh et Thibaut Humbert. A paraître. “Struggling with the Rain : Weather Variability and Food Insecurity Forecasting in Mauritania”. *Upcoming World Bank Working Paper Series*, Banque mondiale, Washington, DC.

Cohen-Shacham, Emmanuelle, Gretchen Walters, Christine Janzen et Stewart Maginnis. 2016 “Solutions basées sur la nature pour répondre aux défis sociétaux mondiaux”. UICN : Gland, Suisse 97 : 2016-2036.

Dieppe, Alistair, Sinem Kilic Celik, et Cedric Iltis Finafa Okou. 2020. “Implications des événements indésirables majeurs sur la productivité. Policy Research Working Paper 9411, Banque mondiale, Washington, DC.

Hallegatte, Stephane, et Adrien Vogt-Schilb. 2019. “ Les pertes dues aux catastrophes naturelles sont-elles plus que de simples pertes d’actifs ? Le rôle de l’agrégation des capitaux, des interactions sectorielles et des comportements d’investissement.” Springer International Publishing, 2019.

GIEC (Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat). 2014. *Changement climatique 2014 : Impacts, adaptation et vulnérabilité. Contribution du groupe de travail II au cinquième rapport d’évaluation du Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat.* Cambridge University Press, Cambridge.

Skougaard Kaspersen, Per, Nanna Høegh Ravn, Karsten Arnbjerg-Nielsen, Henrik Madsen, et Martin Drews. 2017. “Comparaison des impacts du développement urbain et du changement climatique sur l’exposition des villes européennes aux inondations pluviales.” *Hydrologie et sciences du système terrestre* 21, no. 8 : 4131-4147.

Mahmoud, Shereif H., et Thian Yew Gan. 2018. “Implications de l’urbanisation et du changement climatique dans la gestion des risques d’inondation : Développement d’un système d’aide à la décision efficace pour la cartographie de la susceptibilité aux inondations.” *Science of the Total Environment* 636 : 152-167.

Sillmann, Jana, Viatcheslav V. Kharin, Francis W. Zwiers, Xuebin Zhang et David Bronaugh. 2013. “Indices des extrêmes climatiques dans l’ensemble multimodèle CMIP5 : Part 2. Future Climate Projections.” *Journal of geophysical research : atmospheres* 118, no. 6 : 2473-2493.

UN DESA (Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies). 2018. Perspectives de l'urbanisation mondiale : The 2018 Revision, Online Edition.

PNUD (Programme des Nations unies pour le développement). 2021. Mauritanie. Extrait de <https://climatepromise.undp.org/what-we-do/where-we-work/mauritania>.

UNDRR (Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes). 2018. Rapport d'évaluation mondiale sur la réduction des risques de catastrophe 2017. Genève.

van Zelst, Vincent TM, Jasper T. Dijkstra, Bregje K. van Wesenbeeck, Dirk Eilander, Edward P. Morris, Hessel C. Winsemius, Philip J. Ward et Mindert B. de Vries. 2021. "Cutting the Costs of Coastal Protection by Integrating Vegetation in Flood Defences (Réduire les coûts de la protection côtière en intégrant la végétation dans les défenses contre les inondations). Nature communications 12, no. 1 : 6533.

Vinha, Katja et Ruth Hill. 2022. "Mauritanie et vulnérabilité à la sécheresse". Document de référence pour l'évaluation de la pauvreté en Mauritanie. Banque mondiale.

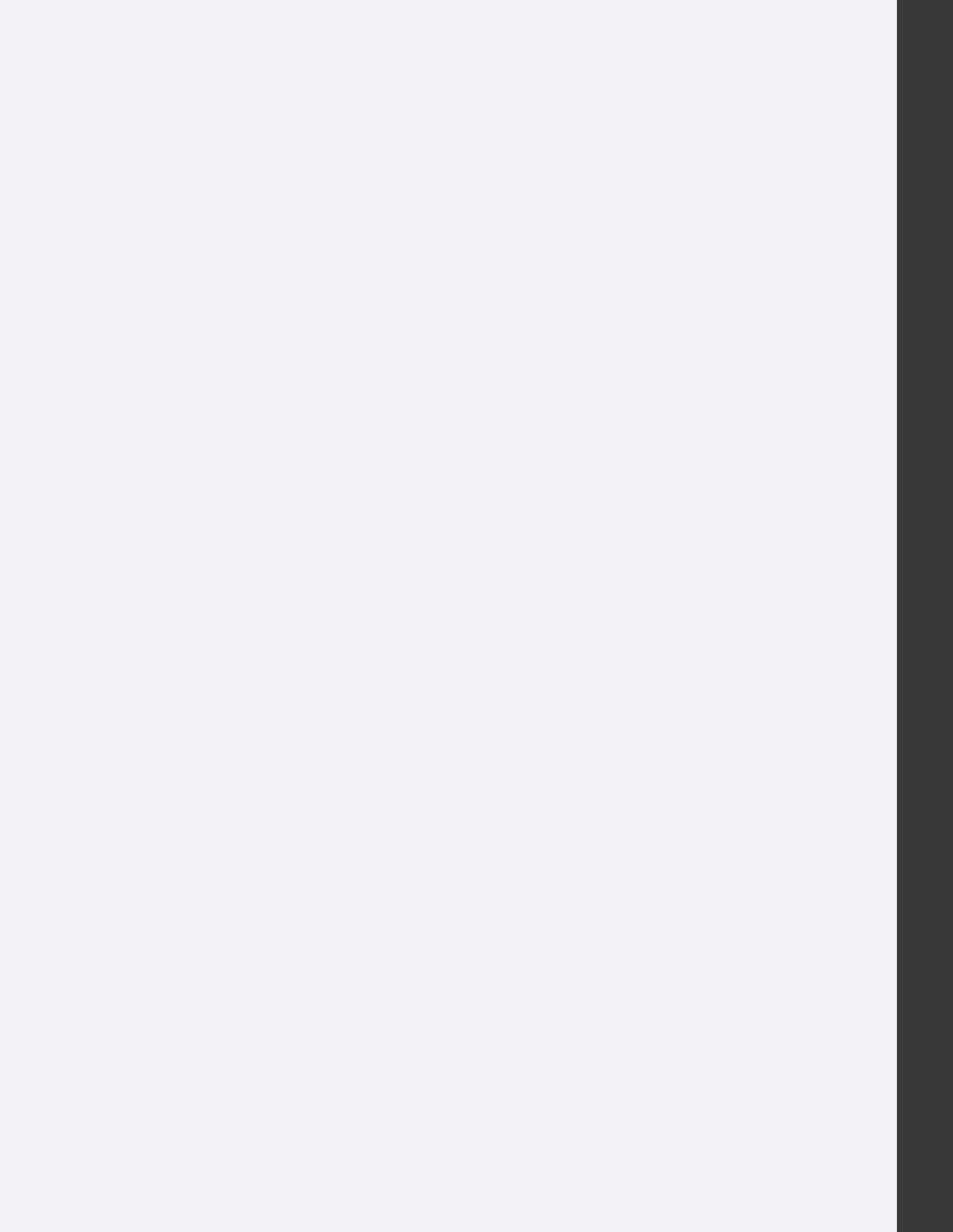
Ward, Philip J., Brenden Jongman, Peter Salamon, Alanna Simpson, Paul Bates, Tom De Groeve, Sanne Muis et al. 2015. "Usefulness and Limitations of Global Flood Risk Models (Utilité et limites des modèles de risque d'inondation à l'échelle mondiale). Nature Climate Change 5, no. 8 : 712-715.

Banque mondiale. 2020. Mémoire économique pays Mauritanie : Accélérer la croissance par la diversification et les villes productives. Banque mondiale, Washington DC.

Groupe de la Banque mondiale. 2022. G5 Région du Sahel. Rapport sur le climat et le développement du pays (CCDR). Groupe de la Banque mondiale, Washington DC.

Groupe de la Banque mondiale. 2023. Portail de connaissances sur le changement climatique. Récupéré de <https://climateknowledgeportal.worldbank.org/country/mauritania>.

Yazdanfar, Zeinab, et Ashok Sharma. 2015. "Planification et conception des systèmes de drainage urbain - Défis liés au changement climatique et à l'urbanisation : A Review". Water Science and Technology 72, no. 2 : 165-179.





**THE WORLD BANK**

IBRD • IDA | WORLD BANK GROUP